

EVALUATION FINALE DU PROGRAMME

« Amélioration des pratiques d'hygiène, de l'accès à l'assainissement et à l'eau potable dans les sections rurales des communes de Hinche et de Thomonde, département du Centre, Haïti »

Programme réalisé par :



Evaluation préparé par :



Version en date du :
12/03/2019

Auteurs :

Benjamin Biscan
Amandine Gilbert

Contact :

benjamin.biscan@esa-consultance.com
amandine.gilbert@esa-consultance.com

EVALUATION FINALE DU PROGRAMME

« Amélioration des pratiques d'hygiène, de l'accès à l'assainissement et à l'eau potable dans les sections rurales des communes de Hinche et de Thomonde, département du Centre, Haïti »

Programme réalisé par :



Evaluation préparé par :



Version en date du :
12/03/2019

Auteurs :

Benjamin Biscan
Amandine Gilbert

Contact :


benjamin.biscan@esa-consultance.com
amandine.gilbert@esa-consultance.com

Table des matières

Accronymes	3
1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DÉTAILLÉ	4
2. ANALYTICAL SUMMARY OF THE PROJECT	13
3. LE PROJET.....	21
3.1 Inter Aide en Haïti et son approche HAE	22
3.2 Description du programme	23
4. RAPPEL DU CONTEXTE INSTITUTIONNEL RELATIF À L'HYGIÈNE, L'ASSAINISSEMENT ET L'EAU	27
4.1 Contexte national	28
4.2 Au niveau central	29
4.3 Au niveau régional	29
4.4 Au niveau communal	30
4.5 Objectifs nationaux eau et assainissement	31
4.6 Orientations stratégiques relatives à l'assainissement	31
4.7 Stratégie Nationale pour la Conservation et le Traitement de l'Eau à Domicile (C-TED)	32
5. OBJECTIF ET MÉTHODOLOGIE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION	34
5.1 Justification de l'évaluation	35
5.2 Critères d'évaluation	35
5.3 Matrice d'évaluation – Questions évaluatives	36
5.4 Méthodologie d'évaluation	40
5.5 Limites de l'évaluation	41
5.6 Calendrier détaillé de mission	41
6. RÉSULTAT DE L'ÉVALUATION	42
6.1 Pertinence	43
6.2 Efficacité	51
6.3 Efficience	55
6.4 Effet et Impact	58
6.5 Durabilité	63
7. CONCLUSION	70
8. RECOMMANDATIONS	72
8.1 Assainissement	73
8.2 Eau	73
8.3 Suivi et outils de suivi des programmes	74
8.4 Hygiène et C-TED	75
ANNEXE 1 - RÉFÉRENCES	77
ANNEXE 2 - COMPTES RENDUS D'ENTRETIEN, DE FOCUS GROUPS ET D'OBSERVATIONS.....	78

Accronymes

ACAT	Approche Communautaire pour l'Assainissement Total
AEP	Adduction en Eau Potable
AESN	Agence de l'Eau Seine Normandie
ASEC	Assemblée de la Section Communale
AT	Assistant Technique
ATPC	Assainissement Total Piloté par la Communauté
CAEPA	Comité d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement
CAP	Capacité, Attitude, Pratique
CASEC	Conseil d'Administration de la Section Communale
CLTS	Community Led Total Sanitation
CPE	Comité de Point d'Eau
C-TED	Conservation et Traitement de l'Eau à Domicile
DAL	Défécation à l'air libre
DINEPA	Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement
EMMUS	Enquête Mortalité Morbidité et Utilisation des Services
FDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre
HAE	Hygiène, Assainissement, Eau
IA	Inter Aide
IEC	Information, Education et Communication
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
MENFP	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnel
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
OCDE-CAD	Organisation de Coopération et de Développement Économiques-Comité d'Aide au Développement
ODD	Objectif du Développement Durable
OMS	Organisme Mondial de la Santé
OREPA	Office Régional de l'Eau Potable et Assainissement
PHAST	Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
PMH	Pompe à Motricité Humaine
PNEC	Plan National pour l'Élimination du Cholera
PTF	Partenaire Technique et Financier
RH	Ressource Humaine
RP	Responsable Programme
SAEP	Système d'Adduction en Eau Potable
TDR	Termes de Référence
TEPAC	Technicien Eau Potable Assainissement Communaux
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
URD	Unités Rurales Départementales
USD	United State Dollar



1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DÉTAILLÉ

Cette évaluation externe s'intéresse à la période entre Janvier 2017 et Décembre 2018 de deux programmes d'Inter Aide de 7 ans dans les zones de Juanaria et Thomonde aux temporalités et spécificités différentes, l'une étant en phase de clôture, l'autre étant toujours en cours.

Contexte

Inter Aide (IA) intervient en Haïti depuis 1981 avec la construction d'ouvrages hydrauliques. La stratégie d'IA a évolué au fil du temps privilégiant un appui progressif via des changements de comportements individuels (bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement) suivis de projets communautaire (captage). La stratégie actuelle, nommée HAE : Hygiène, Assainissement, Eau ; est relative à l'ordre de réalisation des activités (Métois, Hodgkinson, et Petitpierre 2017).

La zone d'intervention du projet évalué comprend une population estimée à 31 000 habitants répartis dans les zones de Juanaria (Hinche) et Baille Tourrible, Cabral, et Des Bayes (Thomonde) (Hodgkinson 2018). Ces zones sont caractérisées par un habitat dispersé et sont particulièrement enclavées.

Quand 59 % de la population vit avec moins de 2,42 dollars/jours et 24 % vit avec moins de 1,23 dollars/jour (Banque Mondiale 2014), la population des zones ciblées par IA semble particulièrement vulnérable avec 87 % (ESA Consultance 2018) des ménages susceptibles de vivre avec moins de 2 dollars/jour. De même que dans tout le pays, l'agriculture est la principale source de revenus dans la zone d'intervention.

Au niveau national 40 % des personnes vivant en milieu rural ont accès à une source d'eau élémentaire (OMS et UNICEF 2017) tandis qu'à Juanaria et Thomonde seule 10 % de la population y a accès (Inter Aide 2016b). Enfin, 36 % de la population rurale au niveau national ne dispose d'aucun système d'assainissement (EMMUS-VI) 2016-2017. En comparaison le taux d'accès à l'assainissement à Juanaria était de 3 % et 12 % à Thomonde (Inter Aide 2016b).

Au niveau central les compétences eau, assainissement, hygiène sont réparties entre plusieurs ministères. Cependant de manière spécifique, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) exerce sa mission autour du développement et de la régulation du secteur eau potable et assainissement au niveau national. Au niveau régional les Offices Régionaux de l'Eau Potable et de l'Assainissement (OREPA), entités déconcentrées de la DINEPA, sont responsables de l'application des politiques sectorielles, du monitoring des ressources et de la supervision des opérateurs du secteur

de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire. Au niveau communal, les communes futures maîtres d'ouvrage selon la loi de 2009 relative à la création de la DINEPA, disposent de Techniciens Eau Potable et Assainissement Communaux (TEPAC) qui assurent le suivi des Comités d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement (CAEPA) et des Comités de Point d'Eau (CPE).

Haïti s'est par ailleurs engagé à atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 (United Nations 2015).

Méthodologie

Cette évaluation porte sur une période de 2 ans de deux programmes (Juanaria et Thomonde) de 7 ans à différents niveaux d'avancement. Basées sur les critères de l'OCDE, les réponses apportées aux questions évaluatives portent sur la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des programmes. Elles sont issues de l'étude bibliographique des documents mis à disposition, ceux recherchés et d'une phase de terrain permettant une recherche et une analyse complémentaire grâce aux observations in situ, entretiens semi-directifs, focus groups et enquêtes ménages.

Certaines limites sont néanmoins à prendre en compte dans cette évaluation : les résultats et effets obtenus spécifiquement sur cette période de 2 ans sont difficilement dissociables des résultats et effets obtenus sur l'entièreté du programme ; la partie quantitative de l'évaluation repose sur les bases de données fournies par IA dont l'analyse permet raisonnablement de les utiliser ; la première mission de Juanaria durant la saison de récolte du pois et la durée impartie à la mission, ont limité le nombre d'entretiens avec les ménages.

Pertinence

La situation dans les zones ciblées en matière d'HAE étant particulièrement faible, les activités définies par IA sont pertinentes. En 2016, le cholera étant, de plus, très présent dans certaines sections communales du projet, l'accent mis sur l'hygiène est tout à fait approprié. Enfin, le taux d'équipement des foyers en latrines de 3 % dans la zone de Juanaria et 12 % dans celle de Thomonde (Inter Aide 2016b) justifie la mise en œuvre d'un programme d'assainissement.

En ce qui concerne l'accès à l'eau potable, peu, voire aucune donnée n'était disponible initialement. IA estime à 10 % la couverture en termes d'accès à l'eau de ces zones d'intervention au démarrage du projet (Inter Aide 2016b). Aussi, au regard de la moyenne nationale une intervention sur ce volet est justifiée. D'un point de vue

investissement, les ouvrages simples et robustes construits lors du programme sont acceptables et justifiables au vu de l'amélioration apportée par ces captages en termes de collecte et temps de trajet pour les localités bénéficiaires. La sensibilisation et la promotion du traitement de l'eau à domicile sont aussi pertinentes au regard de l'accès et de la qualité de l'eau dans la zone.

Les indicateurs du programme (population cible) semblent suffisants au regard de la population totale des localités ciblées. Les indicateurs choisis sont également cohérents par rapport aux objectifs spécifiques fixés par le programme hormis pour l'accès à l'eau. Le détail donné dans la demande de projet indiquait une augmentation de 22 % or, la ligne de base étant de 10 %, il aurait été nécessaire d'augmenter de 40 % l'accès à l'eau dans les zones.

La reconnaissance des comités de point d'eau, en cours au moment de l'évaluation, suit la stratégie nationale et a recueilli un avis favorable de l'OREPA CENTRE (entretien OREPA Centre).

Enfin, le choix d'encourager le traitement et le stockage via des revendeurs locaux pour améliorer l'accès à l'eau potable rejoint aussi la stratégie nationale C-TED de la DINEPA.

Si les points de cohérence avec les orientations sectorielles nationales sont nombreux et que des efforts sont faits pour s'aligner sur la stratégie nationale, l'assainissement est toujours subventionné.

L'Approche Communautaire pour l'Assainissement Total (ACAT) initié par la DINEPA vise la fin de la défécation à l'air libre via des mécanismes participatifs et de sensibilisation ne faisant pas intervenir la honte comme levier de changement de comportements (DINEPA République d'Haïti 2014b). Ainsi, la méthode PHAST (Sawyer, Simpson-Hébert, et Wood 1998) utilisée par IA rejoint les préconisations de la DINEPA.

La formation des boss maçons réalisée par Inter Aide rejoint aussi les lignes directrices de l'ACAT en renforçant l'offre par le renforcement des compétences locales.

Cependant en 2014, un document stratégique pour l'assainissement a été publié (DINEPA République d'Haïti 2014a) et fixe les principes d'intervention et notamment le zéro subventionnement afin de :

- Favoriser la durabilité du changement de comportement, et ;
- Lutter contre l'attentisme des populations.

IA en contribuant à l'achat de matériaux, tels que ciment et fer, et aux paiements de la main d'œuvre subventionne partiellement les latrines.

Le programme d'IA présente des retours d'expériences notables, particulièrement avec la dalle bombée (entretien DINEPA), qu'il serait intéressant de partager avec la DINEPA et au profit du secteur de l'assainissement en Haïti.

Efficacité

Le programme HAE visait à améliorer durablement les pratiques d'hygiène, l'accès à l'assainissement et à l'eau potable. Ainsi les objectifs et résultats attendus étaient les suivants :

- Proportion des familles connaissant la technique et les moments opportuns du lavage de mains (cible : 75 %) soit 2 400 familles formées et 1 550 élèves sensibilisés aux bonnes pratiques d'hygiène et à la bonne utilisation de l'eau ;
- Niveau de couverture en latrines familiales au niveau de la zone (cible : 80 %) soit la construction de 1950 latrines familiales et 18 latrines scolaires ;
- Taux d'utilisation des latrines (cible : 80 %) ;
- Proportion des familles ayant accès à une source d'eau améliorée (cible : 50%) soit l'aménagement de 16 points d'eau, 19 comités d'usagers et agents d'entretien formés ;
- Taux de prévalence des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins 5 ans (≤ 10 %) ;
- Incluant ainsi la formation de 15 artisans maçons pour réaliser les dalles bombées et l'aménagement des sources ;
- La création de 18 comités de parents d'élève et ;
- L'implication de 4 TEPAC dans la mise en œuvre du projet (Inter Aide 2016b).

Le détail des résultats est donné dans le corps du rapport mais les objectifs en général sont atteints à 54% en moyenne. Ces résultats ne sont cependant pas, pour les évaluateurs, représentatifs de la bonne efficacité du programme.

Les résultats affichés diffèrent d'un programme à l'autre entre Juanaria et Thomonde, et même au sein du même programme de Juanaria, pour des raisons différentes.

La couverture en assainissement du Haut Juanaria atteint 79 % tandis que dans le Bas Juanaria la couverture est de 61 % (moyenne de 73 % sur Juanaria). A noter que la zone de Bas Juanaria a été ouverte plus tard dans l'histoire du projet mais que les taux de progression entre les deux zones étaient cependant similaires sur les dernières années du programme.

A Thomonde en revanche, programme toujours en cours, le seuil de 80 % de couverture en assainissement n'est pas atteint, actuellement à 55 %. En raison de la présence d'autres programmes de latrinisation, les conditions ne sont pas favorables à la mise en œuvre de programme d'incitation pour l'assainissement et ont amené IA à modifier son mode d'action en réaction à cette contrainte (suivi individuel plus important).

Concernant l'eau potable, le changement de stratégie d'IA, consistant à une plus forte sensibilisation au traitement de l'eau, n'a pas été intégré dans le cadre logique. Les objectifs initiaux en termes de construction et de formation de comités de captage ou d'agents d'entretien ne sont donc pas atteints puisque moins visés. Il aurait été opportun de mettre à jour le cadre logique afin de revoir les objectifs liés à l'eau que ce soit en termes de construction ou de sensibilisation au C-TED.

Les activités mises en œuvre sont en adéquation avec les objectifs initiaux.

Les bases de données sont dans l'ensemble bien construites et complètes. Elles ne sont cependant pas uniformes d'un programme à l'autre et donc difficiles à utiliser par une personne externe. Ce point est développé dans les recommandations.

Efficiences

Avec un prix de construction compris entre 680 et 1 350 HTG, la dalle bombée est probablement la moins chère des dalles béton sur le marché haïtien.

Le coût par personne des ouvrages hydrauliques réalisés, de l'ordre de 33 USD/personne, est tout à fait acceptable.

L'équipe d'IA est composée de deux responsables de programme (RP) gérant la zone de Juanaria d'une part et celle de Thomonde d'autre part. Ces responsables de programme au profil soft sont appuyés par un assistant technique (AT) spécialiste dans la construction d'ouvrages de génie civil. Dans cette nouvelle organisation (RP + AT) le chef de secteur joue un rôle essentiel en ayant une vision globale des programmes. Les échanges réguliers entre RP et chef de secteur semblent efficaces.

Le projet présente globalement une bonne efficacité.

Effets et impacts

La progression de la couverture en assainissement dans les zones cibles a eu un impact sur l'ensemble de la couverture en assainissement de ces zones. Il a été observé que les ménages n'ayant pas pu participer au programme s'équipent en latrine traditionnelle. Il a toutefois été remarqué que les latrines ne possédaient, dans 44 % des cas, plus de kay / superstructure (Inter Aide 2017).

Par ailleurs, la subvention est identifiée par la DINEPA comme un facteur favorisant l'attentisme des populations et un des principaux freins au développement de l'assainissement familial (DINEPA République d'Haïti 2014a). Dans les programmes

d'IA, bien que les ménages contribuent modestement financièrement (50 HTG) et en nature à la réalisation de la dalle en fournissant les matériaux locaux et en assurant le transport du ciment et du fer, les ménages ont l'impression que la dalle a été donnée (Lalaude-labayle 2014), la valeur estimée étant supérieure à l'effort fourni. Ainsi, des solutions techniques diversifiées pourraient être proposées aux familles pour s'adapter aux moyens économiques de chacun tout en gardant la recherche de durabilité des éléments (dalle), élément important dans la stratégie d'IA.

Malgré une qualité d'eau variable entre les sources, contamination bactériologique en temps de pluie essentiellement (Samory 2017), les ouvrages hydrauliques construits lors du programme d'IA ont un impact positif pour les localités proches du captage. Ils permettent une collecte améliorée de l'eau tant en termes de temps qu'en termes d'hygiène. Par ailleurs, la sensibilisation au traitement de l'eau à domicile d'IA a permis d'obtenir des résultats supérieurs aux moyennes nationales.

Enfin, la sensibilisation PHAST a eu un impact significatif que ce soit sur la connaissance des moments clés du lavage des mains ou encore sur les techniques avec une augmentation de 25 à 35 % de connaissance des pratiques d'hygiène (Inter Aide 2017). La sensibilisation dans les écoles via les programmes scolaires pendant les formations des maîtres a eu un impact important sur le nombre d'élèves touchés, les messages étant relayés en masse par les enseignants formés. Cette initiative semble avoir particulièrement bien fonctionné et pourrait constituer une méthode à généraliser.

Durabilité

Une étude dans les Cahos menée en 2017 par IA (Métois, Hodgkinson, et Petitpierre 2017) montre que le ratio de dalles déplacées confirme le maintien du comportement en termes d'utilisation des latrines. Le faible taux de casse lors du déplacement montre sa bonne qualité de conception et d'exécution. Enfin, les nouveaux arrivants dans la zone de Juanaria semblent s'équiper de latrines traditionnelles par eux-mêmes. Ainsi la méthodologie d'IA permet de dépasser le problème de durabilité à moyen terme pouvant avoir lieu lors d'auto-construction de latrine traditionnelle en bois ou matériaux de récupération et sans accompagnement technique. La casse et la non-participation au programme sont cependant deux facteurs de fragilisation de la couverture en assainissement à long terme pouvant entraîner le retour à la défécation à l'air libre. Ce point est davantage développé au paragraphe sur l'offre locale de fabrication.

Trois captages sur les cinq visités ont un comité de point d'eau actif. Différents types d'accompagnement des comités sont réalisés par IA pour rendre les CPE autonomes dans l'entretien et la maintenance des réseaux. Il paraît difficile pour un agent de captage de monter en compétence sans exemple concret et pratique d'intervention sur les réseaux (exemple du captage de Demahague)¹. Les cotisations se faisant principalement « à la panne », la capacité financière des CPE pour les travaux de maintenance de plus grande ampleur que les changements de robinet est très faible.

¹ La méthodologie d'intervention d'Inter Aide prévoit des séances de formation avec les agents captages, où sont revues en détail les étapes d'entretien à chaque élément du réseau bien que ce plan d'activités semble avoir été suivi de manière moins approfondie au cours de la période évaluée. Par ailleurs, faute de rappels réguliers auprès des agents captages, il se peut qu'ils n'appliquent pas suffisamment fréquemment ce qu'ils ont appris.

Une des limites principales est l'enclavement de la zone : l'expérience montre que les comités ne sont pas, seuls, suffisants pour une continuité de l'entretien. Il est nécessaire qu'un intervenant local externe les remobilise régulièrement. Les TEPAC semblent a priori les acteurs les plus indiqués pour mener ce rôle, mais les difficultés d'accès et le nombre réduit de personnel limitent la fréquence de visite aux comités.

L'officialisation des CPE auprès de l'OREPA CENTRE est néanmoins très positive comme stratégie de sortie en ouvrant la possibilité d'interventions ultérieures par l'Etat. Dans un souci de pérennité et de continuité IA a accompagné les CPE dans leur demande de reconnaissance au niveau de l'OREPA Centre qui a salué cette démarche et s'est engagé à venir en aide via les TEPAC en cas de nécessité (entretien OREPA Centre). Ces zones étant reculées, un suivi fréquent ne peut être envisagé à l'heure actuelle. Néanmoins, les initiatives des CPE pour rester en contact rapproché avec les TEPAC de leur zone sont à encourager.

Les boss maçons formés par IA semblent indiquer rester dans les zones d'intervention dans la mesure où ils en sont eux-mêmes issus. La compétence existera donc localement après les programmes.

De même, si le besoin existe toujours à la fin du programme que ce soit pour remplacer les dalles cassées ou pour équiper les nouveaux arrivants, le prix demandé par les boss ne semble pas en adéquation avec la capacité des ménages à payer pour un tel ouvrage. En revanche cette offre semble plus compétitive en milieu péri-urbain, marché qui a pour l'instant été le plus exploité par les boss maçons en dehors du subventionnement d'IA.

Il est néanmoins à souligner que les boss formés par IA ne sont ni formés ni sensibles au marketing afin de trouver de nouveaux clients, cette partie étant réalisée par les animateurs recrutés par IA. Ainsi, il apparaît difficile de développer l'offre ou de l'étendre en dehors d'un cercle restreint de connaissance.

A noter qu'un autre programme d'IA – « ASPAR - Appui au Secteur Privé de l'Assainissement Rural » vise, en collaboration avec la DINEPA, à renforcer la formation des boss maçons tant sur le plan technique que commercial. Le principe étant qu'ils proposent leurs services aussi aux familles plus monétarisées, ce qui permettrait de maintenir une offre de service de construction de latrines, s'adressant à un public plus large. La formation comprend notamment la possibilité pour ces maçons de réaliser un panel plus large de types de latrines, ainsi que des accessoires (siège, ...) afin d'augmenter le catalogue de service.

Conclusion

Initialement ces zones reculées présentaient des taux d'accès aux services de base très faibles, en deçà des moyennes nationales qui justifiaient pleinement une intervention. Les objectifs des programmes sont proportionnés aux besoins spécifiques. Les sensibilisations à l'hygiène et le taux de couverture en assainissement présentent en moyenne des résultats intéressants et sont en cours d'être atteints. En revanche, en termes d'accès à l'eau potable, le changement stratégique pour renforcer la sensibilisation au traitement de l'eau à domicile n'a pas permis d'atteindre les objectifs fixés bien que les résultats obtenus soient plus élevés que la moyenne nationale.

Le choix stratégique de faire la promotion du C-TED est intéressant mais demandera une réflexion afin d'atteindre les objectifs par ce seul moyen au regard des résultats obtenus à l'échelle nationale indiquant une évolution des comportements en matière de traitement de l'eau à domicile difficile. Il serait intéressant de conserver la stratégie visant à multiplier les petits ouvrages hydrauliques apportant un gain immédiat en termes de qualité et de temps de collecte sur place de l'eau, l'investissement étant financièrement acceptable (ratio coût/bénéficiaire).

Le volet assainissement présente des résultats intéressants à court terme et pourrait avoir un impact sur le comportement général des ménages dans la zone. Une étude approfondie de ces changements de comportement serait intéressante afin de quantifier les résultats sur le moyen/long terme. Une étude sur les motivations permettrait de toucher les ménages n'ayant pas d'intérêt premier.

Une collaboration étroite avec l'OREPA Centre et la DINEPA serait nécessaire pour affiner le modus operandi d'IA afin de respecter tous les critères de la stratégie nationale de l'assainissement dans un souci commun d'atteinte de l'ODD n°6.

Principales recommandations

- N°1: Affiner la stratégie d'intervention – Assainissement ;
- N°2: Approfondir la capitalisation sur les changements de comportement – Assainissement ;
- N°3: Elargir l'offre de service des boss maçon ;
- N°4: Renforcer le travail de sensibilisation pour la construction et l'entretien de la kay ;
- N°5: Mener une réflexion sur l'efficacité de la stratégie HAE pour le volet Eau ;
- N°6: Maintenir un mixte de réponse pour améliorer l'accès à l'eau potable – maintenir l'activité captage ;
- N°7: Mener une réflexion interne sur l'opportunité de l'Apport Local Valorisé (ALV) ;
- N°8: Encourager la mise en contact CPE / OREPA-TEPAC ;
- N°9: Harmoniser les Bases de données ;
- N°10: Mettre en place une solution de collecte mobile des données ;
- N°11: Mettre à jour le Cadre Logique ;
- N°12: Se rapprocher du CLIO-PEPA, groupe de travail C-TED ;
- N°13: Systématiser l'intervention Hygiène et Assainissement dans les écoles.



2. ANALYTICAL SUMMARY OF THE PROJECT

This external evaluation covers the period between January 2017 and December 2018 of two 7-year Inter Aide programmes in the Juanaria and Thomonde areas with different temporality and specificities, one being in its closing phase, the other still in progress.

Context

Inter Aide (IA) has been working in Haiti since 1981 with the construction of hydraulic structures. The IA strategy has evolved over time, with a focus on progressive support through individual behavioural changes (good hygiene and sanitation practices) followed by community projects (catchment). The current strategy, called HSW: Hygiene, Sanitation, Water; is related to the order in which the activities are carried out (Métois, Hodgkinson, and Petitpierre 2017).

The intervention area of the evaluated project includes an estimated population of 31,000 inhabitants in the areas of Juanaria (Hinche) and Baille Tourrible, Cabral, and Des Bayes (Thomonde) (Hodgkinson 2018). These areas are characterized by dispersed housing and are particularly isolated.

When 59% of the population lives on less than \$2.42 a day and 24% lives on less than \$1.23 a day (World Bank 2014), the population targeted by IA seems particularly vulnerable with 87% of households likely to live on less than \$2 a day (ESA Consultance 2018). As throughout the country, agriculture is the main source of income in the intervention area.

At the national level, 40% of people living in rural areas have access to a basic water source (WHO and UNICEF 2017), while in Juanaria and Thomonde only 10% of the population (Inter Aide 2016b). Finally, 36% of the rural population at the national level has no sanitation system (EMMUS-VI) 2016-2017. In comparison, the sanitation access rate in Juanaria was 3% and 12% in Thomonde (Inter Aide 2016b).

At the central level, water, sanitation and hygiene skills are shared among several ministries. However, specifically, la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) carries out its mission around the development and regulation of the drinking water and sanitation sector at the national level. At the regional level, l'Office Régionale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (OREPA), decentralized entities of DINEPA, are responsible for the implementation of sectoral policies, resource monitoring and supervision of operators in the water and sanitation sector on their territory. At the municipal level, the future municipalities, in accordance with the 2009 law on the creation of DINEPA, have a Municipal Drinking Water and Sanitation Technician (TEPAC) who monitors the Drinking Water Supply and Sanitation Committees (CAEPA) and the Water Point Committees (CPE).

Haiti is also committed to achieving the sustainable development goals by 2030 (United Nations 2015).

Methodology

This evaluation covers a 2-year period of two 7-year programmes (Juanaria and Thomonde) at different levels of advancement. Based on OECD criteria, the answers to the evaluation questions cover relevance, effectiveness, efficiency, impact and sustainability. They are the result of a bibliographical study of the documents made available, those researched and a field phase allowing additional research and analysis through in situ observations, semi-directive interviews, focus groups and household surveys.

However, some limitations should be taken into account in this evaluation: the results and effects obtained specifically over this 2-year period are difficult to separate from the results and effects obtained over the entire programme; the quantitative part of the evaluation is based on the databases provided by IA, the analysis of which makes them reasonably possible to use; Juanaria's first mission during the beans season and the duration allocated to the mission limited the number of interviews with households.

Relevance

The situation in the targeted areas for WASH is particularly weak, so the activities defined by IA are relevant. In 2016, cholera being very present in some communal sections of the project, the emphasis on hygiene is entirely appropriate. Finally, the rate of household latrine facilities of 3% in the Juanaria area and 12% in the Thomonde area (Inter Aide 2016b) justifies the implementation of a sanitation programme.

With regard to access to drinking water, few or no data were initially available. IA estimates that these intervention areas will had 10% water access coverage at the beginning of the project (Inter Aide 2016b). Therefore, in view of the national average, intervention on this aspect is justified. From an investment point of view, the simple and robust structures built during the programme are acceptable and justifiable in terms of the improvement brought by these catchments in terms of collection and travel time for the beneficiary localities. Raising awareness and promoting home water treatment is also relevant to water access and quality in the area.

The program indicators (target population) appear to be sufficient in relation to the total population of the targeted localities. The indicators chosen are also consistent with the specific objectives set by the programme, except for access to water. The detail given in the project application indicated an increase of 22% while, the baseline being 10%, it would have been necessary to increase access to water in the areas by 40%. The recognition of water point committees, which was in progress at the time of the evaluation, follows the national strategy and has received a favorable opinion from OREPA CENTRE (interview with OREPA CENTRE).

Finally, the choice to encourage treatment and storage through local resellers to improve access to drinking water is also in line with DINEPA's national C-TED strategy.

While there are many points of coherence with national sectoral orientations and, efforts are being made to align with the national strategy, sanitation is still subsidized. The Community Approach to Total Sanitation (ACAT) initiated by DINEPA aims to end open defecation through participatory and awareness-raising mechanisms that do not use shame as a lever for behavioural change (DINEPA Republic of Haiti 2014b). Thus, the PHAST method (Sawyer, Simpson-Hébert, and Wood 1998) used by IA is in line with DINEPA's recommendations.

The training of mason bosses carried out by Inter Aide also meets ACAT's guidelines through the strengthening of the offer and the strengthening of local skills.

However, in 2014 a strategic document for sanitation was published (DINEPA Republic of Haiti 2014a) and sets out the principles of intervention including, in particular, zero subsidization in order to:

- Promote the sustainability of behavioural change, and;
- Fight against the wait-and-see attitude of the population.

IA by contributing to the purchase of materials, such as cement and iron, and to labor payments, partially subsidizes latrines.

The IA program presents significant feedback, particularly with the curved slab (interview with DINEPA's Director of Sanitation), that would be interesting to share with DINEPA and for the benefit of the sanitation sector in Haiti.

Effectiveness

The HAE programme aimed to achieve sustainable improvements in hygiene practices, access to sanitation and drinking water. Thus, the objectives and expected results were as follows:

- Proportion of families aware of handwashing techniques and times (target: 75%): 2,400 families trained, and 1,550 pupils sensitized to good hygiene practices and proper water use;
- Level of coverage of family latrines in the area (target: 80%), i.e. the construction of 1950 family latrines and 18 school latrines;
- Latrine utilisation rate (target: 80%);
- Proportion of families with access to an improved water source (target: 50%), including 16 water points, 19 user committees and trained maintenance staff;
- Prevalence rate of diarrheal diseases in children under 5 years of age ($\leq 10\%$);
- Including the training of 15 artisan masons to make the curved slabs and the layout of the springs;
- The creation of 18 parent committees and;
- The involvement of 4 TEPAC in the implementation of the project (Inter Aide 2016b).

The details of the results are given in the body of the report but the objectives in general are achieved at an average of 54%. However, these results are not, for the evaluators, representative of the effectiveness of the programme.

The results displayed differ from one programme to another between Juanaria and Thomonde, and even within the same Juanaria programme, for different reasons.

Sanitation coverage in Upper Juanaria reaches 79% while in Lower Juanaria coverage is 61% (average of 73% on Juanaria). It should be noted that the Bas Juanaria area was opened later in the project's history but that the rates of progress between the two areas were nevertheless similar in the last years of the programme.

In Thomonde, on the other hand, a programme still in progress, the 80% sanitation coverage threshold has not been reached, currently at 55%. Due to the presence of other latrine programmes, conditions are not favorable for the implementation of sanitation incentive programmes and have led IA to modify its mode of action in response to this constraint (more individual monitoring).

In terms of drinking water, the change in IA strategy which consist of greater awareness of water treatment has not been integrated into the logical framework. The initial objectives in terms of construction and training of a catchment committee or maintenance agent are therefore not achieved because they are less targeted. It would therefore have been appropriate to update the logical framework in order to review the water-related objectives, both in terms of construction and awareness of C-TED.

The activities implemented are in line with the initial objectives.

The databases are generally well constructed and complete. However, they are not uniform from one program to another and therefore difficult to use by an external person. This point is developed in the recommendations.

Efficiency

With a construction price between 680 and 1,350 HTG, the curved slab is probably the cheapest concrete slab on the Haitian market.

The cost per person of the hydraulic works carried out, around 33 USD/person, is quite acceptable.

The IA team is composed of two programme managers (PM) managing the Juanaria area on the one hand and the Thomonde area on the other. These programme managers with a soft profile are supported by a technical assistant (TA) specialized in the construction of civil engineering works. In this new organization (PM + TA), the area manager plays an essential role by having a global vision of the programmes. Regular exchanges between PM and area manager seem to be effective.

The project is generally efficient.

Effects and impacts

The increase in sanitation coverage in the target areas has had an impact on the overall sanitation coverage of these areas. It was observed that households that could not participate in the programme are equipped with traditional latrines. However, it was noted that latrines no longer have kay/substructure in 44% of cases (Inter Aide 2017).

In addition, the subsidy is identified by DINEPA as a factor favouring wait-and-see attitude among the population and one of the main obstacles to the development of family sanitation (DINEPA Republic of Haiti 2014a). In IA programmes, although households contribute modestly financially (50 HTG) and in kind to the slab by providing local materials and transporting cement and iron, households feel that the slab has been given (Lalaude-labayle 2014), the estimated value being higher than the effort provided. Thus, diversified technical solutions could be proposed to families to adapt to their economic means while keeping the search for sustainability of the elements (slab), an important element in the IA strategy.

Despite variable water quality between sources, mainly bacteriological contamination in rainy season (Samory 2017), the hydraulic structures built during the IA programme have a positive impact on localities near the catchment area. They allow for improved water collection both in terms of time and hygiene. In addition, awareness of home water treatment by IA shows results that are above the national averages.

Finally, PHAST awareness has had a significant impact on both knowledge of key handwashing moments and techniques, with a 25-35% increase in knowledge of hygiene practices (Inter Aide 2017). Awareness-raising in schools through school programme during teacher training has had a significant impact on the number of students reached, with messages being relayed overwhelmingly by trained teachers. This initiative seems to have worked particularly well and could be a method to be generalized.

Durability

A study in the Cahos conducted in 2017 by IA (Métois, Hodgkinson, and Petitpierre 2017) shows that the displaced slab ratio confirms the maintenance of behaviour in terms of latrine use. The low breakage rate during travel shows its good quality of design and execution. Finally, newcomers in the Juanaria area seem to be equipping themselves with traditional latrines. Thus, the IA methodology makes it possible to overcome the medium-term sustainability problem that can occur when self-constructing traditional latrines made of wood or recycled materials and without technical support. However, breakage and non-participation in the programme are two factors that weaken long-term sanitation coverage and can lead to a return to open defecation. This point is further developed in the paragraph on local manufacturing supply.

Three of the five water catchments visited have an active water point committee.

Various types of committee support are provided by IA to make the CPEs autonomous in the maintenance and upkeep of the networks. It seems difficult for a catchment technician to develop skills without a concrete and practical example of intervention on the networks (example of the Demahague collection)². As the contributions are mainly collected "in case of breakdowns", the financial capacity of the CPEs for maintenance work on a scale larger than tap changes is very low. One of the main limitations is the isolation of the area: experience shows that committees alone are not able to provide a continuous maintenance. It is necessary for an external local stakeholder to regularly remobilize them. TEPACs seem to be the most appropriate actors to carry out this role, but their capacity of visiting the committees are limited by lack of human resources and access difficulties.

The officialization of the CPEs with OREPA CENTRE is, however, very positive as an exit strategy by opening the possibility of subsequent interventions by the State. With a view to sustainability and continuity, IA supported the CPEs in their request for recognition at OREPA Centre level, which welcomed this approach and undertook to provide assistance via the TEPACs if necessary (OREPA Centre interview). As these areas are remote, frequent monitoring cannot be envisaged at this time. Nevertheless, the initiatives of the CPEs to stay in close contact with the TEPACs in their area should be encouraged.

The mason bosses trained by IA seem to indicate that they remain in the intervention areas insofar as they themselves come from those areas. Competence will therefore exist locally after the programmes.

Similarly, if the need still exists at the end of the programme, whether to replace broken slabs or to equip new inhabitants, the price charged by bosses does not seem to be in line with the capacity of households to pay for such a structure. On the other hand, this offer seems more competitive in peri-urban areas, a market that has so far been most exploited by mason bosses outside of IA subsidization.

It should be noted, however, that IA-trained bosses are neither trained nor sensitive to marketing in order to find new customers, this part being done by the facilitators recruited by IA. Thus, it seems difficult to develop the offer or extend it outside a restricted circle of knowledge.

However that another IA programme - "ASPAR - Support to the Private Sector of Rural Sanitation" - in collaboration with DINEPA, aims to strengthen the training of mason contractors both technically and commercially. The principle being that they would also be able to offer their services to wealthier families, which would allow to maintain a latrine construction service offer aimed at a wider audience. The training includes in particular the possibility for these masons to create a wider range of latrine types, as well as accessories (seat,...) in order to increase their service catalogue.

² Inter Aide's intervention methodology includes training sessions with the catchment technicians during which the maintenance steps for each element of the network are reviewed in detail. Nevertheless, this approach seems to have not been followed in all its foreseen steps during the period evaluated. In addition, without regular reminders, catchment technician may not apply frequently enough what they have learned.

Conclusion

Initially, these remote areas had very low rates of access to basic services, below national averages that fully justified intervention.

The objectives of the programmes are proportionate to the specific needs. Hygiene awareness and sanitation coverage rates are on average showing interesting results and are being achieved. On the other hand, in terms of access to safe drinking water, the strategic change to raise awareness of home-based water treatment has not been successful in achieving the objectives set, although the results achieved are higher than the national average.

The strategic choice to promote C-TED is interesting but will require reflection in order to achieve the objectives by this means alone. Indeed, based on the results obtained at the national level a change in behaviour in terms of water treatment seems require a combination of different effort. It would be interesting to maintain the strategy of multiplying the number of small hydraulic structures providing an immediate gain in terms of quality and time of on-site water collection, the investment being financially acceptable (cost/beneficiary ratio).

The sanitation component has interesting short-term results and could have an impact on the general behaviour of households in the area. A thorough study of these behavioural changes would be interesting in order to quantify the results in the medium/long term. A study on motivations would make it possible to reach households with no primary interest.

Close collaboration with OREPA Centre and DINEPA would be necessary to refine the IA modus operandi in order to meet all the criteria of the national sanitation strategy in a common concern to achieve ODD n°6.

Main recommendations

- N°1: *Refine the intervention strategy – Sanitation;*
- N°2: *Deepening capitalization on behavioural change – Sanitation;*
- N°3: *Expand the service offer of mason bosses;*
- N°4: *Strengthen awareness work for the construction and maintenance of the kay;*
- N°5: *Reflect on the effectiveness of the HAE strategy for the Water component;*
- N°6: *Maintain a mixed response to improve access to drinking water - maintain the catchment activity;*
- N°7: *Conduct an internal reflection on the opportunity of the ALV;*
- N°8: *Encourage contact between CPE / OREPA-TEPAC;*
- N°9: *Harmonizing Databases;*
- N°10: *Implement a mobile data collection solution;*
- N°11: *Update the Logical Framework;*
- N°12: *Get closer to CLIO-PEPA, C-TED working group;*
- N°13: *Systematize the Hygiene and Sanitation intervention in schools.*



3. LE PROJET

3.1 Inter Aide en Haïti et son approche HAE

Inter Aide est présent en Haïti depuis 1981 et particulièrement actif avec la construction et le transfert de 1000 points d'eau jusque dans les années 2000. Plusieurs essais pour la construction de points d'eau ont été réalisés par IA suite à de très fortes demandes des communautés jusqu'en 2009 mais les contraintes logistiques, lourdes, et l'implication insuffisante des demandeurs locaux pour mener à terme certains chantiers ou assurer la gestion et l'entretien des ouvrages ont poussé Inter Aide à revoir la méthodologie afin de privilégier « un appui progressif » en travaillant dans un premier temps sur des changements individuels (lavage des mains, latrines) puis, dans un second temps sur des projets communautaires (captage). Cette logique se voulant permettre de :

- Travailler sur une prise de conscience des enjeux sanitaires puis sur l'amélioration des pratiques d'hygiène et d'assainissement, notamment au regard de l'épidémie de choléra de 2010 ;
- Tester les niveaux d'appropriation et de mobilisation des familles d'une même localité avant le soutien d'un projet de captage d'eau.

Dans ce principe l'intervention sur les captages n'est enclenchée que si 80 % des familles des localités ciblées sont sensibilisées aux pratiques d'hygiène de base, y compris traitement d'eau à domicile et disposent d'une latrine. Inter Aide parle alors de programme Hygiène, Assainissement, Eau (HAE).



Figure 1: Stratégie HAE (Métois, Hodgkinson, et Petitpierre 2017)

3.2 Description du programme

3.2.1 La zone d'intervention du programme

Depuis plus de 10 ans maintenant IA intervient dans la chaîne montagneuse du massif des Montagnes Noires, qui traverse les départements de l'Artibonite et du Centre.

Le programme s'intéresse plus particulièrement aux zones montagneuses particulièrement isolées et démunies réparties sur quatre sections communales : Juanaria, Baille Tourrible, Cabral et Des Bayses ; correspondant à trois communes : Hinche, Boucan Carré et Thomonde.



Figure 2: Zone d'intervention, source IA

Les zones ciblées comptent une population estimée par Inter Aide à 31 000 habitants (soit environ 6 200 familles) (Hodgkinson 2018) ce qui correspondrait à environ la moitié de la population de ces sections communales selon les données de l'IHSI (L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) 2012, 2015). Avec environ 45 % des habitants de moins de 18 ans, la population des sections rurales ciblées est jeune.

Ces zones rurales sont particulièrement enclavées et presque uniquement accessibles à pieds. Elles sont caractérisées par un habitat traditionnel très dispersé et ayant accès à très peu de services. La figure ci-après illustre la situation de l'habitat dans la section de Juanaria :

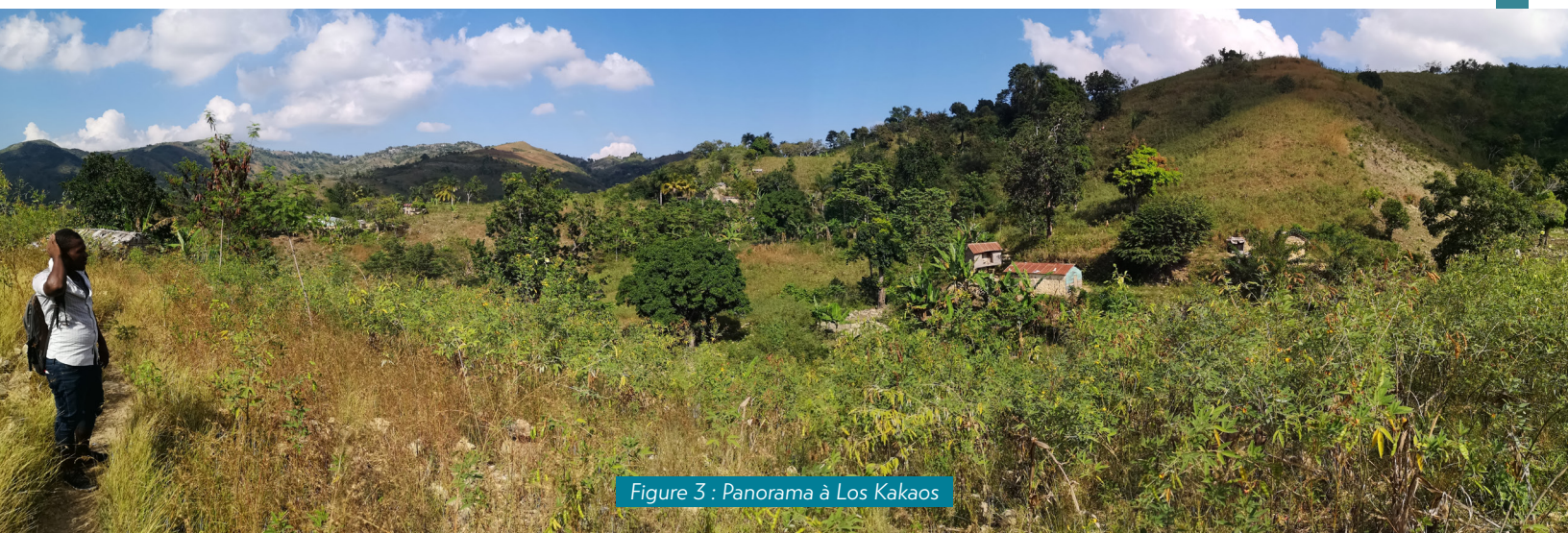


Figure 3 : Panorama à Los Kakaos

3.2.2 Objectif et descriptif des activités faisant l'objet de l'évaluation

Depuis 2013 à Juanaria et 2015 à Thomonde, Inter Aide met en œuvre un programme HAE afin d'améliorer durablement l'accès à l'hygiène, l'assainissement et l'eau pour les communautés de ces zones montagneuses. L'objectif global de ce programme est de contribuer à l'atteinte de l'objectif de développement durable n°6 « Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » (Inter Aide 2016a).

Spécifiquement, le programme a pour but d'améliorer durablement les pratiques d'hygiène, l'accès à l'assainissement et à l'eau potable dans les sections rurales des communes de Hinche et Thomonde :

- Proportion des familles connaissant la technique et les moments opportuns du lavage des mains (cible : 75 %)
- Niveau de couverture en latrines familiales au niveau de la zone (cible : 80 %)
- Taux d'utilisation des latrines (cible : 80 %)
- Proportion des familles ayant accès à une source d'eau améliorée (cible : 50 %)
- Taux de prévalence des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins 5 ans (≤ 10 %)

Résultats attendus sur les deux années du projet (Inter Aide 2016b):

RÉSULTAT 1. Les familles sont sensibilisées et formées à la bonne utilisation de l'eau et leurs pratiques d'hygiène sont améliorées.

- **2 400 familles formées** (soit environ 12 000 personnes sensibilisées)
- **1 550 élèves de primaire sensibilisés** en milieu scolaire

RÉSULTAT 2. L'accès à l'assainissement et à l'eau potable est durablement amélioré dans les localités ciblées.

- **1 950 latrines familiales construites** pour **9 750 utilisateurs**
- **18 latrines scolaires équipées** d'un système de lavage de mains pour environ 1 440 élèves
- **16 points d'eau aménagés** pour **2 400 nouveaux usagers**

RÉSULTAT 3. Les acteurs locaux sont activement impliqués dans la gestion et l'entretien des aménagements.

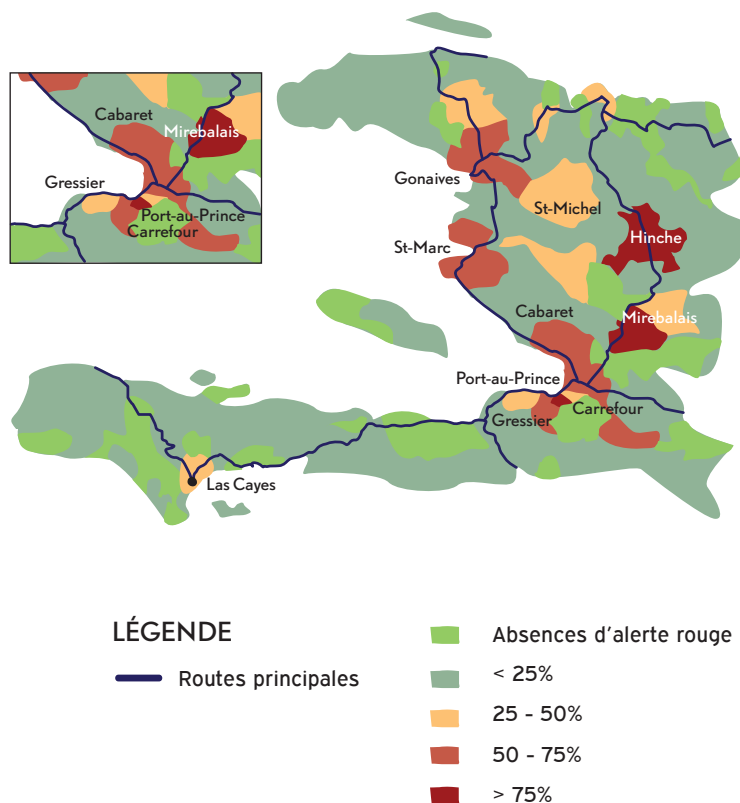
- **15 artisans maçons formés** pour réaliser des dalles de latrines (dont 4 pour l'aménagement de sources)
- **19 comités d'usagers formés** et/ou suivis (dont 16 nouveaux)
- **18 comités de parents et 72 enseignants formés** aux bonnes pratiques d'hygiène et aptes à retransmettre les connaissances acquises auprès des élèves
- **19 agents d'entretien formés à l'entretien** et à la maintenance préventive des ouvrages hydrauliques
- **4 TEPAC impliqués** dans la mise en œuvre du projet

Tableau récapitulatif du nombre de bénéficiaires regroupés par volet d'activités :

Commune	Nombre de bénéficiaires du projet par volet					
	Eau		Assainissement		Mesures sociales	
	via un point d'eau aménagé	via le traitement de l'eau à domicile	familial	scolaire	familial	scolaire
Hinche (Juanaria)	1,350	1,700	5,000	720	6,000	775
Thomonde	1,050	2,700	4,750	720	6,000	775
Pour les deux communes	2,400	4,400	9,750	1,440	12,000	1,550

3.3 Bref rappel de l'historique du choléra

L'épidémie de choléra en Haïti a commencé en Octobre 2010. Les premiers cas ont été détectés dans le département du Centre (commune de Mirebalais), puis l'infection s'est propagée au département voisin (l'Artibonite) avant d'atteindre graduellement tous les autres départements du pays. Depuis 2010 et dans le cadre Plan National d'Élimination du Choléra (MSPP et DINEPA 2016) élaboré en 2012, avec comme objectif l'élimination de la maladie à l'horizon 2022, la lutte contre le choléra en Haïti a fait l'objet d'importants efforts financiers qui ont permis de réduire de façon significative l'incidence de la maladie et de produire une connaissance de plus en plus précise de l'épidémiologie de la maladie dans le pays.



CARTE 1 : ZONES DE PERSISTANCE DU CHOLERA
Source de données : PNEC - Phase moyen Terme, MSpp

Les études ont mis en évidence que la transmission du choléra en Haïti se fait selon trois facteurs principaux ou voies de transmission :

- Hydrique : à travers l'eau de consommation
- Interhumaine : contact physique de « personnes à personnes »
- Alimentaire : à travers la contamination des aliments (fruits, légumes, aliments crus)

Ces principales causes et facteurs de risque peuvent être classés en pratiques individuelles et familiales d'une part et pratiques collectives et lieux/moments de transmission d'autre part


Le Plan National pour l'Élimination du Choléra (MSPP et DINEPA 2016) identifie huit communes comme prioritaires à l'échelle du pays en raison de la persistance de la maladie et de leur position stratégique dans le réseau national (diffusion)³. Ces communes ont au moins quatre caractéristiques communes :

- Nombre de semaines en alerte rouge très élevé⁴
- Présence de zones urbaines et péri-urbaines aux conditions sanitaires favorables à la transmission et persistance du choléra
- Situées sur un axe de communication routière principale, et existence d'un trafic commercial maritime pour quatre d'entre elles
- Hébergeant des marchés alimentaires importants pour chaque région respective

Hinche est l'une des huit communes prioritaires. A l'intérieur des deux principales communes d'intervention d'IA les cas suspects de choléra (personnes ayant enregistrées dans un centre de traitement de choléra) entre le 2^{ème} trimestre 2015 et le 1^{er} trimestre 2017 indique que les sections communales de Juanaria et de Cabral, sections cibles du projet, sont plus particulièrement touchées en présentant respectivement 35% et 97% des cas recensés sur cette période (source MSPP).

³ Hinche, Mirebalais, Gonaïves, Saint-Marc, Le Cap, Cabaret, Croix des Bouquets, Carrefour.

⁴ Alerte rouge si plus de 10 cas suspects de choléra ou 1 décès par semaine.



4. RAPPEL DU CONTEXTE INSTITUTIONNEL RELATIF À L'HYGIÈNE, L'ASSAINISSEMENT ET L'EAU

4.1 Contexte national

Au niveau national, en 2016 la population haïtienne était estimée à 10,8 millions d'habitants avec une croissance annuelle de 3,2 % et dont 57,8 % de la population est en milieu urbain. Avec 33 % des personnes ayant moins de 14 ans la population haïtienne est jeune. Bien qu'elle continue d'augmenter ces dernières années l'espérance de vie n'est que de 63 ans en 2016 et était de 61 ans en 2010 (La Banque Mondiale 2018).

Plus de 59 % de la population vit sous le seuil de pauvreté de 2,42 dollars par jour et plus de 24 % vit sous le seuil de pauvreté extrême d'1,23 dollar par jour (La Banque Mondiale 2014). Haïti est aussi l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, avec un indice Gini de 41,1 en 2012 (La Banque Mondiale 2018). En comparaison, les ménages de la zone d'intervention semblent présenter une vulnérabilité économique plus élevée dans la mesure où 87 %⁵ des ménages de la zone interrogés sont susceptibles de vivre avec moins de 2 USD/jour.

Le Revenu National Brut par Habitant (Méthode Atlas) a diminué ces dernières années en passant de 820 USD en 2013 contre 790 USD en 2016 (La Banque Mondiale 2018). L'agriculture est le principal secteur d'emploi regroupant environ 55 % de la population active. Haïti est la société la plus agraire et la moins industrielle de l'hémisphère occidental (Gone Native LLC et al. 2015). L'agriculture est la principale source de revenu pour les ménages des zones d'intervention.

Concernant les indicateurs relatifs à l'hygiène, l'assainissement et l'eau l'Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI) 2016-2017 fournit les informations suivantes :

- Chez 82 % de la population, un endroit pour se laver les mains est observable. Chez ces ménages, 60 % ne disposent ni d'eau, ni savon, ni autre produit nettoyant. Cette situation est plus fréquente en milieu rural (67 %), dans le Centre (69 %) et dans les ménages du quintile de bien-être économique le plus bas (75 %).

- 73 % de la population haïtienne utilise une source améliorée d'eau. L'accès à une source améliorée est beaucoup plus fréquent en milieu urbain qu'en milieu rural (95 % contre 60 %). En milieu rural, les robinets publics sont la principale source améliorée d'eau (22 %), suivis de l'eau en bouteille (11 %) et des sources protégées (11 %). Il faut noter qu'en milieu rural, un tiers de la population (33 %) utilise pour boire de l'eau provenant de sources non protégées. **Plus spécifiquement à Juanaria et à Thomonde, 90% de la population n'a pas accès à une source d'eau améliorée (Inter Aide 2016b).**

- 33% de la population dispose de toilettes améliorées non partagées, principalement des fosses d'aisances avec dalles (21 %) et un système avec une chasse d'eau/chasse manuelle reliée à une fosse septique (9 %). En ce qui concerne les toilettes non améliorées, elles sont utilisées par 20 % de la population, et plus particulièrement en milieu rural (25 % contre 11 % en milieu urbain). Enfin plus d'un tiers de la population du milieu rural (36 %) ne dispose d'aucun type de toilettes. **De même, les enquêtes réalisées par IA dans les zones d'intervention montrent un taux d'accès à l'assainissement de 3 % à Juanaria et 12 % dans la zone de Thomonde.**

⁵ 13 ménages sur les 15 de l'échantillon

4.2 Au niveau central

Les compétences HAE sont réparties entre plusieurs ministères :

- Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à travers la Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) - loi cadre de 2009 portant organisation du secteur de l'eau potable et de l'assainissement (République d'Haïti 2009) ;
- Ministère De l'Environnement : ce ministère est légalement responsable de la majorité des aspects de la gestion des ressources hydriques en Haïti, y compris la réglementation de la qualité de l'eau, l'élaboration des politiques, le monitoring et l'évaluation, la coordination interministérielle, la conservation et l'application. En matière d'assainissement, sa Direction Cadre de Vie et Assainissement a pour mission d'élaborer et faire appliquer des normes standards et recommandations de procédures relatives aux excréta et eaux usées ;
- Ministère de la Santé Publique et de la Population : Etablir et veiller à l'application des normes techniques et sanitaires relatives à l'hygiène publique.

En 2017 a été voté un projet de Loi régissant le secteur de l'eau et portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence Nationale des Ressources Hydriques (ANARHY, projet de loi en phase d'approbation par le Sénat à la date de ce document). Après adoption de la Loi, l'ANARHY sera le régulateur des ressources hydriques et devra donner sa non-objection pour tout usage de l'eau depuis son prélèvement sur la ressource jusqu'à sa commercialisation. L'ANARHY sera également compétent en matière d'assainissement.

Enfin, il convient d'ajouter spécifiquement aux écoles :

- Le Ministère de l'Education Nationale et la Formation Professionnelle (MENFP) assure le respect des normes environnementales dans les écoles et l'introduction des principes d'hygiène dans les curricula de l'école fondamentale. Des documents types et des recommandations sont produits par ce ministère (MENFP 2012).

De manière spécifique, la DINEPA doit exercer sa mission autour de trois grands axes à savoir : le développement du secteur d'EPA au niveau national, la régulation du secteur et le contrôle des acteurs.

4.3 Au niveau régional

Au niveau régional les OREPA ont été établis en tant qu'entités déconcentrées de la DINEPA, avec pour responsabilité l'application de stratégies d'eau et d'assainissement au niveau régional. Il existe quatre OREPA (Ouest, Nord, Centre et Sud). Les OREPA sont responsables de l'application des politiques du secteur, du monitoring des ressources, et de la supervision des opérateurs du secteur de l'eau et de l'assainissement dans leurs

divisions territoriales respectives. Ce sont les maîtres d'ouvrages délégués au niveau régional et les responsables de la planification au niveau régional. À l'intérieur des OREPA, les Unités Rurales Départementales (URD) sont des unités déconcentrées des OREPA au niveau départemental. Elles sont établies dans le but d'accompagner et de superviser les opérateurs ruraux des services d'alimentation en eau potable et assainissement, mais aussi de contrôler leur performance.

L'OREPA Centre est l'entité de référence pour IA dans les zones d'intervention concernées. Leur bureau central est situé à Hinche, chef-lieu du département.

4.4 Au niveau communal

La loi cadre de 2009 identifie les mairies comme futurs maîtres d'ouvrages des systèmes d'AEPA selon les modalités définies par l'article 20 de la Loi Cadre sur l'Eau (2009) en conformité avec le décret (2006) sur la décentralisation (article 40). En 2017 un projet de Loi portant révision du décret de 2006 donne comme responsabilité à la commune de fixer les modalités de gestion des biens communaux

Une commune est composée de sections communales dont les représentants élus sont les CASEC et ASEC. Selon la Loi portant sur l'organisation de la collectivité territoriale (1996), les ASEC doivent veiller à la salubrité des sources, ruisseaux et rivières et à la protection des bassins versants. Les CASEC doivent veiller au bon fonctionnement et à l'entretien des structures établies par l'Etat et en particulier des systèmes d'adduction d'eau potable.

Chaque commune est également dotée d'un ou deux Techniciens Eau Potable et Assainissement Communaux (TEPAC) et représentent la DINEPA au niveau communal. Ces derniers disposent d'un contrat de travail signé avec la DINEPA et sont placés sous la supervision directe des URD (DINEPA République d'Haïti 2013). L'une de leurs missions est le suivi des Comité d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement (CAEPA) mais les relations entre TEPAC et CAEPA ne sont pas toujours aisées (Jean-Phillipe 2017).

Au niveau du système d'adduction en eau potable (SAEP) des Comité d'Alimentation en Eau Potable et Assainissement peuvent être mis en place pour la gestion et l'entretien des réseaux ruraux desservant une population de moins de 10 000 habitants (DINEPA République d'Haïti 2010). Ils sont élus par les usagers, et/ou par les opérateurs sous la tutelle des OREPA et sont sous l'autorité administrative des OREPA via les URD.

Pour les plus petits systèmes des Comités de Point d'eau (CPE) peuvent être mis en place pour contrôler et assurer le fonctionnement d'un Point d'Eau à usage collectif desservant en eau une population résidente dans un rayon maximum de 500 mètres autour du point d'eau (DINEPA République d'Haïti 2011). Les ouvrages hydrauliques construits pendant les programmes d'Inter Aide sont dans cette catégorie.

4.5 Objectifs nationaux eau et assainissement

Haïti s'est engagé à atteindre les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 (United Nations 2015). Parmi les 17 objectifs de ce programme le n°6 fixe un certain nombre d'indicateurs à atteindre relatif à l'eau et à l'assainissement.

Il ne semble pas exister à proprement parler d'objectifs chiffrés (DINEPA République d'Haïti 2014a) des différents sous-secteurs eau et assainissement. Plus spécifiquement à l'assainissement, le « Document d'orientation stratégique pour l'assainissement en Haïti » et le « Plan National d'élimination du choléra » (MSPP et DINEPA 2013) fixent comme objectif une couverture Assainissement de 90 % en 2022.

D'autres documents viennent préciser ou modifier ces objectifs (DINEPA République d'Haïti 2018b) :

- 100 % de la population avec accès à un sanitaire à la maison en 2030 ;
- 100 % des espaces publics structurés sont munis d'un plan de gestion et d'entretien des sanitaires ;
- 70 % de la population ayant développé le réflexe de l'utilisation de la toilette pour déféquer ;
- 40 % de la population avec accès à un sanitaire dit amélioré ;
- 80 % des matières vidangées dirigées vers un espace adéquat ou convenablement conditionnées.

4.6 Orientations stratégiques relatives à l'assainissement

Les orientations stratégiques de la DINEPA (DINEPA République d'Haïti 2014a) fixent différents principes :

- Principe d'équité : un Service Assainissement pour toute la population ;
- Principe de flexibilité : Solutions et choix adaptables, suivant les réalités socio-économiques et culturelles ;
- Principe d'Information, d'Education et de Communication (IEC) en impliquant l'État ;
- Principe de participation : Laisser la population être porteur des messages clés ;
- Principe de subsidiarité – Les régions et les acteurs locaux sont et restent responsables de la mise en œuvre de la stratégie assainissement ;
- Principe d'incitation : A travers l'eau et les services Hygiène et Assainissement, à travers divers programmes d'incitation, pousser rapidement la population à changer de comportement.

Tout programme mis en œuvre respectant tous ces principes est valide pour la DINEPA (DINEPA République d'Haïti 2018b).

Différentes expériences de sensibilisation et de mobilisation communautaire ont été développées avec l'objectif d'éliminer la défécation à l'air libre. Ces expériences se sont heurtées principalement aux barrières établies au sein de la population haïtienne, par la situation (DINEPA République d'Haïti 2018a) :

- « D'attentisme créé et entretenu par plus de 30 ans de subvention de toilettes familiales,
- D'individualisme accru par la diminution progressive des mouvements de solidarité spontanée qui caractérisent les communautés homogènes et cohérentes,
- De déresponsabilisation de la société qui tend à accuser de son malheur le sort ou tout élément externe.

L'approche zéro subvention pour la construction/reconstruction de sanitaires individuelles est préconisée. » Cette approche vise essentiellement à couper le cordon de l'attentisme généré par l'apport de sanitaire familial par les organismes externes.

4.7 Stratégie Nationale pour la Conservation et le Traitement de l'Eau à Domicile (C-TED)

En 2018, la DINEPA a publié la stratégie nationale pour la conservation et le traitement de l'eau à domicile. Extrait :

« La stratégie C-TED repose sur 4 piliers qui orientent l'ensemble des directives énoncées :

- Le 1^{er} pilier affirme que les usagers doivent être en mesure d'opérer des choix informés en ce qui concerne l'eau de boisson qu'ils consomment. A ce titre, la stratégie recommande que les usagers puissent accéder eux-mêmes aux options C-TED. Toutes les distributions de produits C-TED sont ainsi limitées aux crises humanitaires.

- Le 2^{ème} pilier définit les situations où le C-TED devient une alternative pour l'approvisionnement en eau potable. Une absence de services en eau potable constitue ainsi le cas de figure prioritaire pour la promotion d'un recours au C-TED. A l'inverse, lorsque des services de qualité sont dispensés par des opérateurs publics ou privés, l'application du C-TED n'est pas requise. La stratégie évoque également d'autres situations, liées à des services partiels, en cours d'installation ou interrompus, où le C-TED peut faire figure de solution transitoire pour la fourniture d'une eau de qualité.

- Le 3^{ème} pilier stipule que les options C-TED doivent prioritairement être fournies par le marché national⁶. La stratégie encourage ainsi surtout le développement des options C-TED produites en Haïti et la mise en place de réseaux de distribution. Elle recommande les investissements privés, mais elle incite aussi les PTF à octroyer des aides permettant le développement des systèmes de marché.

- Le 4^{ème} pilier établit l'importance du choix de la ressource en eau dans le cadre du C-TED. Le recours aux sources, aux forages équipés de PMH ou à l'eau de pluie doit ainsi être privilégié. En termes de traitement, la stratégie recommande la filtration et/ou la chloration réalisée/s au moyen de produits C-TED approuvés par le MSPP. La stratégie préconise aussi que la bonne conservation de l'eau au domicile des usagers soit systématiquement promue. Finalement, ces actions doivent être accompagnées par des mesures IEC destinées à orienter les usagers et à promouvoir les bonnes pratiques en matière d'eau potable et d'hygiène. » (Rochat, Blanc, et Chrispin 2018)

⁶ Une étude de marché nationale a été réalisée en 2018 et liste les produits retrouvés sur le territoire nationale au moment de l'étude. Celle-ci est disponible en ligne : https://www.esa-consultance.com/wp-content/uploads/esa-consultance_-_appr_part_-_planif_urbaine-2017-fr.pdf



5. OBJECTIF ET MÉTHODOLOGIE GÉNÉRALE DE L'ÉVALUATION

5.1 Justification de l'évaluation

Au terme du financement accordé par l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN), Inter Aide doit réaliser une évaluation des résultats et des stratégies mises en œuvre pendant ces deux années. Cette évaluation sert d'une part à rendre des comptes à l'AESN et d'autre part, peut être une opportunité pour Inter Aide de réaliser un point sur les stratégies mises en œuvre et les outils de suivi-évaluation utilisés tout au long du programme. Le programme ayant débuté en 2013 et 2015 selon les zones, **l'évaluation s'intéresse aux activités menés et résultats obtenus sur une période de deux ans allant de fin 2016 à fin 2018.**

5.2 Critères d'évaluation

Conformément aux termes de références les cinq critères d'évaluation du cadre d'action de l'OCDE sont utilisés pour structurer l'évaluation. Ils renvoient au schéma ci-dessous et à la matrice d'évaluation. Au-delà des cinq critères évoqués, la cohérence externe du programme aux stratégies nationales en cours est également analysée et est rattaché à la pertinence du programme.

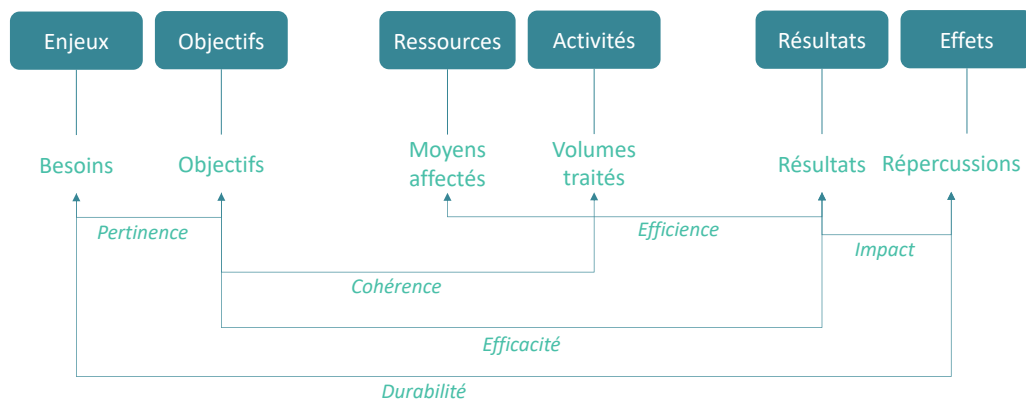


Figure 5: Chaîne de l'évaluation (MINEFI 2017)

Critères	OCDE-CAD
Pertinence	L'adéquation des objectifs du projet aux problèmes qu'il était censé aborder, ainsi qu'à l'environnement physique et politique dans lequel il fonctionnait incluant une évaluation de la qualité de la préparation et de la conception du projet, l'exhaustivité du processus de planification du projet, ainsi que la logique interne et la cohérence de la conception du projet.
Efficacité	Une évaluation de la contribution apportée par les résultats à la réalisation de l'objectif du projet et de la façon dont les hypothèses ont influé sur les réalisations du projet.
Efficience	Le fait que les résultats du projet ont été atteints à un coût raisonnable, c'est-à-dire la façon dont les intrants/moyens ont été convertis en activités, en termes de qualité, de quantité et de temps, et de la qualité des résultats obtenus. Cela exige généralement de comparer les approches alternatives pour obtenir les mêmes résultats, pour voir si le processus le plus efficace a été adopté.
Impact	L'effet du projet sur son environnement plus large, et sa contribution aux objectifs politiques ou sectoriels plus larges (comme résumé dans l'objectif global du projet).
Durabilité	Une évaluation de la probabilité des avantages produits par le projet de continuer après la fin du financement externe.

Tableau 2 : critères d'évaluation utilisés par la commission européenne⁷ et proposés pour l'évaluation

⁷ http://www.europa.eu.int/comm/europeaid/qsm/index_en.htm

5.3 Matrice d'évaluation – Questions évaluatives

La matrice d'évaluation est basée sur les différentes questions évaluatives proposées dans les TDR, la réunion de démarrage ayant eu lieu le 05 novembre 2018 et mise à jour suite à un entretien téléphonique le 19/11/2018.

Questions principales	Question évaluative	Critère de jugement	Sources de vérification et méthode de collecte		
A. Pertinence Et Cohérence : Adequation Des Projets Au Contexte, Aux Besoins, A La Demande Et Aux Orientations Nationales					
A1	Pertinence et Cohérence externe du programme	A.1.1.	Le projet, à la fois dans son contenu et dans la hiérarchisation de ses objectifs, étaient-ils adaptés au contexte d'intervention (milieu rural reculé) et aux enjeux identifiés ?	- Adéquation entre les besoins identifiés au niveau local et les objectifs du programme	- Revue documentaire - Appréciation des parties prenantes : Entretiens bilatéraux avec les équipes et les bénéficiaires
		A.1.2.	Les indicateurs du programme (population cible) étaient-ils suffisants au regard de la population totale des localités ciblées ? Les objectifs initiaux ont-ils donné lieu à une réactualisation au regard de l'évolution du programme ?	- Prise en compte des recommandations éventuelles issues des missions capitalisations, bilan intermédiaire, etc. - Prise en considération des contraintes et de l'évolution du contexte.	- Revue documentaire - Entretiens bilatéraux avec le chef de secteur - Entretiens bilatéraux avec les équipes
		A.1.3.	Le programme s'aligne-t-il sur les orientations sectorielles nationales définies par les autorités haïtiennes ?	Niveau d'alignement et cohérence avec les stratégies et politiques nationales	- Entretiens bilatéraux avec le chef de secteur - Entretiens bilatéraux avec les représentants du gouvernement au niveau national (DINEPA) et local (OREPA)
A2	Cohérence Interne du programme	A.2.1.	Les activités mises en œuvre sont-elles en adéquation avec les objectifs initiaux du programme ? La stratégie (HAE) de mise en œuvre est-elle cohérente aux regards des objectifs du programme et de ses contraintes (temps, ressources, etc.) ?	- Disponibilité et qualité des études/diagnostics préalables - Pertinence des activités par rapport aux objectifs et moyens prévus - Degré d'implication des parties-prenantes dans le projet	- Revue documentaire - Entretiens bilatéraux - Entretiens avec les bénéficiaires des projets - Visites techniques in situ

B. Efficacité : atteinte des objectifs et des résultats du programme					
B1	Atteinte des objectifs et résultats du programme	B.1.1.	Dans quelle mesure les résultats et indicateurs de performances présents dans le cadre logique du projet ont été atteints ? Quel est le degré d'atteinte des objectifs du projet ? Quels sont les éléments d'explication justifiant des écarts éventuels ?	<ul style="list-style-type: none"> - Degré d'atteinte des indicateurs de résultat. - Degré d'atteinte des résultats et des objectifs de chaque projet - Qualité des activités réalisées - Acteurs impliqués et niveau d'implication 	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Entretiens bilatéraux - Entretiens avec les bénéficiaires des projets - Visites techniques in situ.
B2	Qualité du dispositif de mise en œuvre et de suivi et d'évaluation du programme	B.2.1.	Quel a été le dispositif mis en place pour suivre et mesurer l'atteinte effective des résultats escomptés du programme et comment a-t-il fonctionné ?	<ul style="list-style-type: none"> - Qualité et niveau de renseignement des documents de suivi - Qualité et niveau de la collecte des données pour mise à jour et vérification de l'évolution des indicateurs - Qualité et niveau de la mise à jour des outils de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - Formulaire d'enquête CAP et Bases de données - Entretiens avec les responsables des évaluations pour comprendre les difficultés et biais possibles lors des évaluations
C. Efficience : adéquation des résultats des projets ressources mobilisées					
C.1	Moyens humains	C.1.1	Les ressources humaines déployées sont-elles suffisantes (quantitativement et qualitativement) pour une mise en œuvre correcte du programme ?	<ul style="list-style-type: none"> - Degré d'adéquation ressources humaines déployées, profils, charges de travail et activités à mettre en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Entretiens bilatéraux - Visites techniques in situ.
C.2	Ressources financières	C.2.1.	<p>Les ressources financières nécessaires ont-elles été bien mises en place, en temps voulu pour l'ensemble du programme ?</p> <p>Les ressources allouées au programme ont-elles été utilisées de façon optimale ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse des principaux ratios - Analyse des réaffectations en cours de programme - Distribution entre les coûts opérationnels et les coûts de support. 	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Entretiens

D. Effets et impacts du programme					
D.1	Effets et impacts sur l'accès aux services de base.	D.1.1.	<p>Le programme a-t-il eu des effets et impacts sur l'accès aux services de base ?</p> <p>Quels sont les freins principaux empêchant les familles / localités de participer au programme ?</p>	Taux d'accès aux services de base eau et assainissement.	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Bases de données - Entretiens avec les équipes d'exécution des projets - Entretiens avec les bénéficiaires - Observations et Visites in situ
		D.1.2.	<p>Est-ce que les étapes de formation spécifiques à la chloration, les modes de sensibilisation et de diffusion, les outils employés permettent-ils une bonne appropriation et maîtrise des pratiques de chloration ?</p>	Taux de TED effectif	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Entretiens avec les équipes d'exécution des projets - Entretiens avec les bénéficiaires - Observations et Visites in situ
D.2	Effets et impacts sur l'hygiène	D.2.1.	<p>Les stratégies développées, les outils (méthodologie PHAST, etc.) et l'inclusion d'acteurs locaux (leaders, maîtres d'écoles, comités, agents de santé, etc.) ont-elles permis l'appropriation par les ménages et dans les écoles des messages de sensibilisation ?</p> <p>Quels sont les changements de comportement en matière d'hygiène pouvant être constatés suite aux activités du programme ?</p>	Degré d'appropriation des connaissances, attitudes et pratiques	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Bases de données - Entretiens avec les équipes d'exécution des projets - Entretiens avec les bénéficiaires - Observations et Visites in situ

F. Durabilité					
F.1	Durabilité des ouvrages	F.1.1.	Dans quelle mesure les infrastructures collectives (eau) ou individuelles (assainissement) réalisées par le programme sont-elles durables et vont contribuer de façon durable à l'amélioration de l'accès aux services de base ?	Qualité des infrastructures et dalles	<ul style="list-style-type: none"> - Entretien avec les institutions et partenaires gestionnaires des infrastructures. - Visites techniques in situ.
		F.1.2.	Quels sont les facteurs qui peuvent affaiblir l'appropriation et le risque de fragilisation des résultats (retour à la DAL) ?	Taux d'équipement et de déplacement des dalles	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Bases de données - Entretien avec les institutions et partenaires gestionnaires des infrastructures. - Visites techniques in situ.
F.2	Durabilité des organes de gestion	F.2.1.	Les modalités de gestion de maintenance et d'entretien des ouvrages sont-elles pérennes ? Les structures communautaires (« agents captages ») ont-elles les compétences et les moyens nécessaires pour assurer les coûts de maintenances ?	Viabilité des modalités de gestion et d'entretien des ouvrages. Niveau d'atteinte des objectifs Taux d'abandon des captages durant ou après travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Bases de données - Entretien avec les institutions et partenaires gestionnaires des infrastructures. - Visites techniques in situ.
		F.2.2.	Est-ce que le programme a permis un rapprochement entre comités-communautés et TEPAC ? Que peut-on envisager de plus d'une telle collaboration dans ces zones enclavées ?	Capacité et Volonté des TEPAC à suivre les comités et ouvrages réalisés	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Entretien avec l'équipe et les autorités locales
F.3	Durabilité de l'offre locale de fabrication de dalle	F.3.1.	Quelles sont les solutions envisagées pour permettre de déployer une offre locale de maçons, visant une continuité de l'action au-delà du projet (adéquation avec les besoins et les orientations nationales, demande suffisante...) ? Sont-elles adaptées ?	Modèle économique développé	<ul style="list-style-type: none"> - Revue documentaire - Entretien avec l'équipe et les boss

5.4 Méthodologie d'évaluation

5.4.1 Étude bibliographique

Sur la base des documents communiqués par Inter Aide avant le début de la mission ainsi que la documentation recherchée et apportée par l'équipe d'évaluation la revue bibliographique permet de répondre à une partie des questions d'évaluation et d'identifier les informations nécessaires à collecter sur le terrain pour compléter l'analyse bibliographique. IA dispose d'une documentation riche et facilement accessible sur la plate-forme Réseau Pratiques (<http://interaide.org/pratiques>) comprenant notamment plusieurs études de capitalisation et d'évaluation sur ses programmes passés en lien avec l'actuelle mission.

5.4.2 Phase de terrain : recherche et analyse complémentaire

La phase de terrain permet de compléter les données issues de la revue bibliographique ainsi que de recueillir le point de vue des acteurs participants au programme aussi bien en tant que bénéficiaire qu'en tant que responsable ou employé du programme. Ainsi, plus particulièrement les observations de terrain, méthode permettant de limiter le biais de l'étude dû à l'interlocuteur. Le travail de terrain est essentiellement orienté dans l'objectif :

- D'approfondir la compréhension et l'analyse des bases de données ;
- De collecter la vision des bénéficiaires et des acteurs locaux par rapport à la stratégie du programme d'Inter Aide ;
- De collecter l'expérience des TEPAC, des comités d'usagers, des agents de captage, des maçons ;
- De collecter l'expérience des membres de l'équipe d'Inter Aide (responsable de programme, animateurs, équipes de conception et supervision) ;
- D'observer les latrines et les infrastructures hydrauliques construites lors du programme d'Inter Aide.
- Les focus group ou entretiens semi-directifs et libres permettant de favoriser l'émergence de toutes les opinions ont pour but d'évaluer les questions d'adhésion des communautés et des acteurs locaux à la stratégie employée par Inter Aide pour mener à bien son programme. Ces moments privilégiés avec les acteurs clés sur le terrain permettent notamment :
 - D'évaluer les difficultés de mise en œuvre du programme et l'évolution des communautés avec les responsables du programme et les animateurs ;
 - D'apprécier les outils de suivi-évaluation avec les responsables du programme et les animateurs ;
 - Dégager l'opinion des maçons quant à la viabilité de leur business ;
 - De comprendre la durabilité des comités d'usagers mis en place ainsi que leur implication ;
 - D'analyser les relations entre les différents acteurs (TEPAC, OREPA, comité d'usager).

5.5 Limites de l'évaluation

Il n'est pas évident d'identifier les résultats et effets obtenus spécifiquement sur ces deux années dans la mesure où ce programme est en réalité une portion d'un programme plus étendu dans le temps.

Dans le temps imparti par la mission, la partie quantitative de l'évaluation est uniquement basé sur l'analyse des bases de données produites par IA. Cependant, l'échantillonnage des visites de terrain permet néanmoins une appréciation qualitative des effets du programme.

Si les connaissances sont assez facilement mesurables, les pratiques, les comportements et les impacts des activités de sensibilisation sur le changement de comportement, liées à l'hygiène par exemple, sont particulièrement difficiles à observer in situ sans rester une période prolongée au sein des ménages et donc à mesurer. Cette question est donc essentiellement traitée au travers d'entretiens avec les différentes parties prenantes.

Lors de la mission de terrain, en saison de récolte des pois et le degré de confiance limités des personnes interviewés vis-à-vis des évaluateurs ont limité le nombre d'interview possible et l'approfondissement des entretiens réalisés.

5.6 Calendrier détaillé de mission

Activité	Date
Réunion de cadrage	05/11/18
Analyse des documents et des bases de données	29/10/18 - 23/11/18
Validation note de cadrage	20/11/18
Mission de terrain - Juanaria	25/11/18 - 28/11/18
Première analyse des données et observations recueillis sur le terrain	29/12/18 - 07/12/18
Restitution à chaud et échange sur les observations avec l'équipe du siège	04/12/18
Soumission rapport provisoire	12/12/18
Restitution de l'évaluation à Versailles	20/12/18
Mission de terrain - Thomonde	16/01/2019 - 20/01/2019
Soumission de la deuxième version du rapport provisoire suite à la mission de Thomonde	01/02/19
Soumission du rapport final	12/03/2019



6. RÉSULTAT DE L'ÉVALUATION

6.1 Pertinence

6.1.1 Pertinence et Cohérence externe du programme

Le projet, à la fois dans son contenu et dans la hiérarchisation de ses objectifs, étaient-ils adaptés au contexte d'intervention (milieu rural reculé) et aux enjeux identifiés ?

La situation initiale en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement était particulièrement faible même au regard de la situation nationale en milieu rural. La situation en matière de choléra était également préoccupante au regard des autres sections communales des communes ciblées. Aussi, **le ciblage des zones d'intervention par IA est donc pertinent aux vues des problématiques⁸ que rencontrent les populations de ces zones.**

Si les facteurs de transmission du choléra sont multiples, l'hygiène et notamment le lavage des mains constituent une barrière très efficace (Wagner et Lanoix 1958). **Aussi la stratégie d'IA consistant à travailler en priorité sur l'hygiène est appropriée.**

Le taux d'équipement des foyers en latrines était particulièrement faible au démarrage des activités dans les deux zones du projet (respectivement 3 % pour Juanaria et 12 % pour Baille Tourrible, Cabral et Des Bayes) et a bien progressé à Juanaria ces trois dernières années. Il avoisine, début 2016, 59 %. A Thomonde, le volet d'activités « assainissement familial » n'ayant véritablement commencé qu'en avril 2015, la progression de la couverture était encore marginale : dans les 11 localités (sur les 71 au total) touchées à fin décembre 2015, le taux moyen est passé de 24 % (situation initiale) à 58 % mais ne s'élève qu'à 17 % pour l'ensemble de la zone ciblée (Inter Aide 2016b).

La très faible couverture initiale en assainissement justifie pleinement la mise en œuvre d'un programme d'assainissement.

Peu de données étaient disponibles pour déterminer la situation en matière d'accès à l'eau potable. Celle-ci était estimée à 10 % par IA (Inter Aide 2016b). **Une intervention sur l'accès à l'eau se justifie donc également.**

Plusieurs critères interviennent pour déterminer un accès basique à l'eau potable. Le Joint Monitoring Program définit un accès basique à l'eau comme « Eau potable provenant d'une source améliorée, à condition que le temps de collecte ne dépasse pas 30 minutes pour un aller-retour, y compris les files d'attente. » (OMS et UNICEF 2017). IA privilégie les petits aménagements : boîte de captage, courte adduction (en moyenne 100 à 150 m) et une borne fontaine ou d'un réservoir ; car plus facile à entretenir par les comités, agent captage et/ou familles (Hodgkinson 2018, page 3) et où le niveau de participation demandé aux familles doit permettre en théorie d'améliorer l'appropriation des ouvrages.

A titre de comparaison la Banque Mondiale utilise, pour autoriser la réalisation d'un réseau, un plafond d'investissement de 40 à 150 USD/personne (sans participation bénévole) dépendamment de la complexité des ouvrages. Avec un coût global moyen estimé à 63 USD/personne⁹ et une participation d'IA de 33 USD/personne¹⁰, **les**

⁸ A noter qu'Inter Aide intervient également dans la zone de Juanaria sur des programmes scolaires et agricoles.

⁹ Coût total des ouvrages financés par IA rapporté au nombre de famille. Taux 78 HTG/USD.

¹⁰ ALV de 48 % du montant total de l'ouvrage.

aménagements hydrauliques construits par IA s'adressant à une unique localité, sont tout à fait acceptables et justifiables au regard des apports qu'offrent ces ouvrages en termes d'accès (collecte) et vis-à-vis des temps de trajet puisque s'adressant aux résidents de proximité.

Dans un contexte rural d'habitat dispersé, les coûts d'investissement ne pourraient cependant pas justifier la réalisation d'ouvrage permettant de "rapprocher" l'eau des ménages plus éloignés. Ce point est abordé plus loin dans le document.

La proximité est par ailleurs un critère essentiel aux familles qui utilisent différemment les points d'eau selon les saisons (Inter Aide 2016c). Une enquête initiale sur les sources et leurs utilisateurs est faite par IA et permet de cibler les sources pouvant faire l'objet d'aménagement (entretien RP Juanaria). La dispersion des lakous, la localisation des sources et la qualité variable de l'eau au niveau des captages, contamination bactériologique des sources analysées (Pierre Perrault 2017), ne permettent pas d'assurer un accès amélioré à tous par le seul aménagement des sources. Aussi en 2017, Inter Aide a amorcé un virage dans sa stratégie d'amélioration de l'accès à l'eau par un accompagnement des ménages pour le traitement d'eau à domicile. Au regard des contraintes d'aménagement et de qualité de la ressource, le choix d'encourager **le traitement d'eau à domicile est donc pertinent.**

La stratégie d'intervention d'IA est donc globalement pertinente.

Les indicateurs du programme (population cible) étaient-ils suffisants au regard de la population totale des localités ciblées ? Les objectifs initiaux ont-ils donné lieu à une réactualisation au regard de l'évolution du programme ?

En considérant les chiffres avancés par IA de 6 200 familles dans la zone d'intervention les objectifs spécifiques traduits en chiffre donnent :

- Proportion des familles connaissant la technique et les moments opportuns du lavage des mains (cible : 75 %) : en considérant la ligne de base sur Juanaria, 1 491 familles additionnelles sont nécessaires pour 1 200 prévus dans les résultats et à Thomonde 1 323 familles additionnelles sont nécessaires pour 1 200 prévus ;

- Niveau de couverture en latrines familiales au niveau de la zone (cible : 80 %) : en considérant les lignes de base : 590 latrines doivent être construites à Juanaria et 1 422 à Thomonde là où le programme prévoyait la construction de 1950 latrines familiales ;

- Proportion des familles ayant accès à une source d'eau améliorée (cible : 50 %) : 3 100 familles disposant d'un accès à un point d'eau aménagé. Le détail donné dans la demande de projet indique 480 familles prévues ayant accès à un captage et 880 familles ayant été sensibilisées au traitement de l'eau à domicile soit une augmentation de 22 %. La ligne de base étant de 10 % il aurait été nécessaire d'augmenter de 40 % l'accès à l'eau dans les zones.

Ce rapide calcul indique que les valeurs cibles des indicateurs prévues étaient cohérentes aux objectifs spécifiques fixés par le programme hormis pour l'accès à l'eau.

Etant donné les résultats du TED (cf. efficacité) obtenus dans le cadre du programme: 59 % déclarent traiter l'eau et 15,5 % pratiquent le traitement de l'eau (Inter Aide 2017) ; mais également ceux observés au niveau national pour les comportements liés au traitement de l'eau à domicile : 30 % déclarés, 8 % observés (ESA Consultance 2018) ; l'objectif de 50 % semble ambitieux à l'échelle de deux ans par cette technique même couplée à l'aménagement de captage de courte adduction.

La réduction de l'indicateur global d'accès à l'eau (50 % ->30 %) dans les futurs projets ne serait pas une piste à privilégier afin de rester significatif à l'échelle de la population cible. Un panel de solution, promotion TED et aménagement de source ou autres infrastructures, pourrait être envisagé pour le maintien des objectifs du programme. Ce point est développé au niveau de la cohérence interne.

Le programme s'aligne-t-il sur les orientations sectorielles nationales définies par les autorités haïtiennes ?

En août 2010, la DINEPA a pris l'initiative d'expérimenter l'approche de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC ou CLTS en anglais) en Haïti avec le soutien technique et financier d'UNICEF (DINEPA République d'Haïti 2014b). Il s'agit d'une approche intégrée ayant pour objectif la Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL) et le maintien de cet état. La DINEPA, le MSPP et leurs partenaires ont par la suite proposé de mettre en œuvre une nouvelle approche basée sur les forces de l'ATPC en y ajoutant des méthodologies mieux adaptées au contexte Haïtien : ACAT - Approche Communautaire pour l'Assainissement Total. Si l'ATPC s'appuie sur les mécanismes de la honte, l'ACAT vise à changer les comportements via une sensibilisation. Cette technique dans le contexte haïtien est plus appropriée, la honte étant plutôt un facteur bloquant qu'un élément moteur dans le changement de comportement (DINEPA République d'Haïti 2014b).

Ainsi, la méthode PHAST (Sawyer, Simpson-Hébert, et Wood 1998) qu'utilise Inter Aide et qui cherche à associer les populations dans la recherche de solutions satisfaisantes et durables en matière d'hygiène et de santé rejoint les préconisations de la DINEPA.

En 2014, un document stratégique pour l'assainissement a été publié et fixe les principes d'intervention devant être respectés par les opérateurs dans le secteur de l'assainissement. Entre autres, cette stratégie stipule dans son principe d'incitation que **"les toilettes individuelles et familiales ne seront pas subventionnées"** (DINEPA

République d'Haïti 2014a). Cette restriction a deux visées :

- La durabilité du changement de comportement ;
- La lutte contre l'attentisme.

Les résultats de l'enquête menée en 2017 par IA dans le massif des Cahos montrent que 91 % des latrines familiales mises en services entre 2010 et 2014 sont toujours fonctionnelles, utilisées et que certaines ont été déplacées (fouille d'un nouveau trou et déplacement de la dalle). Le changement de comportement initié par et observé dans les programmes d'IA semble donc persistant dans le temps et probablement lié aux caractéristiques des dalles – voir chapitre durabilité.

Publiée en 2014, la stratégie nationale pour l'assainissement est postérieure ou contemporaine aux programmes d'IA sujets de l'évaluation¹¹. Au regard de la stratégie, l'évolution des activités assainissement menées par IA entre les programmes pré et post stratégie nationale n'est pas si évidente bien que la subvention des latrines familiales ait évolué depuis le début du programme. Il a par exemple été décidé de ne plus donner de tôle pour le toit des kay dans le Bas Juanaria et Thomonde.

S'il demeure actuellement une subvention partielle ne correspondant pas aux lignes directrices de la stratégie nationale de l'assainissement, les points de concordance du modus operandi d'IA avec la stratégie nationale sont néanmoins nombreux (principe d'équité, d'IEC, etc.).

L'expérience d'IA au sujet des dalles bombées suscite un intérêt au niveau de la DINEPA (entretien DINEPA) et auprès des autres acteurs¹². En effet, l'ACAT tel qu'envisagée par la DINEPA comporte un volet de renforcement de l'offre par le renforcement des compétences locales (boss maçon). La dalle bombée est probablement la dalle en béton la moins chère sur le marché haïtien avec un bon répondant et intérêt des populations.

Différents arguments sont présentés par IA pour le maintien d'une subvention mais celle-ci n'est pas cohérente vis-à-vis de la stratégie nationale.

Si ce niveau économique a un impact réel sur la capacité des ménages à s'équiper de certains types de toilette (ex : dalle béton), il ne semble pas constituer un frein pour la latrine puisque des latrines en bois auto-construite sont observées dans les zones d'intervention. Une réflexion pourrait être menée sur le type de toilette/latrine abordable dans les zones d'intervention aux regards de la Fin de la Défécation à l'Air Libre et au maintien de ce statut.

La subvention d'IA est partielle, une contrepartie est demandée aux familles, exemple : la caution, la fouille et la construction de la superstructure sur la dalle. Il est cependant difficile dans le cadre de cette évaluation de prendre du recul sur le poids réel des contreparties économiques mise en place par IA, et de leurs potentiels effets pour lutter contre l'attentisme tout en favorisant l'augmentation de la couverture en assainissement de la zone. Lors des entretiens avec les ménages, l'engouement pour la

¹¹ Celle-ci a été portée à la connaissance d'IA au plus tard lors de l'évaluation des programmes de Juanaria et de Boucan Carré en 2014

¹² Important taux de participation lors de la journée à Port-au-Prince le 01/03/2018, de démonstration de construction de dalle bombée animée par Inter Aide.

dalle bombée en béton et quelques rares prix de vente fournis laissent à penser que la contrepartie économique pourrait être augmentée.

Quelques éléments de réponses intéressants ont pu être mesurés lors de l'enquête sur le déplacement des dalles dans les Cahos mais le faible pourcentage de latrines pleines au moment de cette enquête¹³ ne permet pas pour l'instant d'en tirer de généralité. Il est donc recommandé de renouveler ces études de capitalisation afin d'enrichir le niveau de connaissance et de mesurer plus largement les impacts. Les temps de présence dans les zones et cette capacité pour IA de revenir sur ses expériences passées est un atout pouvant être exploité au profit d'IA et du secteur de l'assainissement en Haïti.

Il paraît donc nécessaire qu'IA entame des discussions avec la DINEPA et l'OREPA Centre pour affiner¹⁴, avec le concours de ces institutions, le modus operandi, adapté aux milieux très reculés qui constituent notamment les zones d'intervention d'IA ou bien aux ménages les plus vulnérables : femmes seules, personnes âgées, etc. n'ayant pas les moyens physiques ou financiers de réaliser sa latrine soit même.

Les programmes d'IA présentent des retours d'expériences intéressants, notamment sur les changements de comportement dans le temps et à l'échelle des localités (cf. durabilité) qu'il conviendrait d'approfondir et mesurer afin de disposer d'éléments concrets lors des échanges IA/DINEPA. Le contenu de cette étude devrait idéalement être défini avec la DINEPA afin de l'enrichir de leurs questionnements.

Concernant l'eau potable, la mise en place et la formation de comité de point d'eau (CPE) rejoint la stratégie nationale. Ces comités d'usagers sont désormais reconnus au niveau de l'OREPA Centre et cette démarche est importante selon l'OREPA Centre. Ce point est développé au chapitre durabilité.

Le choix d'encourager le traitement et le stockage sûr pour améliorer l'accès à l'eau potable est une alternative tout à fait cohérente avec la stratégie nationale C-TED.

Les interventions HAE dans les écoles concernaient des centres liés au programme scolaire d'IA dans la zone de Juanaria. Au regard de la documentation de référence, ce volet HAE scolaire devrait donc être rattaché aux programmes scolaires d'IA et/ou systématiquement intégré dans ceux-ci lorsqu'il y a présence des deux programmes (HAE et scolaire) dans les zones d'intervention.

¹³ Bien que 7 ans séparent la période de l'enquête de celle de construction de ces latrines

¹⁴ Suite à la restitution de l'évaluation à Versailles en Décembre, une réunion entre IA et la DINEPA a eu lieu en février 2019 en vue de discuter de la stratégie mise en place par IA dans les zones reculées des mornes.



Figure 6 : Toilette de l'école de Demahague

Au niveau scolaire, le nombre de porte et station de lavage des mains, initialement en lien avec les recommandations du MENFP ont ensuite été adaptés (diminution du nombre de porte) pour augmenter la durabilité des ouvrages (si trop de porte manque d'entretien). Les toilettes scolaires suivent le même principe que pour l'assainissement familial, latrine à dalle bombée, simple et robuste, afin d'être facilement entretenue et déplaçable, y compris le bâtiment, lorsque la latrine est pleine.

6.1.2 Cohérence Interne du programme

Les activités mises en œuvre sont-elles en adéquation avec les objectifs initiaux du programme ? La stratégie (HAE) de mise en œuvre est-elle cohérente aux regards des objectifs du programme et de ses contraintes (temps, ressources, etc.) ?

Les activités mises en œuvre sont en adéquation avec les objectifs initiaux. Fournir un avis sur la pertinence de la stratégie "HAE" et la hiérarchisation des interventions est cependant délicat. Bien que les programmes d'IA soient bien documentés et qu'un important effort de capitalisation et de diffusion de l'information via son site Pratiques est à saluer, les résultats obtenus jusqu'à présent ne permettent pas de confirmer ou d'infirmer que la priorisation des actions HAE soit un facteur additionnel de changement de comportement ou d'appropriation additionnel des ouvrages.

Concernant l'assainissement et dans un souci d'améliorer la communication auprès des populations cibles, il serait nécessaire de déterminer les motivations des ménages en réaction aux actions de sensibilisation du programme. "Les familles sont plus demandeuses d'ouvrages béton autour d'une source que de latrines" (Lalaude-labayle 2014). Si sur le moyen et long terme les facteurs de motivations initiaux sont susceptibles de se modifier au profit d'un changement de comportement initialement voulu, l'argument de l'eau est questionnable comme source de motivation pour pousser les ménages à s'équiper en assainissement. A Thomonde plus particulièrement, de

fausses informations existent autour du projet : rumeur autour des conditions d'accès au programme. Par exemple, certaines localités à Thomonde ne veulent pas participer au programme car les ménages pensent que s'ils sont inscrits sur une liste de bénéficiaire, ils ne pourront plus faire de demande de visa pour partir à l'étranger (entretien animateur et boss Thomonde). D'autres localités quant à elles ne veulent pas participer au programme pour des raisons de croyance religieuse, les ménages ayant peur de ne pas pouvoir accéder à la grâce divine s'ils acquièrent une dalle bombée (entretien animateur et boss Thomonde)¹⁵. Une communication approfondie autour du projet avec un meilleur ciblage des motivations, des leviers de changement susceptibles d'être les plus influents auprès de chaque groupe cible identifié et donc des messages de marketing pourraient profiter au programme afin d'en accroître son efficacité. Une stratégie de communication pourrait faciliter le travail des animateurs en leur fournissant des éléments de langage.

Il est donc recommandé de continuer ces efforts de recherche et de capitalisation et notamment d'essayer de comprendre pourquoi les ménages ont voulu intégrer le programme tant pour l'eau que pour l'assainissement.

S'il est important de poursuivre les efforts pour un changement de comportement vis-à-vis du C-TED, le recours à cette seule option ne devrait pas stopper les efforts pour améliorer l'accès à l'eau potable en général dans la zone. En effet, les ouvrages réalisés par IA étant financièrement raisonnable, permettant une amélioration avec un effet immédiat et dans des conditions de durabilité mieux maîtrisés, **il serait nécessaire de poursuivre les activités de captage, au minimum pour les lieux les plus stratégiques et techniquement pertinents.**

Si les petits ouvrages améliorent localement l'accès à l'eau avec en théorie de meilleures chances d'appropriation, il existe ponctuellement des besoins auxquels la stratégie actuelle ne semble pas pouvoir permettre de répondre dans ces zones.

La zone de Regalis illustre ce propos. Cette localité accueille deux fois par semaine un marché regroupant quelques centaines de personnes mais la seule source disponible est une résurgence sur le chemin des passants et mulets (cf. photo.).

Ce besoin a bien été identifié par IA qui a tenté de mobiliser les familles de plusieurs localités pour alimenter ces zones sur la base d'un captage et d'une adduction un peu plus longue. Cette logique a aussi été employé pour alimenter la zone de Dozepeng sur la base d'un captage situé plus en amont, dans la zone de Selpet.

Ces deux exemples présentent des similarités, à savoir : un comité essentiellement composé des personnes de la localité la plus éloignée de la source, initialement très motivées, s'étant mobilisées pour la première partie des travaux (captage et borne fontaine alimentant la localité la plus proche) puis une démobilisation des



Figure 7: Source de Regalis

¹⁵ Certains passages de la bible peuvent être utilisés en réponse, exemple : Deutéronome 23:13 « Tu auras parmi ton bagage un instrument, dont tu te serviras pour faire un creux et recouvrir tes excréments, quand tu voudras aller dehors. »

personnes de la localité nouvellement desservie entraînant une démobilisation des membres du comité pour poursuivre les travaux sans l'aide des personnes de la localité la plus proche du captage. Dans les deux cas, les travaux ont été stoppés en cours d'exécution faute de participation.

Il n'est pas évident de déterminer les raisons de ces problèmes mais pour les évaluateurs il semble que le faible niveau économique apparent des ménages aux vus des efforts à consentir ne leur permette pas de dégager le temps nécessaire à la réalisation de ces ouvrages. Le temps passé pour le transport des matériaux ou la fouille entre en compétition avec le temps pour les travaux agricoles ou autres activités génératrices de revenus. Il semblerait que le ratio bénéfice de l'ouvrage/participation bénévole ne soit plus suffisant ou que le coût ne soit pas supportable par les ménages pour la construction de ces ouvrages un peu plus massifs.

En comparaison, l'apport local valorisé (ALV), c'est à dire la représentation financière de la participation communautaire, est très importante dans le cas des ouvrages de captage par rapport aux autres activités de ce même programme ou similaire (programme scolaire). La contribution (ALV) demandée à chaque famille est de 3 211 HTG en moyenne contre 1 000 HTG pour une latrine familiale (Lalaude-labayle 2014).

Afin d'alimenter des zones spécifiques (exemple : marché) ou des localités plus éloignées une réflexion pourrait être mener en interne sur la contribution des familles au regard des activités du programme voir au regard des ressources et niveau économique des ménages¹⁶.

¹⁶ A Marigot, où des réseaux plus longs ont été possibles dans les mêmes conditions de participation ont néanmoins été possible du fait, à priori, du niveau économique des ménages plus élevé que dans le Haut Juanaria. Source, entretien avec Gilles Loret -IA.

6.2 Efficacité

6.2.1 Atteinte des objectifs et résultats du programme

Dans quelle mesure les résultats et indicateurs de performances présents dans le cadre logique du projet ont été atteints ? Quel est le degré d'atteinte des objectifs du projet ? Quels sont les éléments d'explication justifiant ces écarts éventuels ?

Résultat	Indicateur et cible (2 ans/2 zones)	ligne de base		Résultat 2017		Total 2017	Résultat 2018		Total	% atteint du résultat
		Juanaria	Thomonde	Juanaria	Thomonde		Juanaria	Thomonde		
		18875	12254	18875	12254		18875	13783		
Améliorer durablement l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et les pratiques d'hygiène dans les sections rurales des communes de Hinche et de Thomonde.	Proportion des familles connaissant la technique et les moments opportuns du lavage de mains (cible : 75%)	42%	21%	49%	44%	47%	52%	54%	53%	71%
	Niveau de couverture en latrines familiales au niveau de la zone (cible : 80%)	59%	17%	66%	35%	54%	73%	55%	66%	82%
	Taux d'utilisation des latrines (cible : 80%)	49%	17%	82%	54%	71%	-	94%	-	-
	Proportion des familles ayant accès à une source d'eau améliorée (cible : 50%)	10%	10%	-	-	-	-	-	-	-
	Taux de prévalence des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins 5 ans (≤ 10%)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R1. Les familles sont sensibilisées et formées à la bonne utilisation de l'eau et leurs pratiques d'hygiène sont améliorées	2400 familles aux bonnes pratiques d'hygiène par le biais de séances collectives ou de visites à domicile (soit environ 12 000 personnes sensibilisées)			253	565	818	133	271	1222	51%
	1 550 élèves de primaire sont sensibilisés en milieu scolaire par des enseignants préalablement formés			385	486	871	1124	576	2571	166%
R2. L'accès à l'assainissement et à l'eau potable est durablement amélioré dans les localités ciblées.	1 950 latrines familiales sont construites avec la participation active des bénéficiaires et bénéficient à 9 750 utilisateurs.			257	433	690	261	213	1164	60%
	18 latrines scolaires équipées d'un système de lavage de mains sont réalisées pour environ 1 440 élèves			0	3	3	3	3	9	50%
	16 points d'eau sont aménagés avec la participation active des communautés bénéficiaires et desservent 2 400 nouveaux usagers			2	0	2	0	1	3	19%
R3. Les acteurs locaux sont activement impliqués dans la gestion et l'entretien des aménagements.	15 artisans-maçons sont formés par les équipes du projet pour réaliser des dalles de latrines			10	8	18	2	5	25	120%
	4 maçons sont également formés pour l'aménagement de sources.			0	5	5	1	4	10	250%
	19 comités d'usagers (dont 16 nouveaux) sont formés et/ou suivis par les équipes du projet			2	0	2	1	1	4	21%
	18 comités de parents et 72 enseignants sont formés aux bonnes pratiques d'hygiène et aptes à retransmettre les connaissances acquises auprès des élèves.			0	15	15	0	22	37	41%
	19 agents d'entretien sont formés à l'entretien et à la maintenance préventive des ouvrages hydrauliques			2	0	2	0	0	2	11%
4 TEPAC sont impliqués dans la mise en œuvre du projet.			0	0	0	1	1	2	50%	

Concernant la sensibilisation à l'hygiène au sein des familles :

A Juanaria, sur 1200 familles devant être formée, 386 familles l'ont été au cours des deux dernières années de programme.

Les évaluateurs ont remarqué que dans les rapports annuels, les familles ayant reçu une sensibilisation PHAST et certaines ayant été incluses dans les suivis individuels, sont indifféremment comptabilisées comme étant formées aux bonnes pratiques de l'hygiène. Cependant il n'est pas possible pour les évaluateurs de différencier les familles ayant participé au suivi individuel et à la sensibilisation PHAST. Afin d'éviter un double comptage et dans la mesure où le suivi individuel s'adresse généralement aux familles ayant participé au sensibilisation PHAST, il n'a été comptabilisé que les familles ayant participé au sensibilisation PHAST. Le nombre réel de personnes sensibilisées est potentiellement plus important que celui rapporté ici.

A Thomonde, 836 familles ont été formées pendant les deux années évaluées sur les 1200 prévues. Ainsi, 51 % des objectifs ont été atteints en ce qui concerne la quantité de personnes ayant reçues une sensibilisation aux bonnes pratiques de l'hygiène.

A propos de l'assainissement familial :

La couverture en assainissement du Haut Juanaria atteint 79 % à la fin du programme et celle du Bas Juanaria 61 %. **Les objectifs ont donc été atteints dans le Haut Juanaria.** A l'ouverture de la zone du Bas Juanaria, en 2016, 1 % de la population possédait une dalle en béton¹⁷. Ainsi, la progression dans la zone est tout de même de 60 points en trois ans. Attention, au regard de la stratégie nationale « *yon kay yon twalèt* », les latrines partagées ne devraient pas être comptabilisées.

A Thomonde la couverture en assainissement atteint 55 % à l'issue de l'année 2018 soit une progression de 38 points par rapport à la situation initiale. Ayant débuté en 2015 ce résultat est à mettre en parallèle avec la temporalité du programme, la couverture en assainissement à 80 % étant difficilement atteignable après 3 ans de programme. Cependant une comparaison peut être faite avec le Haut Juanaria, où une quantité de ménages plus importante habite, avait progressé de 58 points par rapport à la ligne de base sur ses trois premières années¹⁸.

Le rendement moyen de 36 latrines/mois en 2017 est passé à 17 latrines/mois en 2018. Afin d'atteindre l'objectif de 80 % sur deux ans, le rendement nécessaire aurait été de 63 latrines/mois. Malgré les efforts fournis ce rendement n'était pas suffisant pour atteindre les objectifs dès la première année.

A Thomonde d'autres programmes d'ONG sont en cours ou ont eu lieu. Il est admis (DINEPA République d'Haïti 2014b) que la multiplicité d'acteurs et de programmes crée des conditions défavorables aux programmes d'incitation pour l'assainissement (mise en concurrence des acteurs, ...). Dans ce contexte il est compréhensible que le suivi individuel ait mieux fonctionné que la stratégie par localité à Thomonde. En lien avec les recommandations précédentes, une meilleure connaissance des facteurs de motivations des ménages permettrait de mieux cibler les communications par localité et obtenir une plus grande adhésion au programme. Ainsi, la progression relative à Thomonde est plus faible que celle de Juanaria pour un même temps d'intervention dans la zone. **Cependant, afin de ne pas minimiser les résultats obtenus dans les différentes zones la temporalité des différentes zones touchées devrait apparaître de façon plus nette dans le cadre logique.** Par exemple et dans le cas d'un programme

¹⁷ Pour rappel, dans le programme de Juanaria seules les dalles en béton sont comptabilisées dans l'enquête de base. Ce taux ne représente pas la couverture totale initiale en assainissement.

¹⁸ La position de RP était alors occupée par un couple.

de 7 ans, l'objectif final est 80 % de couverture mais après 7 années de programme. Il serait préférable de présenter l'objectif attendu après 2 années de programme en considérant la situation de base à l'année de démarrage, par exemple 50 % à Thomonde pour l'année 2018 puis 80 % pour 2020.

A Juanaria, l'évolution du contenu des lettres de demande (document du suivi des lettres de demande), initialement orienté dans diverses directions (école, route, etc.) puis au fil du programme essentiellement lié à l'assainissement, est pour les évaluateurs, plus un marqueur de la compréhension du programme par les populations, de ce qu'il permet d'apporter, que d'une véritable volonté/initiative locale à s'équiper en assainissement.

A Thomonde, la lettre de demande a pu constituer un frein, en l'absence de motivation ou de compréhension initiale du programme (rumeurs et fausses informations), notamment dans le contexte d'acteurs multiples.

Au sujet de l'eau potable :

A Juanaria, deux captages ont été finalisés dans la période de l'évaluation. Sur le programme de 6 ans, au total cinq captages ont été réalisés et alimentent environ 150 familles soient 750 usagers ce qui représente une progression de 3,9 %. A Thomonde un captage a été finalisé en 2018 alimentant 90 familles soient 450 usagers ce qui représente une progression de 2,3 %.

59 % des ménages déclarent traiter leur eau avec du chlore mais seul 12 % des bénéficiaires de latrines pratiquent réellement le traitement et 3,5 % pour les non-bénéficiaires (Inter Aide 2017). Ainsi, un total de 15,5 % de l'eau de boisson des ménages présentent un taux de chlore résiduel positif. L'enquête nationale C-TED de 2017 a montré que 28 % des ménages déclarent traiter leur eau après collecte mais que seulement 8 % la traitent effectivement. Les résultats d'IA en 2017 sont donc supérieurs aux moyennes nationales. Bien que supérieur, ces taux posent la question de l'adéquation les objectifs du programme (cf. pertinence) avec les besoins.

En ce qui concerne la conservation sûre, l'enquête C&P de 2017 montre que :

- 80 % des personnes couvrent leur récipient de stockage
- 72 % des familles enquêtées stockent leur eau et se servent de manière appropriée c'est à dire qu'ils stockent l'eau en hauteur ou utilisent un jok.

Les résultats sont inférieurs à ce qui était prévus mais reflètent le changement de stratégie opéré par IA pour privilégier le C-TED. **Il aurait été opportun de clarifier davantage (avenant ou autre entente avec le bailleur) le Cadre Logique et ses objectifs en y inscrivant la stratégie TED et en révisant les résultats liés aux captages.**

Dans les écoles :

A Juanaria en 2018, 3 latrines sont en cours de construction en même temps que les écoles du programme scolaire. A Thomonde, 6 latrines ont été construites sur la période des deux ans. N'ayant pas de programme scolaire IA à Thomonde, les demandes étaient donc toutes spontanément formulées par le directeur de l'école et l'équipe enseignante.

Ainsi le programme n'a pas atteint les objectifs concernant la construction de latrines scolaires. Cependant, l'association des deux programmes, lors de la semaine de formation des maîtres par exemple, montre que la stratégie déployée par IA gagne en efficacité sur la sensibilisation et qu'un plus grand nombre d'enfants peut être touchés. En ne comptabilisant que les enfants sensibilisés à Juanaria, 97% de l'indicateur global du programme est déjà atteint.

Au niveau de la santé :

L'indicateur relatif au taux de prévalence des maladies diarrhéiques chez les enfants de moins de 5 ans fait l'objet d'enquête initiale mais n'est ensuite plus suivi systématiquement. Les questions relatives à ce sujet ont été modifiées entre l'enquête initiale et l'enquête finale. Cet indicateur est difficile à évaluer. En lien avec une recommandation formulée lors de l'évaluation précédente de Juanaria et de Boucan Carré (Lalaude-labayle 2014), il est recommandé de ne pas se baser sur ce dernier pour mesurer l'atteinte des objectifs.

6.2.2 Qualité du dispositif de mise en œuvre et de suivi et d'évaluation du programme

Quel a été le dispositif mis en place pour suivre et mesurer l'atteinte effective des résultats escomptés du programme et comment a-t-il fonctionné ?

Inter Aide a mis en place des bases de données assez complètes dans lesquelles les activités sont répertoriées : réunions de sensibilisation PHAST, contrats pour la construction de latrine et suivi individuel, etc.

Ces bases de données sont relativement bien construites et à jour. Il est donc raisonnable de les utiliser dans la cadre de la présente évaluation.

Ces bases de données ne sont cependant pas uniformes d'une zone à l'autre, il n'est pas évident pour un utilisateur externe de les utiliser. Les bases ont évolué d'un programme à un autre, intégrant l'évolution des pratiques (ex : saisie des données faite désormais par ménage et non plus par contrat).

Il est préconisé d'harmoniser les bases de données afin de faciliter les échanges avec le siège, entre les programmes similaires d'IA, avec les institutions ainsi que les formations relatives aux bases de données lors de passation. A Thomonde, la base de données a été jugée trop lourde par la RP.

A noter que la saisie des données collectées par les animateurs est, pour des raisons de compétences (maîtrise informatique) et dans un souci de contrôle qualité, de la responsabilité des Responsables de Programme. Cette activité est chronophage¹⁹ et ne semble pas être une utilisation efficace du temps au niveau du RP.

¹⁹ 50 % du temps selon la responsable de programme HAE Juanaria, lié au suivi individuel selon le Chef de Secteur, et 30 % du temps selon la responsable de programme HAE Thomonde

Etant donné le volume de données collectées (exemple du suivi individuel), la relative stabilité des formulaires et le besoin quasi quotidien (travail des animateurs), **des solutions de collecte mobile des données seraient intéressantes à envisager** pour libérer du temps à la responsable de programme. Ce temps pourrait ainsi être alloué au suivi qualité des activités ou pilotage plus généralement du programme.

6.3 Efficience

6.3.1 Moyens humains

Les ressources humaines déployées sont-elles suffisantes (quantitativement et qualitativement) pour une mise en œuvre correcte du programme ?

L'équipe d'Inter Aide est composée d'un chef secteur pour les programmes HAE, d'un responsable programme, d'un coordinateur et d'une équipe d'animateur pour chacune des zones d'intervention.

Etant donnée le contexte enclavé des zones d'intervention et l'absence de réseau de télécommunication facilitant la coordination, la charge d'activité et les efforts fournis par les RP et coordinateurs pour mener à bien leurs activités est remarquable.

Le choix de faire appel à des animateurs issus des zones et les arguments présentés par IA pour ce choix sont tout à fait judicieux. Le choix d'IA est d'autant plus pertinent qu'une importante partie des activités à réaliser par les animateurs est l'animation sur l'hygiène et l'assainissement. Au même titre que les outils utilisant la honte dans la sensibilisation, dans le contexte haïtien, les messages d'hygiène ou d'assainissement passés par une personne extérieure, venant de la ville par exemple, seront bien moins acceptés.

Le Suivi Individuel, mis en place ces dernières années²⁰ et réalisé par les animateurs, consiste en des visites domiciliaires, deux au maximum, pour encourager les ménages à finaliser leur kay pour la toilette et pour poursuivre les sensibilisations relatives au C-TED ou dans le cas de Thomonde donner une dernière chance aux ménages récalcitrants de s'équiper d'une latrine. Ce suivi demande un temps important pour les animateurs (entretien RP Juanaria). Le ratio temps de travail de l'animateur/nombre de personnes sensibilisées est dans ce cas plus faible que lors de sensibilisation collective. Au regard du nombre de personnes à sensibiliser et à accompagner, IA semble privilégier ce suivi individuel comme une solution palliative ponctuelle à la méthodologie de base. Dans le cas de Thomonde, une alternative envisageable serait la compréhension des leviers de changement de comportement afin de toucher des groupes de personnes ayant les mêmes motivations en même temps.

²⁰ « NB : De manière générale, nous arrivons un peu au bout de ce que l'on peut faire sur cette zone avec la stratégie d'intervention mise en place en démarrage de programme : plus de nouvelles lettres de demande, beaucoup de localités désengagées. Il va donc falloir rapidement changer de stratégie (plus individualisée) afin de continuer à maintenir les activités sur cette zone. C'est une des priorités pour le début d'année 2017. »
Source rapport annuel hae thomonde 2016

Le profil des RP a évolué au fil du programme, passant de profils techniques à des profils plutôt soft avec un accompagnement technique pour la réalisation des ouvrages hydrauliques notamment. Ce changement était motivé par la nécessité d'avoir des responsables de programme aux profils plus en adéquation avec la stratégie HAE d'Inter Aide. En effet, dans les premiers temps d'un programme les activités menées sont principalement des sensibilisations et de la mobilisation communautaire, activités plus difficilement réalisées par un profil technique.

Les responsables de programme des programmes évalués seront restés en moyenne deux ans en poste. Le turnover, en général, n'est pas sans conséquence sur l'efficacité d'un programme et celui observé ne semble avoir posé de réels soucis que sur les activités de captages car celles-ci présentent des durées de réalisation longue, notamment lors de la phase de préparation car la mobilisation des bénéficiaires est longue. Les captages dans le cas présent auront duré plusieurs années et plusieurs RP se seront transmis le relai avant leurs mises en eau.

Le remaniement des profils a vu l'émergence d'un assistant technique (AT) spécialisé dans la construction et le captage pouvant ainsi fournir un appui transversal à tous les programmes HAE et scolaire.

Au regard du faible nombre de captages réalisés avant le changement de stratégie sur ce programme, par rapport aux programmes précédents et par le choix de RP aux profils soft, il faudrait néanmoins faire attention à ne pas tomber dans l'excès inverse qui consisterait pour les RP à diminuer la réalisation de captages même s'ils impliquent un important travail d'accompagnement d'IA pour la mobilisation et la formation des ménages (entretien AT).

Il est raisonnable de penser que mener de front toutes les activités du programme soit difficile pour les équipes (entretien RP Juanaria). Cependant, **cette organisation des ressources humaines est cohérente avec la priorisation des activités des programmes HAE et doit permettre en théorie d'atteindre les objectifs des programmes.**

Dans cette organisation (RP+AT) le Chef de Secteur détient un rôle essentiel aux yeux des évaluateurs. Il a une vue globale des programmes. Il doit donc être le garant de l'atteinte de tous les résultats des programmes, des éventuels arbitrages à faire quant à l'organisation/priorisation des activités ou de la bonne coordination entre RP et AT. Des échanges sont régulièrement faits entre RP et Chef de Secteur et la communication semble efficace. Celle-ci pourrait être renforcée sur les objectifs du programme, mal maîtrisés par les RP (entretien RP Juanaria) et les éléments de cohérence externe et de contexte (orientations stratégiques nationales, etc.) dans lesquels s'inscrivent les programmes.

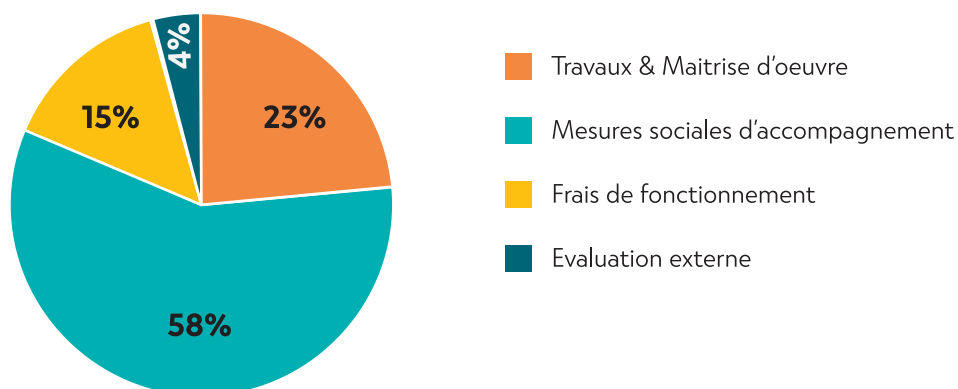
Inter Aide dispose d'une quantité importante de documents de capitalisation, aisément accessibles sur le site Pratiques mais difficilement sur le terrain en raison des conditions. **Il pourrait être intéressant de mettre à disposition des RP une copie physique**

(CD, clés USB) du contenu du site et des autres documents de contexte importants, afin de permettre au RP l'accès aux informations sans connexion internet une fois dans leur zone d'intervention. Cette documentation pouvant être mise à jour ou enrichie à chaque passage du chef de secteur dans les zones d'intervention.

6.3.2 Ressources financières

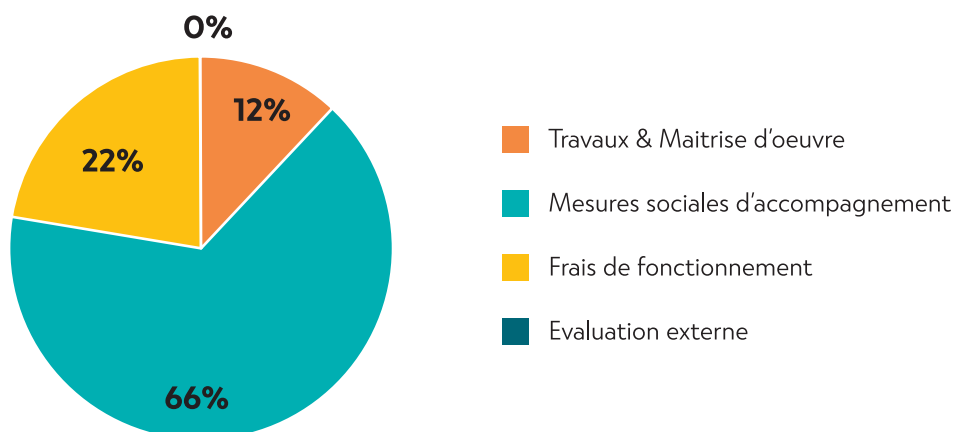
Les ressources financières nécessaires ont-elles été bien mises en place, en temps voulu pour l'ensemble du programme ? Les ressources allouées au programme ont-elles été utilisées de façon optimale ?

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE INITIALE (%)



Le rapport financier de la 1ère année de programme fournit les indications suivantes :

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE ANNÉE 1 (%)



Sans prendre en compte l'Apport Local Valorisé, la répartition du budget initiale était la suivante :

Avec un prix de construction compris entre 680 et 1350 HTG (environ 20 USD), la dalle bombée est particulièrement peu coûteuse. Ce modèle est probablement le

modèle de dalle en béton le moins couteux sur le marché haïtien.

Le poste « Travaux et Maîtrise d'œuvre » n'est consommé qu'à hauteur de 27 % lors de l'année 1, certainement du fait de la diminution du nombre de captage réalisé.

Une grande partie du programme repose sur des activités de sensibilisation et de formation dont les principaux coûts "mesures sociales d'accompagnement" correspondent aux salaires des personnes de l'équipe. Ce poste de dépense est important mais cohérent avec les activités et même inférieur à de nombreuses grilles salariales pratiquées en Haïti.

Les activités liées au C-TED étant déjà intégrées dans la rubrique "mesures sociales d'accompagnement", la suppression des activités de captage augmenterait cette rubrique à 75 % du budget.

En considérant l'exemple de Pisebef, avec un coût par personne de 42 USD/personne²¹ et de seulement 14 USD de participation pour IA²², **le coût par personnes des ouvrages hydrauliques réalisés sont tout à fait acceptable.** Étant donné les importantes contraintes logistiques résolues par une intense participation communautaire il est permis de penser que le coût d'investissement de l'ouvrage serait bien supérieur dans le cas d'une modalité différente d'exécution, en faisant appel à une entreprise de travaux par exemple.

Dans ce contexte rural reculé, cette organisation semble efficace et permet de surcroît de mutualiser les coûts de maîtrise d'œuvre technique et sociale (mobilisation, accompagnement et formation) des familles.

Au regard des résultats et du budget le projet présente une bonne efficacité.

6.4 Effet et Impact

Une partie des effets et impacts des programmes a déjà été évoquée dans le rapport. Ce chapitre ne souligne que les éléments additionnels ou peu soulignés précédemment.

6.4.1 Effets et impacts sur l'accès aux services de base

Le programme a-t-il eu des effets et impacts sur l'accès aux services de base ? Quels sont les freins principaux empêchant les familles / localités de participer au programme?

En faisant progresser la couverture en assainissement de 66 % en moyenne dans les différentes zones d'intervention les programmes ont globalement eu d'importants impacts positifs sur l'amélioration de la couverture en assainissement. Étant donné les résultats obtenus il ne semble pas que la méthodologie développée par IA n'ait de

²¹ Captage de Pisebef: 205 000 HTG au total, inclus Apport Local Valorisé (ALV) au taux de 70 HTG pour 1 USD et en considérant 14 familles de 5 personnes.

²² ALV de 66 % du montant total de l'ouvrage.

frein spécifique pour les familles hormis dans les zones ayant connu ou connaissant actuellement d'autres programmes EHA. Une expérience de la Croix-Rouge Suisse à Léogane (2018) a cependant montré qu'il est possible de dépasser le frein programme d'urgence/programme de développement en actualisant la stratégie programmatique mais surtout la communication associée.

A Juanaria, sur 345 contrats signés, 33 ont perdu leur première caution de 25 HTG soit 10 % des contrats et 58 contrats soit 17 % ont perdu leur seconde caution de 75 HTG. Les animateurs ne pouvant faire le suivi des ménages tardant à réaliser leur superstructure, les latrines sans superstructures sont finalement comptabilisées après le deuxième passage de suivi individuel.



Figure 8 : Exemple de latrine à Zabriko

L'effort fourni par les ménages pour apporter le sable et le gravier, l'apport en nature pour les kay ou l'apport financier ne semblent pas constituer un frein pour les ménages. Il apparaît dans la documentation (Lalaude-labayle 2014) et dans les entretiens qu'une impression de don existe pour la dalle. En effet, la valeur attribuée à la dalle par les ménages comparée à l'investissement demandé aux ménages apparaît comme particulièrement intéressante pour ces derniers. Le programme offre une opportunité intéressante pour les ménages de s'équiper et cet équipement semble durable. Il existe en effet une bonne appropriation des dalles par les ménages. Le programme semble apporter un changement durable sur le comportement. La question reste cependant en suspens pour la capacité locale à fournir un service sur le long terme : renouvellement du stock de dalle (dalle cassée, arrivée de nouvelle famille) cf. chapitre durabilité.

Lors des visites de terrains dans le Haut Juanaria, 70 % des latrines visitées ne disposaient pas de kay et 33 % des latrines ne disposaient pas de toit malgré le don de tôle ; cette caractéristique est davantage observée dans les maisons ayant des toits en tache (60 % maison toit en tache et 40 % maison toit en tôle). L'ensemble de ces latrines était en revanche utilisé. Les chiffres présentés ici sont à prendre avec précaution étant donnée le petit échantillon observé lors de la visite. Inter Aide lors de l'enquête C&P de 2017, observait 44 % latrine sans kay (sans distinction toit et mur) ce qui demeure un chiffre important, bien que moindre par rapport à l'observation réalisée pendant l'évaluation.

IA a stoppé le don de tôle dans le programme de Thomonde et a initié une nouvelle stratégie pour le maintien de la kay en place. Ainsi, les ménages recevront leurs secondes cautions seulement si la kay est réalisée au minimum en bois clissé recouvert de torchis afin d'éviter l'utilisation progressive du bois de la kay pour le feu. Toutefois, à Thomonde et bien qu'utilisées, 43 % des latrines visités n'ont pas/plus de kay sur les 21 latrines observées.

Le programme d'IA réclame une contribution de la part des familles souhaitant bénéficier du programme. Celles-ci sont en effet en charge de fournir une caution de 150 HTG (100 HTG rendu si respect du contrat), de réaliser la fouille, de fournir le sable, gravier et de transporter le ciment et le fer (depuis un dépôt d'IA ou un fournisseur local), de fournir les repas au boss venant fabriquer la dalle puis enfin de construire la superstructure, la kay. Au total cette contribution est estimée à 45-65 % environ du coût total de la latrine. **Lors des discussions sur le terrain et en accord avec l'évaluation de 2014, la contribution demandée aux familles ne semble pas ou peu contraignante au regard du gain : l'obtention d'une dalle en béton.** Lors des échanges avec les animateurs ceux-ci estiment que la caution en contrat peut constituer un frein dans la mesure où si une famille ne finit pas sa latrine dans les temps toutes les familles perdent leur caution (contrat IA), le manque de confiance entre les familles pouvant en être à l'origine. A l'inverse il est permis de penser que ceci pourrait constituer un facteur de pression entre famille pour une incitation collective à la finalisation des latrines. En l'absence de données plus précises il est difficile de se prononcer.

La dalle est souvent le seul élément en béton de la maison, au moins parmi celles visités à Juanaria. Le béton est également associé à la durabilité. Ce point est traité dans le chapitre correspondant. Ainsi, le fort intérêt des familles se retranscrit dans les résultats du programme, très positifs, mais il conviendrait d'approfondir la compréhension des attentes initiales, les motivations à participer ainsi que les effets (moyen et long termes) sur les comportements des familles, et plus particulièrement dans le cas de Thomonde où visiblement les familles ne semblent pas intéressées au premier abord. Les solutions techniques amenées par IA (dalle béton bombée) pourraient être diversifiées pour s'adapter aux moyens économiques des ménages. Ce point est développé au chapitre durabilité.

En ce qui concerne l'accès à l'eau potable via l'aménagement d'ouvrage, le nombre de captages réalisés est relativement faible : trois sur la période évaluée améliorant l'accès à 135 familles et six au total pour 180 familles sur les deux zones. Ces ouvrages ont néanmoins un impact positif dans les localités où ils sont réalisés. Il a été constaté que certains ouvrages dont la borne fontaine a stratégiquement été placée à proximité immédiate de chemin (cas de Selpèt) et sont utilisés par les gens de passage. Ces ouvrages spécifiques ont par conséquent un plus grand impact que pour les seules localités où ils sont construits. Cet impact est difficilement chiffrable par les évaluateurs mais bien visible sur place.

Est-ce que les étapes de formation spécifiques à la chloration, les modes de sensibilisation et de diffusion, les outils employés permettent-ils une bonne appropriation et maîtrise des pratiques de chloration ?

Les résultats concernant le traitement de l'eau à domicile sont dans les moyennes nationales. IA étant la seule organisation présente en continue sur la zone, il est autorisé de penser que ce résultat²³ peut lui être attribué.

Les méthodes de traitement de l'eau domestique sont promues en Haïti depuis un certain temps désormais, notamment en lien avec l'épidémie de choléra. Les résultats de l'EMMUS VI (Institut Haïtien de l'Enfance 2017)



Figure 9 : Document de promotion C-TED, Source Inter Aide

montrent cependant un recul significatif d'utilisation déclaré des produits C-TED ces dernières années.

Les messages retenus et les pratiques réelles des ménages sont relativement similaires et homogènes entre le pays et les zones d'intervention d'IA. Les facteurs de non-motivation cités par IA sont notamment :

- Le goût - mauvaise utilisation du chlore ;
- La peur d'avoir des maux de ventre - mauvaise utilisation du chlore ;
- L'inutilité du traitement car ils ne sont pas malades avec une eau non traitée. « Une grande discussion s'est ouverte autour du traitement de l'eau puisqu'un membre du comité de Selpèt a dit « Je ne traite pas et je n'ai jamais eu le choléra. Certaines personnes traitent l'eau et ont eu le choléra quand même » (source : rencontre OREPA/comité de captage en aout 2018) ;
- La paresse de traiter ;
- Le coût (pourquoi acheter alors que parfois des organisations distribuent gratuitement) ;
- L'association du traitement de l'eau aux épisodes de choléra trois mois environ dans l'année.

Dans l'état actuel des expérimentations connues des évaluateurs il est délicat de proposer des recommandations opérationnelles pour les programmes.

Le choix fait de passer par les écoles pour faire la promotion est à priori un axe de travail intéressant. De même le modèle de promotion en porte-à-porte par les animateurs est semble-t-il un levier efficace (PATH 2010) et pourrait continuer d'être expérimenté par IA. Une compilation d'article et de rapport est fournie à IA en parallèle de ce document.

²³ A noter que le produit promu par IA, le Chloro (TUFTS UNIVERSITY 2013), ne fait pas partie de la liste, encore non-publiée, des produits autorisés par le MSPP (ESA Consultance 2018).

6.4.2 Effets et impacts sur l'hygiène

Les stratégies développées, les outils (méthodologie PHAST, etc.) et l'inclusion d'acteurs locaux (leaders, maîtres d'écoles, comités, agents de santé, etc.) ont-elles permis l'appropriation par les ménages et dans les écoles des messages de sensibilisation ? Quels sont les changements de comportement en matière d'hygiène pouvant être constatés suite aux activités du programme ?

La sensibilisation au niveau des familles

A Juanaria, d'après l'enquête initiale de 2012 :

- 49 % savent qu'il faut se laver les mains avant manger ;
- 50 % savent qu'il faut se laver les mains après la défécation ;
- 45 % savent qu'il faut se laver les mains avec du savon ou des cendres.

D'après l'enquête C&P de 2017 :

- Une augmentation de 24 % soit environ 4 530 personnes connaissant la pratique du lavage des mains avant manger ;
- Une augmentation de 34 % soit environ 6 418 personnes connaissant la pratique du lavage des mains après la défécation ;
- Une augmentation de 27 % soit environ 5 096 personnes connaissant la pratique du lavage des mains avec du savon ou des cendres (Hodgkinson 2018).

Ces résultats montrent que la sensibilisation PHAST a eu un impact significatif que ce soit sur la connaissance des moments clés du lavage des mains ou encore les techniques.

Une intéressante comparaison a été réalisée à Thomonde via une enquête "touchées/pas touchées". Cette enquête consistait à mesurer l'impact des sensibilisation PHAST en comparant des localités ayant suivi cette sensibilisation et des localités n'ayant pas encore suivi cette sensibilisation. Globalement les familles des deux types de localité ont une bonne connaissance des moments opportuns du lavage des mains, avec une meilleure connaissance pour les localités touchées par la sensibilisation PHAST :

- Se laver les mains avant de manger : 73 % des familles touchées connaissent ce moment contre 52 % des familles non touchées ;
- Se laver les mains après la défécation : 92 % des familles touchées contre 71 % des familles non touchées ;
- Se laver les mains avec du savon ou des cendres : 96 % des touchées contre 67 % des non touchées.

En revanche la différence entre les deux types de localités par rapport à la connaissance complète c'est à dire les familles sachant répondre aux trois questions est beaucoup plus marqué. Ainsi, 64 % des familles ayant suivi le cycle PHAST savent répondre correctement aux trois questions contre 25 % pour les localités non touchées (source : rapport annuel HAE Thomonde 2016). La sensibilisation PHAST a donc un impact sur la connaissance des bonnes pratiques d'hygiène.

La sensibilisation au niveau des écoles

A Juanaria, le programme scolaire et le programme HAE se sont associés lors des formations des maîtres prévus par le programme scolaire, pour dispenser des formations à l'hygiène par l'équipe HAE. Cette mutualisation des formations a permis à un grand nombre de maîtres d'être formés, permettant la diffusion des messages d'hygiène auprès des élèves. Cette stratégie a permis de

toucher plus de 1 124 élèves à Juanaria en un an. **Cette méthode a donc eu un impact important et il est encouragé de la reproduire dans les prochains programmes.**

6.5 Durabilité

6.5.1 Durabilité des ouvrages

Dans quelle mesure les infrastructures collectives (eau) ou individuelles (assainissement) réalisées par le programme sont-elles durables et vont contribuer de façon durable à l'amélioration de l'accès aux services de base ?

Infrastructures collectives : eau

De manière générale, IA privilégie les adductions courtes et la construction d'ouvrage (boîte de captage et borne fontaine) simple afin d'en limiter et faciliter l'entretien. Ce type d'ouvrage est en théorie mieux adapté au capacité technique et économique des ménages de la zone.



Figure 10 : Borne fontaine de réseau de Seipet

La qualité de conception et de construction des ouvrages est un élément important de durabilité. En effet, dans le cas contraire ces ouvrages deviennent alors générateurs de frais de maintenance et de réparation ne pouvant pas être couverts par les cotisations volontaires (Inter Aide 2015b).

Les captages visités présentent des niveaux de qualité variable de conception et d'exécution (entretien avec AT). Par exemple, il n'a pas pu être déterminé si le captage de Los Kakaos dispose d'un trop plein, ce qui peut être source de dommages sérieux (Portal et Bonneville 1998).

Concernant l'exécution et plus particulièrement la fouille des tranchées, la profondeur de ces tranchées exécutées bénévolement par les ménages (ALV) ne dépasse pas 40 cm généralement (entretien avec AT) or, pour des questions de durabilité, il est

recommandé par la DINEPA une pose de canalisation entre 1 mètre et 1,50 mètre (DINEPA République d’Haïti 2013). La profondeur de pose des canalisations peut également permettre d’en assurer la durabilité en évitant la casse des tuyauteries lors du bêchage des champs par exemple (cas du réseau de Zabricot construit par le MSPP). Le PEHD, en raison de sa souplesse (pose facilitée), d’une meilleure résistance que le PVC et bien que plus coûteux, est privilégié, à raison, par IA pour les réseaux d’adduction. Il n’est néanmoins pas certain que la seule robustesse du PEHD pallie la faible épaisseur d’enrobage et assure une bonne durabilité du réseau.

La durabilité d’un ouvrage étant étroitement liée à la qualité d’exécution, il semblerait que la forte demande de contribution (ALV), à Juanaria, a limité la possibilité d’investir suffisamment dans le réseau pour lui assurer une qualité d’exécution optimale (entretien AT). Cette qualité initiale de conception et d’exécution permet en théorie de repousser la survenue d’une première panne ou casse.

Si l’appropriation des ouvrages est nécessaire pour assurer un entretien et améliorer la durabilité de l’ouvrage, cette seule motivation peut ne pas être suffisante au regard des coûts de maintenance (Inter Aide 2015b). Lors de la visite terrain à Juanaria, seul un comité a déclaré récolter une cotisation de 50 HTG/famille, au moment des récoltes c’est à dire deux fois par an, pour les 13 familles s’approvisionnant en eau au captage (Pisèbef). La somme récoltée par an s’élève donc à 1 300 HTG. Financièrement parlant et malgré une organisation autour du captage, il paraît donc difficile pour les comités d’assurer le remplacement des canalisations.

Dans ces conditions et aux regards des expériences d’IA (Inter Aide 2015b), une discussion pourrait être menée en interne pour évaluer l’opportunité d’investir d’avantage²⁴ ou de réduire l’ALV afin de s’assurer d’une bonne qualité d’exécution des ouvrages. La qualité technique de l’ouvrage est une condition forte pour la pérennité des ouvrages. Les éléments de gestion sont développés au point suivant.

Infrastructures individuelles : assainissement

Dans la stratégie d’IA, la durabilité de l’assainissement familial pour IA est envisagée à travers la durabilité de la dalle béton et de son utilisation, c’est-à-dire de son déplacement. D’après l’enquête menée dans les Cahos en 2017, après 7 ans d’utilisation en moyenne, sur les 87 foyers dont la fosse était pleine, 56 dalles (64 %) ont déplacé leur dalle et 5 dalles (6 %) ont été cassées lors du déplacement. L’important ratio de dalle déplacée confirme le maintien du comportement, à savoir disposer et utiliser une latrine. Par ailleurs, le faible ratio de dalle cassée lors du déplacement, moment critique pour la dalle, montre que la dalle béton résiste bien au déplacement. Lors de la visite de terrain à Juanaria des actions de déplacement (fouille en cours) ont été



Figure 11 : Exemple de latrine avec kay

²⁴ IA privilégie déjà les canalisations en PEHD.

observées.

Il a pu être remarqué sur terrain que les nouveaux arrivants dans la zone n'ayant pas eu accès au programme ont quand même construit une latrine, en bois généralement. La pression sociale et/ou le niveau de sensibilisation de la zone pourrait être des éléments d'explication. Il serait intéressant de continuer à analyser cette dynamique pour l'évaluer au départ définitif d'IA.

La dalle en béton, au contraire de la dalle « traditionnelle » (fabriquer avec les matériaux à disposition, généralement en bois) permet donc au ménage d'utiliser la latrine sur une période plus longue. Les latrines auto-construites par les ménages suite à des programmes de type ATPC ou ACAT souffrent de dégradation pouvant être rapide (fréquence < 2 ans) qui, en absence d'accompagnement ou découragement des ménages (fréquence de maintenance jugée trop élevée) peut amener à un retour à la défécation à l'air libre (Tyndale-Biscoe, Bond, et Kidd 2013).

La dalle bombée en béton permet donc de dépasser le problème de durabilité à moyen termes lié aux dégradations rapides par l'apport d'une solution technique plus robuste.

Quels sont les facteurs qui peuvent affaiblir l'appropriation et le risque de fragilisation des résultats (retour à la DAL) ?

Dans l'enquête de déplacement des dalles (Métois, Hodgkinson, et Petitpierre 2017) l'abandon des latrines concerne 11 % des ménages dont 3 % en raison de la casse de la dalle et 8 % pour « autres raisons que problème de dalle ». Cette étude ne renseigne pas ces autres raisons néanmoins un petit pourcentage, 2 % des ménages au total ou 19 % des foyers n'ayant plus de dalles, ont remplacé leur dalle cassée par une latrine traditionnelle. Ce comportement a été observé lors de la visite notamment en cas d'installation d'un nouveau ménage.

Ainsi, une des limites identifiées par IA est la durabilité de l'offre locale de construction de dalle. Les programmes semblent avoir créé une dynamique d'équipement, les ménages construisent au minimum des latrines traditionnelles là où précédemment ce comportement était peu observé (entretien RP Juanaria), mais pour être durable cette demande doit rejoindre la réalité d'une offre locale (coût de production). La durabilité de l'offre est traitée au point suivant.



Figure 12 : Latrine "traditionnelle"

6.5.2 Durabilité des organes de gestion

Les modalités de gestion de maintenance et d'entretien des ouvrages sont-elles pérennes ? Les structures communautaires (« agents captages ») ont-elles les compétences et les moyens nécessaires pour assurer les coûts de maintenances ?

Trois captages sur cinq visités ont un comité d'usagers actif dont les statuts ont tous récemment été signés (documents vus lors de l'entretien OREPA Centre) :

- Pour les captages de Los Kakaos et Selpet, les comités initialement formés se sont depuis désengagés faute de réalisation de l'adduction jusqu'à respectivement Régalis et Dozepeng, cf. chapitre Cohérence Interne du programme.
- Dans le cas de Pisèbef et Demahague, captage proche du centre des communautés, les deux comités et l'agent captage sont toujours actifs. Par exemple, à Demahague, le comité a acheté un sac de ciment pour faire face à un problème d'envasement de la boîte de captage. A Pisebef, l'agent captage a rapporté qu'une cotisation régulière a été mise en place. Ainsi, ces initiatives montrent une bonne appropriation des ouvrages sans toutefois permettre de faire face à tous les problèmes rencontrés cf. chapitre Durabilité des ouvrages.

L'évaluation des captages réalisée par Inter Aide (2015a) et les visites à Juanaria mettent en perspective le lien entre proximité du point d'eau par rapport à la communauté et son état de fonctionnement, en particulier pour les agents de captages actifs dont les boîtes de captages sont celles qui se trouvent sur leur terrain ou à proximité immédiate. Il apparaît alors que les comités d'usagers ou au minimum, l'agent de captage devraient être formés dépendamment de la source à captée, c'est-à-dire au plus proches de celle-ci.

Différents types d'accompagnement des comités sont réalisés par Inter Aide ayant pour objectif une autonomisation des comités pour l'entretien et la maintenance des réseaux. Concernant ce dernier point, il paraît difficile de mettre suffisamment en compétence un agent de captage, c'est à dire en capacité de réparer différent type de panne, notamment en absence de travaux pratiques. A titre d'exemple, la formation des boss maçons du programme est faite sur plusieurs années, avec un suivi continu d'IA et une importante pratique. Ainsi ces occasions concrètes sont profitables pour assurer des formations efficaces, ce qui a par exemple été le cas pour les réparations du réseau à Demahague, par le comité avec le soutien technique d'IA.

Est-ce que le programme a permis un rapprochement entre comités-communautés et TEPAC ? Que peut-on envisager de plus d'une telle collaboration dans ces zones enclavées ?

Indépendamment du travail de mise en place et de formation de ces comités, un accompagnement est nécessaire sur le long terme. IA de par son statut et de ses activités, n'a pas vocation à rester indéfiniment auprès de ces communautés.

Il existe au sein de la DINEPA des statuts pouvant s'appliquer aux ouvrages financés par IA (DINEPA République d'Haïti 2011). Ces comités de point d'eau (CPE) sont au minimum formé d'un président, d'un trésorier et d'un agent technique ce qui a été fait dans les comités mis en place par IA.

Inter Aide, dans son approche et dans un souci de pérennité, a accompagné la reconnaissance des comités d'usagers auprès de l'OREPA Centre. La reconnaissance de ces comités sans l'intervention d'Inter Aide aurait été impossible notamment parce que :

- Les statuts des comités de point d'eau sont rédigés en français ce qui constitue une barrière pour les membres de ces comités. Une traduction avait été lancée au niveau de la DINEPA sans suite. Lors de l'entretien, l'OREPA Centre a indiqué être intéressée par une traduction du document par IA si souhaité ;
- Les difficultés d'accès à ces zones limitent l'intervention du personnel de l'OREPA là où le programme d'IA a permis un rapprochement intéressant des comités. Une formation des comités a ainsi pu être organisée par la TEPAC.



Figure 13 : Visite de la TEPAC à Regalis, source : Inter Aide

L'OREPA Centre a de son côté estimé que la signature des statuts des CPE était un important point de départ pour un appui futur. En effet cette reconnaissance et un système de cotisation local efficace permettrait à l'OREPA d'intervenir à la demande des CPE lors de difficultés rencontrées (don de tuyaux, robinetterie..., si disponible dans les stocks).

Si la collaboration entre OREPA/TEPAC et CPE semble limitée à cause des déplacements longs pour se rendre dans ces zones reculées, l'OREPA/TEPAC s'est néanmoins exprimé sur la possibilité de répondre à la demande et de rencontrer les CPE à Hinche lors de leurs éventuels déplacements dans la ville.

Il serait donc intéressant d'encourager les CPE à garder contact avec la TEPAC.

Cette dynamique d'échange pourrait être promu tout au long du programme par Inter Aide afin que celle-ci reste ancrée après la fermeture du programme.

6.5.3 Durabilité de l'offre locale de fabrication de dalle

Quelles sont les solutions envisagées pour permettre de déployer une offre locale de maçons, visant une continuité de l'action au-delà du projet (adéquation avec les besoins et les orientations nationales, demande suffisante...) ? Sont-elles adaptées ?

A Juanaria l'équipe de boss maçons est composée de 10 maçons et 3 apprentis. Ces maçons ont été formés tout au long du programme à la construction de dalles bombées. Un focus group avec une partie de ces boss à Juanaria et un entretien individuel avec les boss de Thomonde ont été réalisés afin d'échanger sur la durabilité de leurs services.

Si les compétences restent disponibles dans la zone il sera difficile pour les boss de se déplacer dans d'autres localités en raison de la concurrence sur place.



Figure 14 : Focus group avec les boss maçons

A la fermeture d'un programme, le besoin existe toujours localement, ne serait-ce que pour les dalles cassées à remplacer ou les nouveaux arrivants. Au moment du focus group, un seul maçon a réalisé une dalle bombée hors du programme d'IA dans la périphérie de Hinche. A Thomonde, deux dalles ont été construites hors programme à Mirebalais dans la famille d'un des boss et une dalle a été construite hors programme à Baille Tourible : la personne étant pressée d'acquiescer une latrine, a préférée passer en direct avec un boss plutôt que d'attendre le processus du programme.

D'après l'enquête menée dans les Cahos en 2017, 11 % des familles ayant perdu leur

dalle (cassée ou tombée dans le trou) n'ont pas refait de dalle bombée et utilisent soit des latrines traditionnelles (19 %) ou sont retournés à la pratique de la défécation à l'air libre ou utilisent la latrine du voisin (81 %).

Il existe donc un frein à la concrétisation de la demande. En effet, certains boss maçons ont rapporté avoir été approché par des ménages désireux de s'équiper d'une dalle bombée cependant les démarches non pas abouties à priori pour des raisons économiques.

Lors des rares cas de vente de dalle, les prix rapportés étaient compris entre 150 et 500 HTG. Ce prix n'est pas très éloigné de ce qu'a coûté la contribution demandée par IA estimée à 400 HTG (Lalaude-labayle 2014).

Le prix d'une dalle estimé par IA, hors mobilisation pour la vente est quant à lui estimé à environ 1850 HTG y compris salaire pour le boss²⁵ (sans ALV et pour la commande d'une dalle).

Dans ces conditions, il n'est donc pas possible pour les boss de développer une offre. Les prix de vente pratiqués et/ou les modalités d'action actuelles (marché tronqué par les conditions d'accès aux dalles lors des programmes) ne permettent donc pas d'assurer la continuité du service par le secteur privé. La prise en charge de ce service par le secteur public a été évoquée lors de l'entretien avec la directrice de l'assainissement de la DINEPA.

En absence de solution économique, il serait intéressant de former les boss maçons sur la réalisation de dalle avec les matériaux locaux qui correspondrait plus au "marché" en place avant l'intervention d'IA c'est-à-dire les dalles en bois (estimer entre 500 et 1000 HTG) mais plus robuste que les simples modèles obtenus avec l'ATPC.

À l'inverse, dans les zones où les ménages peuvent être plus aisés (Bas Juanaria, Thomonde), il serait intéressant de former les boss à la construction d'autre type de dalle et accessoires (siège par exemple, beaucoup demandé à Thomonde suite au programme de CLM qui fournissait des latrines avec siège) afin qu'ils puissent répondre à une demande se rapprochant plus du pouvoir économique du ménage/client.

Inter Aide forme des boss maçons locaux capables d'équiper les ménages pendant et après le programme²⁶. Cependant, ces boss maçons ne semblent pas être formés et ni intéressés aux activités de marketing, ce travail étant, dans le cadre du programme d'Inter Aide, réalisé par les animateurs (source entretien boss maçon). Il serait donc intéressant de sélectionner et former des boss intéressés par le côté marketing du business²⁷.



Figure 15 : Siège ajouté à la dalle bombée IA

²⁵ Feuille excel de calcul du prix des dalles – source IA mis à jour avec le tarif journalier des boss : 1000 HTG

²⁶ Des outils sont remis aux boss à la fin du programme

²⁷ A noter qu'un autre programme d'IA – « ASPAR – Appui au Secteur Privé de l'Assainissement Rural » visera, en collaboration avec la DINEPA, à renforcer la formation des boss maçons tant sur le plan technique que commercial. Le principe étant qu'ils proposent leurs services aussi aux familles plus monétarisées, ce qui permettrait de maintenir une offre de service de construction de latrines, s'adressant à un public plus large. La formation comprend notamment la possibilité pour ces maçons de réaliser un panel plus large de types de latrines, ainsi que des accessoires (siège, ...) afin d'augmenter le catalogue de service.



7. CONCLUSION

Cette évaluation externe s'intéresse aux deux programmes Hygiène, Assainissement et Eau menés par Inter Aide dans les zones de Juanaria et Thomonde, respectivement démarrés en 2013 et 2015. La présente période d'évaluation concerne la période de janvier 2017 à décembre 2018 bien que considérant ces programmes dans la stratégie globale d'environ sept ans propre à IA et dans leurs temporalités spécifiques. Le programme de Juanaria était en phase de clôture au moment de l'évaluation tandis que le programme de Thomonde était toujours en cours.

Ces zones, rurales et reculées, présentaient des taux d'accès aux services de base très faibles, en deçà des moyennes nationales et qui, aux regards du nombre de cas suspect de choléra en 2015 et 2016, justifiaient pleinement une intervention.

Les objectifs des programmes étaient bien proportionnés par rapport aux besoins identifiés mais les résultats obtenus sont variables selon les activités. Atteintes ou en voie d'être atteintes pour les sensibilisations à l'hygiène des familles et en milieu scolaire ainsi que pour la couverture en assainissement familial, les activités relatives à l'accès à l'eau n'ont pas eu le succès escompté malgré le changement stratégique lié à la promotion du traitement de l'eau à domicile (TED). Les programmes présentent néanmoins des taux de TED plus élevés que ceux mesurés au niveau national.

Le choix stratégique de faire la promotion du TED est intéressant mais demandera une réflexion sur la faisabilité d'obtenir le taux d'accès à l'eau potable escompté par ce seul moyen dans l'état actuel des produits à disposition, du marché et des pratiques fortement impactées par le don. A court terme, ce changement de comportement n'apparaît pas évident mais doit être poursuivi en lien avec la stratégie nationale C-TED. Les ouvrages réalisés dans le cadre du programme apportent un gain immédiat sur l'accès à l'eau (qualité et temps de collecte sur place) qui, au vu des montants investis, est tout à fait acceptable et pertinent. Il serait alors intéressant de conserver la stratégie visant à multiplier les petits aménagements couplés au C-TED afin d'atteindre les objectifs escomptés. Dans certains cas spécifiques, le marché de Regalis par exemple, un investissement additionnel aurait pu être consenti pour améliorer localement l'accès à l'eau. Ce type d'ouvrage nécessiterait de la part d'IA une réflexion sur les niveaux d'efforts à demander aux populations afin de trouver un équilibre entre niveau économique des ménages, c'est-à-dire la mobilisation possible pour la construction d'ouvrage, et une appropriation minimale des ouvrages.

Le volet assainissement des programmes présente des résultats très intéressants à court terme (augmentation de la couverture) et pourrait avoir eu un impact sur le comportement des ménages dans la zone (déplacement des dalles et équipement de toilettes traditionnelles chez les nouveaux arrivants). Une étude approfondie serait nécessaire afin d'identifier, mesurer et analyser ces changements. Les motivations premières des ménages à s'équiper permettraient certainement d'améliorer l'efficacité de la stratégie et des messages de communication.

Une collaboration plus étroite avec l'OREPA Centre et la DINEPA est nécessaire pour articuler, sans attendre davantage, le modus operandi d'IA vis-à-vis de certaines orientations stratégiques nationales (zéro subvention) et dans la volonté commune de participer à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable n°6. Plus spécifiquement, un rapprochement pourrait permettre d'élargir la réflexion quant à la continuité des services proposés par les boss pour la fabrication de dalles et d'accessoires, ou plus généralement la durabilité de l'accompagnement des ménages pour l'assainissement, au bénéfice global de la population et du secteur en Haïti.



8. RECOMMENDATIONS

8.1 Assainissement

N°1: Articuler la stratégie d'intervention IA avec la stratégie nationale assainissement :

Il est primordial qu'IA entame des discussions avec la DINEPA et l'OREPA Centre pour échanger²⁸ avec ces institutions sur un modus operandi assainissement et si nécessaire, de son adaptation au contexte particulier des zones des milieux très reculés.

N°2: Approfondir la capitalisation sur les changements de comportement – Assainissement :

Les programmes d'IA présentent des retours d'expériences intéressants qu'il conviendrait d'approfondir et mesurer afin de disposer d'éléments concrets lors des échanges IA/DINEPA (cf. recommandation N°1).

Il serait par exemple intéressant d'étudier le niveau économique des ménages de la zone ainsi que les motivations qui les ont poussés à s'équiper puis à déplacer ou non les latrines en réaction aux actions de sensibilisation du programme.

Il est donc recommandé de continuer ces efforts de recherche et de capitalisation et notamment d'essayer de comprendre pourquoi les ménages ont voulu intégrer le programme tant pour l'eau que pour l'assainissement.

N°3: Elargir l'offre de service des boss maçon

Il serait intéressant de former les boss maçons sur la réalisation de dalles avec les matériaux locaux qui correspondraient plus au "marché" en place avant l'intervention d'IA c'est à dire les dalles en bois (estimées entre 500 et 1000 HTG) mais plus robustes que les simples modèles obtenus avec l'ATPC.

A l'inverse, dans les zones où les ménages peuvent être plus aisés, il serait intéressant de former les boss à la construction d'autre type de dalles et accessoires (siège par exemple) afin qu'ils puissent répondre à une demande se rapprochant plus du pouvoir économique du ménage/client. Cette recommandation est en réflexion au niveau d'IA avec le projet ASPAR.

N°4: Renforcer le travail de sensibilisation pour la construction et l'entretien de la kay

Au regard de la stratégie nationale assainissement, il est recommandé de renforcer le travail de sensibilisation pour la construction et l'entretien des kay.

8.2 Eau

N°5: Mener une réflexion sur la programmation du volet Eau

Il serait opportun de démarrer les activités relatives au volet eau plus en amont dans le programme afin de permettre un temps d'accompagnement des CPE sur une période plus longue, exemple : comité de Demahague nécessitant un accompagnement technique pour réparer le réseau. Ce temps plus long peut éventuellement être obtenu par une assistance technique post-projet si nécessaire.

Les « animations source » pourraient démarrer avant l'atteinte des 80% de couverture en assainissement par exemple.

²⁸ Suite à la restitution de l'évaluation à Versailles en Décembre, une réunion entre IA et la DINEPA a eu lieu en février 2019 en vue de discuter de la stratégie mise en place par IA dans les zones reculées des mornes.

N°6: Maintenir un mixte de réponse pour améliorer l'accès à l'eau potable – maintenir l'activité captage

Les ouvrages réalisés par IA étant financièrement raisonnables, même pour 30 ménages, ils permettent une amélioration avec un effet immédiat et dans des conditions de durabilité mieux maîtrisées. Il serait nécessaire de poursuivre les activités de captage, au minimum pour les lieux les plus stratégiques, en parallèle du travail sur le C-TED.

N°7: Mener une réflexion interne sur l'opportunité de l'ALV

Dans un souci de cohérence interne entre les activités, IA pourrait mener une réflexion sur la contribution des familles au regard des activités du programme mais également des ressources et du niveau économique des ménages.

Dans ces conditions et au regard des expériences d'IA, une discussion pourrait être menée en interne pour évaluer l'opportunité d'investir davantage ou de réduire l'ALV afin de s'assurer d'une meilleure qualité d'exécution des ouvrages. La qualité technique de l'ouvrage semble primer sur la qualité d'accompagnement à la création et la mobilisation d'un comité, agent captage ou autre organe de gestion, pour la durabilité des ouvrages.

N°8: Encourager la mise en contact CPE / OREPA-TEPAC

Si la collaboration entre OREPA/TEPAC et CPE est limitée du fait des déplacements longs pour se rendre dans ces zones reculées, l'OREPA/TEPAC s'est néanmoins exprimé sur la possibilité de répondre à la demande et de rencontrer les CPE à Hinche lors de leurs éventuels déplacements dans la ville.

Il est donc intéressant d'encourager les CPE à garder contact avec la TEPAC.

Cette dynamique d'échange pourrait être promue tout au long du programme par Inter Aide afin que celle-ci reste ancrée après la fermeture du programme.

8.3 Suivi et outils de suivi des programmes

N°9: Harmoniser les Bases de données

Les bases de données pourraient être harmonisées afin de faciliter les échanges avec le siège et entre programmes ainsi que les formations relatives aux bases de données lors des passations de RP.

N°10: Mettre en place une solution de collecte mobile des données

Etant donné le volume de données collectées (exemple du suivi individuel), la relative stabilité des formulaires et le besoin quasi quotidien (travail des animateurs), des solutions de collecte mobile des données seraient intéressantes à envisager pour libérer du temps de la responsable de programme. Ce temps pourrait ainsi être alloué au suivi qualité des activités ou au pilotage plus généralement du programme.

N°11: Mettre à jour le Cadre Logique

Afin de ne pas minimiser les résultats obtenus dans les différentes zones la temporalité des différentes zones touchées devrait apparaître de façon plus nette dans le cadre logique (avenant ou autre forme d'accord avec le bailleur).

Les résultats sont inférieurs à ce qui était prévu mais reflètent néanmoins le changement de stratégie opéré par IA pour privilégier le C-TED.

Il serait opportun de clarifier davantage le Cadre Logique et ses objectifs en y inscrivant la stratégie TED et en révisant les résultats liés aux captages.

8.4 Hygiène et C-TED

N°12: Se rapprocher du CLIO-PEPA, groupe de travail C-TED

Dans l'état actuel des expérimentations connues des évaluateurs il est délicat de proposer des recommandations opérationnelles pour les programmes. Le choix fait de passer par les écoles pour faire la promotion est a priori un axe de travail intéressant. De même le modèle de promotion en porte-à-porte par les animateurs est semble-t-il un levier efficace et pourrait continuer d'être expérimenté par IA.

Il existe notamment un groupe de travail au sein du Cadre de Liaison Inter-ONG / Plateforme Eau Potable Assainissement (CLIO-PEPA) sur le traitement d'eau à domicile et le stockage sûr. Inter Aide, qui est déjà membre du CLIO, pourrait intégrer ce groupe afin d'échanger sur la thématique dans le contexte haïtien.

N°13: Systématiser l'intervention Hygiène et Assainissement dans les écoles

Au regard de la documentation de référence, ce volet HAE scolaire devrait donc être rattaché aux programmes scolaires d'IA et/ou systématiquement intégré dans ceux-ci.

A Juanaria, le programme scolaire et le programme HAE se sont associés lors des formations des maîtres prévues par le programme scolaire, pour dispenser des formations à l'hygiène par l'équipe HAE. Cette mutualisation des formations a permis à un grand nombre de maîtres d'être formés, permettant la diffusion des messages d'hygiène auprès des élèves. Cette stratégie a permis de toucher plus de 1 124 élèves à Juanaria en un an.

Cette méthode a donc eu un impact important et il est encouragé de la reproduire dans les prochains programmes.



ANNEXES

Annexe 1 - Références

- Banque Mondiale, La. 2014. « Pauvreté et inclusion sociale en Haïti: gains sociaux à petits pas », 1-12. [http://www.ihsi.ht/pdf/ecvmass/ecvmass_seuil/pauvrete et inclusion sociale en haiti francais.pdf](http://www.ihsi.ht/pdf/ecvmass/ecvmass_seuil/pauvrete%20et%20inclusion%20sociale%20en%20haiti%20francais.pdf).
- . 2018. « Databank ». 2018. <https://donnees.banquemondiale.org/pays/haiti>.
- DINEPA République d'Haïti. 2010. « Statuts du CAEPA », 1-15.
- . 2011. « Statuts du Comité de Point d'Eau », 1-14.
- . 2013. « Référentiel Technique National EPA ».
- . 2014a. « Document d'orientation stratégique pour l'assainissement en Haïti ». <https://www.dinepa.gouv.ht/strategie-nationale-de-l-assainissement/>.
- . 2014b. « Guide du facilitateur ACAT en Haïti, Approche Communautaire pour l'Assainissement Total ».
- . 2018a. « GUIDE des approches communautaires pour l'assainissement en milieu rural en Haïti - document de travail ».
- . 2018b. « présentation stratégie assainissement dinepa ».
- ESA Consultance. 2018. « Etude marché pour le traitement d'eau à domicile en Haïti ». https://www.esa-consultance.com/wp-content/uploads/C-TED-etude-marche_ESA_2018_FR.pdf.
- Gone Native LLC, Natural Resource Engineering Company, AMI Consulting Engineers PA, et Earthtech Engineering LTD. 2015. « Lafito Global – Port , Industrial Free Zone , and Power Plant Environmental and Social Impact Assessment This study was commissioned by GB Group SA and was conducted by : Natural Resources Engineering Company », <https://disclosures.ifc.org/#/projectDetail/ESRS/34593>.
- Hodgkinson, David. 2018. « Rapport d'activité 2017 pour l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ».
- Institut Haïtien de l'Enfance. 2017. « Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI) 2016-2017 ».
- Inter Aide. 2015a. « Bilan évaluation anciens captages », 1-14.
- . 2015b. « Evaluation captages zone Concert - Action », 1-22.
- . 2016a. « Cadre Logique ».
- . 2016b. « Dossier de demande de subvention pour 2 ans (10/2016 - 09/2018) à l'Agence de l'Eau Saine Normandie ».
- . 2017. « Enquête changements de comportements ».
- Jean-Phillipe, Raymon's Claude. 2017. « Rapport final d'évaluation du programme des Techniciens Eau Potable et Assainissement pour les Communes ». https://issuu.com/dinepa4/docs/rapport_final_d_evaluation_du_prog_.
- L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). 2012. « Population Totale, Population De 18 Ans Et Plus Menages Et Densites Estimes En 2012 ». Direction des statistiques demographiques et sociales, no 1:39-40. <https://doi.org/10.1007/s13398-014-0173-7.2>.
- . 2015. « Population totale, de 18 ans et plus - ménages et densités estimés en 2015 ». Direction des statistiques demographiques et sociales, 131. <https://doi.org/10.1017/CBO9781107415324.004>.
- Lalaude-labayle, Marie-pierre. 2014. « Évaluation des projets EHA de Boucan-Carré et Januaria ».
- MENFP. 2012. « Ligne directrice pour la Promotion de l'Hygiène en Milieu Scolaire Document Cadre ».
- Métois, Mathieu, David Hodgkinson, et Margot Petitpierre. 2017. « Synthèse des résultats «Ancrage de l'utilisation des dalles bombés après 7 ans» ».
- MINEFI. 2017. « Politique d'évaluation des activités de développement de la direction générale du Trésor ». <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/File/442132>.
- MSPP, et DINEPA. 2013. « Plan d'élimination du Choléra en Haïti ». Mspp. http://mspp.gouv.ht/site/downloads/Plan_elimination_du_cholera_2012_2022.pdf.

- . 2016. « Plan national d'élimination du choléra, Développement du moyen terme, 2016 - 2018 ».
- OMS, et UNICEF. 2017. Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation - Progress on drinking water, sanitation and hygiene: 2017 update and SDG baselines. <https://doi.org/10.1111/tmi.12329>.
- PATH. 2010. « Promoting household water treatment through local health workers in Vietnam ».
- Portal, Damien du, et Richard Bonneville. 1998. « Les trop-pleins », 1-3. <http://www.interaide.org/pratiques>.
- République d'Haïti. 2009. « Loi cadre portant organisation du secteur de l'eau potable et de l'assainissement ». Le Moniteur, no 29:1-12.
- Rochat, Pierre-Yves, Othale Blanc, et Frantz Chrispin. 2018. « Stratégie Nationale pour la Conservation et le Traitement de l' Eau à Domicile (C -TED) Version finale ».
- Samory, Pierre. 2017. « Analyses sur Les Sources ».
- Sawyer, Ron, Mayling Simpson-Hébert, et Sara Wood. 1998. « Manuel pas à pas sur PHAST: Une approche participative pour enrayer les maladies diarrhéiques », 135.
- TUFTS UNIVERSITY. 2013. « Commercial Bleach ("Klowòks"). Review and Recommendations ».
- Tyndale-Biscoe, Paul, Matthew Bond, et Ross Kidd. 2013. « ODF Sustainability Study », no December:181 pp.
- United Nations. 2015. « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015 70/1:38. http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&referer=/english/&Lang=F.
- Wagner, E G, et J N Lanoix. 1958. « Excreta disposal for rural areas and small communities. » Monograph series. World Health Organization.

ANNEXE 2. Comptes rendus d'entretien, de Focus Groups et d'observations

Entretien avec l'OREPA Centre

Le 28 novembre 2018, en présence de Nesly Gelin (Directeur de l'OREPA Centre), Guerline Riffort (TEPAC), Jean-Claude Jean-Louis (Responsable de l'ingénierie sociale eau potable et assainissement) et Alexis Wilbrod (Ingénieur responsable assainissement et chargé de planification et études techniques).

La zone est très inaccessible, pour se rendre dans cette zone, il faut y aller à pied ou à dos d'âne. Pour se rendre sur ces zones il faut alors compter minimum trois jours (une journée pour y aller, une journée pour travailler et une journée pour revenir). Ainsi le suivi hebdomadaire ou mensuel n'est pas possible, même le suivi téléphonique n'est pas possible à cause du réseau non existant dans ces localités. Cependant, des rencontres pourraient être envisagées lorsque les membres des comités d'usagers viennent au marché à Hinche (le mercredi ou le samedi).

Des interventions peuvent être réalisées dans ces zones en cas de problèmes (conflits sur les réseaux, panne, tuyaux cassés). La DINEPA peut aider les comités dans ce genre de situation à leur demande. La DINEPA peut aussi former des techniciens, ou encore prêter du matériel en cas de besoin de réparation.

En revanche, la DINEPA souhaiterait que les ménages paient l'eau pour assurer l'entretien des ouvrages et pouvoir payer en cas de réparation. Ainsi, si les ménages paient l'eau il sera plus facile pour l'OREPA d'intervenir en cas de casse. Il est aussi important que les comités formés signent les statuts pour qu'ils soient reconnus par la DINEPA, et pour que la DINEPA puisse intervenir sur les ouvrages en cas de problème ou aider les comités. Cette initiative a donc été saluée par la DINEPA, et les statuts sont en cours de traduction en créole au niveau de la DINEPA.

Le travail sur l'assainissement est déjà au niveau des OREPA, un chargé d'étude et planification a donc été recruté pour s'occuper du volet assainissement. Un plan pour l'assainissement est actuellement en cours d'élaboration au niveau de l'OREPA. Le programme ACAT « approche communautaire pour l'assainissement total » sans financement est actuellement élaboré et mis en œuvre par l'équipe de l'OREPA. Grâce à cela, les ménages sont sensibilisés pour construire leurs propres latrines selon leurs moyens. Le zéro subventionnement est jugé comme normal. En effet, si les ménages ont les moyens de construire leurs maisons ils ont alors les moyens de construire leur latrine sans subventionnement. Il n'est donc pas normal que les ménages attendent l'aide d'une ONG pour construire leurs latrines. Pourtant en zone rural, la DINEPA sait qu'il existe toujours ce genre de programme qui devrait être suspendus. En revanche, la subvention de bloc sanitaire est autorisée étant donné que ces infrastructures se trouvent dans des lieux publics. De plus, ces blocs sanitaires devraient être tous équipés de toilette flush afin d'éviter les problèmes d'entretien et de mauvaises odeurs.

Les principales activités de l'équipe en charge de l'assainissement au niveau de l'OREPA sont de déployer l'ACAT notamment via les écoles, les responsables communautaires... De plus, il y a actuellement la construction de bloc sanitaire avec des systèmes de lavages de main dans les lieux comme le marché, les écoles...

L'OREPA peut proposer des formations aux équipes d'IA pour l'approche ACAT, afin notamment de comprendre la méthode et la stratégie mise en place. Ces formations peuvent être réalisées à la demande d'IA. IA est aussi vivement sollicité pour participer aux réunions de

coordinations et de planifications à l'OREPA. Une invitation aux responsables de programme d'IA laissé sans réponse avait été envoyé afin de participer à l'élaboration du plan annuel de l'OREPA. Suite à la réunion du responsable de programme d'IA avec le directeur de l'OREPA, les programmes d'IA sont mieux compris.

Entretien avec la directrice de l'assainissement de la DINEPA

Le 3 décembre 2018, réunion avec Edwige Petit, directrice de l'assainissement au sein de la DINEPA.

A propos de la dalle bombée réalisée par IA

La dalle bombée réalisée par IA est très intéressante d'un point de vue économique. En effet, elle est certainement la moins chère sur le marché. Il serait intéressant de former des boss maçons à la technique de construction de la dalle afin de pouvoir la diffuser dans les zones urbaines ou périphériques, où les ménages ont les moyens de se payer ce type de dalle en béton.

A propos de la stratégie nationale de l'assainissement

La stratégie nationale de l'assainissement et notamment le zéro subventionnement vise à lutter contre l'attentisme. Ainsi la DINEPA préfère que les ménages construisent leurs latrines avec les moyens du bord quitte à ce qu'elles soient construites en matériaux moins durables. Cette stratégie comporte aussi quelques inconvénients. En effet, ces latrines ne sont généralement pas très solides et réalisées avec des matériaux non durables. Ainsi, par exemple lorsque la dalle s'effondre dans la fosse après 1 ou 2 ans d'utilisation, il peut être difficile de reconstruire une autre latrine par manque de motivation.

A propos du programme d'IA

IA ne respecte pas la stratégie nationale de l'assainissement et leur projet ne permet pas de lutter contre l'attentisme à cause du subventionnement de la dalle. Edwige Petit serait intéressée de parler avec les responsables d'IA sur la stratégie d'IA et sur leurs résultats.

Entretien avec l'assistant technique d'Inter Aide

Le 15 et 30 Novembre 2018, entretien avec Gilles Loret, assistant technique d'Inter Aide.

A propos du programme

La priorité du programme est la construction de latrine. Un nouveau projet ASPAR est en train de voir le jour pour une professionnalisation des boss. Cependant pour développer un business, il ne faut pas que Inter Aide apparaisse.

A propos de l'assainissement

Il est difficile de créer un plancher en rondin (risque de fragilité). Et les dalles en bois ne sont pas nécessairement moins chères que les dalles béton. De plus, les ménages préfèrent le béton car plus moderne alors que le bois a un aspect plus vieux et est vu par les ménages comme un matériau pour les pauvres.

Le principal frein à l'acquisition d'une latrine familiale est l'éclatement des familles. En effet, il est difficile pour les ménages de réaliser une latrine alors qu'ils sont en train de quitter la zone.

Les ménages ne sont pas forcément là depuis longtemps, il n'y a pas beaucoup d'ancien lakou alors quel serait l'intérêt pour les ménages d'investir dans une latrine s'ils ne s'installent pas vraiment ?

Les ménages adhèrent au programme car le coût de la dalle est faible (en participation financière).

Le coût d'une dalle ronde est de 2 500 HTG max.

A propos de la sensibilisation à l'hygiène

La sensibilisation à l'hygiène pourrait poser des problèmes si l'animateur était externe à la localité, ce qui n'est pas le cas des animateurs recrutés par IA. Cependant, il faut faire attention parfois à la condescendance des animateurs.

A propos des captages

La réalisation de captage demande un travail important d'accompagnement par l'équipe sur le terrain afin de bien planifier les différentes étapes de réalisation. Ainsi, il est nécessaire de faire un travail d'analyse social sur tout le long de l'adduction avant de commencer les travaux.

Le travail communautaire n'existant pas en Haïti, il est très difficile de réaliser les captages avec un fort apport local, c'est pourquoi un long travail de préparation en amont doit être effectué.

Il serait intéressant de réaliser un diagnostic sur les captages en amont du programme pour pouvoir réaliser le nombre de captage voulu.

Si tout se passe bien, que les matériaux sont disponibles, il faut compter une semaine pour réaliser la boîte de captage, deux jours pour la réalisation d'une adduction de 50 m et quatre jours pour la réalisation de la borne fontaine.

Pour assurer une meilleure durabilité des ouvrages, la qualité d'exécution est primordiale. Cependant, dans le cas des programmes d'IA, elle est difficile à assurer notamment parce que les matériaux arrivent en trop petite quantité.

Il y a une appropriation de l'ouvrage si la population comprend que les ouvrages leur appartiennent.

A propos des boss maçons

Il y a très peu de boss professionnel avant le commencement du programme. Parmi les boss du programme, quelques-uns sont bons mais sont revenus car un nouveau programme d'IA était lancé sinon ils travaillent à l'extérieur : Hinche ; Thomonde ou La République Dominicaine.

La technique constructive locale est le bois, il y a très peu de maçonneries sauf pour les tombes.

Les boss sont aussi agriculteurs et cumulent les deux activités avec celle d'IA. IA leur permet d'avoir du cash.

Les boss sont payés par le programme tous les 15 jours sur le nombre de dalle faite.

- ZONE DE JUANARIA -

Entretien avec la Responsable de Programme (RP) de Juanaria
Le 25 novembre, avec Hélène responsable du programme HAE à Juanaria.

A propos de la stratégie et des objectifs

Modification de la stratégie dans le Bas Juanaria : IA a décidé de ne plus donner de tôle pour le toit de la latrine car il a été estimé que les ménages du Bas Juanaria étaient plus aisés et aux vues de leur proximité par rapport à la ville, il leur était plus facile de s'approvisionner en tôle.

La RP ne connaissait pas les lignes directives de la stratégie nationale de l'assainissement, ni l'ensemble des indicateurs du programme. Cependant, elle aurait été intéressée de les connaître afin de proposer des modifications de stratégie et aurait trouvé son rôle plus valorisant. Ne s'étant pas posée la question et n'ayant pas eu de sensibilisation par rapport à cela, il aurait été très difficile pour elle de faire ce travail car elle avait dès le début beaucoup d'activité à gérer et n'avait pas d'accès à internet pour faire des recherches.

Dans tous les cas le changement de stratégie en cours de programme semble difficile car les ménages n'ayant pas bénéficié des premiers contrats ne voudraient pas forcément participer au programme.

Il a aussi été mentionné que pour atteindre les objectifs il faudrait démarrer les activités sur tous les fronts en même temps (surtout commencer la partie eau en début de programme).

Les 100 HTG de caution ne sont pas forcément significatif. Il y a des reventes de dalle entre 150 et 500 HTG

En 2014, plus de 1000 latrines ont pu être construites suite à une épidémie de choléra.

L'appropriation de la latrine semble plus facile car c'est un bien individuel alors que l'appropriation du captage est plus difficile car communautaire.

Selon la RP de Juanaria il n'est pas possible de réaliser 16 captages en 2 ans, d'une part car il faut attendre que les localités soient assainies à 80 %, d'autre part car le suivi de la mobilisation communautaire est important.

Il y a eu 5 captages de réalisés en 5 ans, lors de son arrivée 5 captages étaient déjà en cours. Elle a pu raccorder l'eau pour deux d'entre eux, ainsi que former les comités d'usagers.

A propos des ressources humaines

La RP échange régulièrement avec le chef secteur, il y a une bonne communication. Le chef secteur vient aussi régulièrement en mission, une fois tous les trois à six mois.

Il est difficile pour les animateurs et l'équipe en générale de mener toutes les activités du programme. « Inter Aide a krazé le moteur du coordinateur ».

A propos des enquêtes/suivi individuel

Des enquêtes préliminaires ont été réalisées pour définir/découper les localités.

Le pourcentage des latrines est calculé sur les localités ouverte et non sur la zone.

Dans les enquêtes initiales seules les dalles béton sont comptabilisé comme ayant une latrine.

Il a été rapporté que « avoir du savon » n'était pas forcément un signe de lavage des mains. En effet, les ménages utilisent du savon pour laver les vêtements, pour le bain.

Le suivi-individuel ne devrait pas être refait dans les mêmes conditions qu'à Juanaria. Le suivi individuel testé à la fin du programme a été qualifié de très redondant pour les animateurs qui arrivant au bout de leurs efforts n'apportait pas forcément de résultats satisfaisants. Les résultats du suivi individuel sont donc à prendre avec précaution. De plus, les résultats de la première visite sont en général intéressants cependant par la suite il n'y a pas vraiment de changement de comportement.

Pendant ce suivi-individuel, le premier sujet abordé est la latrine puis le lavage des mains puis le TED. Si les ménages ne connaissent pas les messages liés à l'assainissement alors ils sont repris avec eux et donc parfois les animateurs n'ont plus le temps d'abordé les questions de traitement de l'eau à domicile.

Motivation des ménages pour le programme

Les ménages ne sont pas forcément intéressés que par le captage. En effet lors de la phase de sensibilisation, ils sont en premier lieu intéressé par la construction de latrine car l'ouvrage hydraulique leur semble trop loin.

A propos des formations

Les comités d'usagers sont formés à l'entretien des captages. Les messages passés sont les besoins en agent captage et les besoins en cotisation pour payer les réparations.

Trois statuts CAEPA/CPE sont en cours de signatures pour que les comites soient reconnus officiellement. Cependant l'intérêt n'est pas flagrant aux vues de la faible mobilisation que ce soit de l'OREPA, ou des TEPAC dans cette zone très reculée, l'OREPA n'est d'ailleurs venu qu'une fois en deux ans sur la zone. Il a été remarqué que les statuts n'étaient pas traduits en Créole ce qui rendait la tâche encore plus difficile. Il a d'ailleurs été demande à l'OREPA de les traduire.

A propos des latrines

Initialement, les ménages n'avaient pas de latrine, en générale les ménages allaient au raje.

La RP a énoncé des situations ou les ménages construisaient d'abord des latrines avant leur maison. Ce qui est selon elle, une preuve de la compréhension des messages passés lors de la sensibilisation et de la compréhension des ménages par rapport à l'importance des latrines.

Selon RP les ménages sont motivés pour avoir une latrine. En effet, la potentiel réalisation du captage étant trop loin, les ménages se concentrent sur les latrines dans un premier temps.

De plus les motivations des ménages pour acquérir une latrine résident dans :

- Le fait d'être abrité quand il pleut
- La protection pendant la nuit
- Une potentielle amende de la DINEPA pour ceux qui n'ont pas de latrines

A Salmori, 27 % de latrine Inter Aide. En effet les gens ne sont pas intéressés car ils ont déjà un twou a pou pou.

La durabilité n'est pas remise en cause car la dalle béton est solide, cependant celle-ci peut se fissurer s'il n'y a plus de superstructure la protégeant du soleil.

Les ménages paient pour la fouille du trou en général, ils ne souhaitent pas fouiller eux-mêmes. Le prix a augmenté de 750 à 1000 HGT pour une fouille d'environ 10 pieds.

La RP a estimé que la fabrication de la superstructure coûterait 5000 HGT.

A propos de la continuité du business des boss

Bien que les boss ne vivent pas de la construction de dalle bombée, ils peuvent ressentir une certaine fierté car ils ont le statut de boss, et son reconnu par la communauté comme tel.

Les potentiels clients pour les boss seraient les nouveaux arrivants ou les bénéficiaires ayant leur dalle dégradée. En effet si le programme n'a pas réussi à convaincre les ménages résidant dans la zone alors que la dalle est subventionnée il y a peu de chance que ces ménages paient pour une dalle plus tard.

D'après la RP, la revente de dalle reste pour l'instant anecdotique, elle a entendu que la revente de dalle se faisait entre 150 et 500 HGT.

A propos des sources/captages

Il existe un diagnostic/recensement des points d'eau et de leurs utilisateurs sur la zone et permet de cibler les sources pouvant faire l'objet d'aménagement.

La RP estime le temps de déplacement moyen pour aller chercher de l'eau à 15 minutes.

Il a été constaté que l'attente des ménages concernaient surtout le ciment car pour eux un ouvrage durable doit être en ciment.

Les captages pour lesquels 2 localités étaient bénéficiaires, le raccordement de la deuxième localité n'a jamais pu se faire car le travail communautaire est très difficile en Haïti.

Aux vues des résultats concernant les captages et de la faible implication de la communauté, il serait préférable d'accompagner la communauté à aménager sa source plutôt que de réaliser un captage, afin que la communauté puisse effectuer les réparations nécessaires. Une nouvelle activité a été initié à la fin du programme à Juanaria : l'animation source qui consiste à faire discuter les ménages des localités s'approvisionnant à une même source pour voir quel aménagement pourrait être réalisé. Cependant lors de l'animation source, les gens demandent simplement des sacs de ciments.

Les critères concernant la faisabilité des captages sont :

- La population desservie
- La quantité d'eau que peut fournir la source
- La qualité de l'eau de la source en saison sèche et saison des pluies

Les comités d'usagers sont formés de :

- Président
- Vice-président
- Secrétaire
- Trésorier

- Membres
- Agent captage (ce poste particulièrement pose un problème, car il n'est pas payé)

Aucun poste n'est payé. Il y a des problèmes de cotisation. Lorsqu'il y a une casse, il n'y a pas de réparation car il n'y a pas de connaissance. Exemple à Los Kakaos, il y a eu un sabotage suite à un problème entre deux localités.

Aucun membre des CPE ne sait lire, écrire, compter. C'est donc un problème pour les signatures. L'objectif de la signature des statuts est juste pour la reconnaissance auprès de l'OREPA. Les comités ne maîtrisent pas ce genre d'ouvrage jugé trop gros, l'entretien demeure donc difficile.

A propos du TED

Il a été remarqué par la RP que le traitement de l'eau était très compliqué car le dosage était mal maîtrisé. De plus, les ménages ne traitent pas leur eau pour plusieurs raisons qui peuvent s'expliquer suite à un surdosage, notamment :

- Le mauvais goût
- Le mal de ventre

La RP n'est pas convaincu par la stratégie TED, les ménages traitant l'eau ne sont pas nombreux.

A propos du programme HAE dans les écoles

Depuis 2017, quatre formations de tous les maîtres d'école lors d'une semaine de formation du programme scolaire IA.

Une évaluation dans les écoles a été menée en Octobre 2018 sur 14 écoles, et il y avait environ 60 % de connaissance des bonnes pratiques de l'hygiène.

Il y a un faible écart entre les écoles dont les maîtres ont été formés et les écoles dont les maîtres n'ont pas été formés. Les 60 % de connaissance est plus un niveau de base due aux autres formations du programme. Cependant, il n'y a pas de baseline sur la connaissance pour comparer.

Entretien avec le coordinateur et les animateurs

Le 26 novembre 2018, avec Casimir coordinateur du programme HAE de Juanaria et les animateurs Wisniel, Mileus, Enel, Ficien, Luné et Vital.

Motivation

La motivation des animateurs réside dans le fait qu'ils partagent les valeurs d'Inter Aide. Suite à une enquête réalisée par Inter Aide ils ont été convaincus pour travailler en tant qu'animateur. De plus les objectifs d'Inter Aide ont donné du sens aux actions envisagées car la zone était en pleine crise de choléra. Les ménages ne connaissaient pas vraiment les principes d'hygiène, d'assainissement ainsi que les méthodes de traitement d'eau à domicile.

Les animateurs ont été recrutés via des tests de connaissance sur les messages d'hygiène qu'ils ont réussis.

Stratégie d'Inter Aide

Inter Aide réalise en premier lieu une enquête sur la zone pour analyser les besoins de la zone en termes d'assainissement. Ces enquêtes sont réalisées après une demande faite par les leaders des zones que ce soit pour les latrines, les captages. Au début, la motivation des ménages se concentrait plus sur la construction d'un captage. Cependant après le déploiement d'IA dans la zone et les sensibilisations PHAST, alors les ménages ont commencé à être intéressés par les latrines. Les animateurs s'assurent toujours que chaque étape des sensibilisations PHAST soient suivies par les ménages avant d'engager la signature des contrats de latrine. Les animateurs s'assurent aussi que les matériaux soient bien sur place pour signer le contrat. Une caution de 150 HTG est aussi demandé aux ménages avant la construction de la dalle. Les animateurs ont fait remarquer qu'il y a deux périodes propices dans l'année pendant les récoltes du pois : entre Juin et Juillet d'une part et Novembre et Décembre d'autre part. Cette caution est restituée aux ménages si les ménages respectent leur contrat après 22 jours de suivi. Enfin, pour réaliser un captage, la zone doit être assainie à 80 %. Les ménages ont conscience de ce paramètre et les animateurs ne promettent jamais aux ménages un captage. Les modalités sont donc connues des ménages et ne leur posent pas de problème. En effet, les animateurs savent aussi que dans certaines zones il y a des sources mais que celles-ci ne sont pas captables car n'ont pas d'eau toute l'année. Suivi par le coordinateur, les animateurs ont un calendrier de travail et un cahier de suivi. Ainsi, le coordinateur regarde souvent dans quelles zones travaillent les animateurs. Des visites sont réalisées pour évaluer le travail des animateurs et voir si tout va bien. Les animateurs sont souvent félicités en cas de bon travail et quand il y a des erreurs le coordinateur est là pour les aider à corriger.

Assainissement

Les ménages ont construit leur latrine pour protéger leur santé. Les ménages ont remarqué qu'ils perdaient beaucoup d'argent quand un de leurs enfants tombait malade, ils sont donc motivés pour construire des latrines. Et ils sont d'autant plus motivés après une sensibilisation PHAST. Les latrines ont été construites dépendamment de leur moyen. En revanche, certaines familles n'aiment pas les dalles IA et préféreraient une dalle avec un siège car les dalles ne sont pas toujours confortables. Toutes les latrines n'ont pas de kay car les ménages sont plus occupés par leur activité génératrice de revenus c'est-à-dire la culture dans les champs. Afin de motiver les ménages pour la construction de latrine, les ménages sont regroupés par contrat de dix en général. Les leaders ont aussi aidé les animateurs dans leur travail de sensibilisation.

Avant l'intervention d'IA, il n'y avait pas beaucoup de latrine dans la zone, environ 5 maisons sur 100.

Hygiène

Les difficultés rencontrées le plus souvent lors de séances de sensibilisation est l'indisponibilité des gens dans la communauté du au travail dans les champs. De plus ce sont les ménages qui choisissent les dates et heures de rendez-vous.

Eau

Pour obtenir un captage, une demande est réalisée par les leaders de la zone après avoir atteint 80 % de couverture en assainissement. A la suite de cette demande, IA envoie ses animateurs sur le terrain pour rencontrer ces ménages, ensuite, une réunion est à nouveau organisée notamment pour prévenir de la nécessité de créer un comité. Si les ménages acceptent tous les termes du contrat, et qu'ils acceptent la contribution alors le captage peut être réalisé.

L'entretien du captage est sous la responsabilité du comité qui est en général composé de 5 personnes (Président, Vice-président, Trésorier, Secrétaire, Agent de captage). S'il y a un problème technique, comme une casse de tuyau par exemple, c'est au comité d'assurer les réparations étant donné que c'est le comité qui gère la caisse.

Les activités se poursuivent actuellement avec les sensibilisations au traitement de l'eau à domicile. Ce point n'est pas simple mais les animateurs font de leur mieux pour encourager les ménages à traiter leur eau de boisson. Ils font pour cela des sensibilisations en porte à porte et ils testent l'eau au pool tester pour vérifier que les ménages traitent bien leur eau. Il distribue aussi des posters aux ménages pour expliquer comment bien traiter l'eau, les dosages... Presque tous les ménages connaissent les lieux où ils peuvent se procurer les produits pour la chloration.

Relation avec les institutions

Il y a eu une visite de la DINEPA le 13 Aout 2018, c'était la première visite de cette institution dans la communauté. Il y a eu un vrai impact suite à la visite de la DINEPA pour l'équipe d'animateur et le coordinateur d'IA a rencontré le représentant de la DINEPA dimanche qui a dit réaliser deux captages dans les localités de Décidé et Abrio. Le coordinateur pense que c'est grâce à cette rencontre que la DINEPA a décidé d'intervenir dans ces deux localités et il pense aussi que la DINEPA interviendra bientôt à Régalis aussi.

Futur envisagé

A la fin du programme, certains animateurs pensent retourner à l'école pour faire des études supérieures, pour apprendre d'autres métiers et/ou faire du business. Certains quant à eux vont continuer à cultiver leur terre ou continuer à élever leurs animaux puisque c'est la seule activité de la zone.

Focus group avec les boss maçons

Focus Group avec les dix boss maçons du Haut et du Bas Juanaria : Claudener, Dorvil, Etienne, Fridner, Louimary, Lucner, Pirdoney, Saint Louis, Swarilis, Vilga.

Historique des boss maçons et des latrines traditionnelles de la zone

Les deux boss maçons présent dès le début du focus group, ils ont appris le métier de boss avec leur grand frère, l'un depuis les années 2000, l'autre depuis 2013. Ils ont commencé à travailler pour IA dès le début du programme en 2013. Tous les boss sont de la zone et ils souhaitent rester travailler dans la zone même s'ils ne sont plus boss maçon pour IA car ils ont des terres à cultiver. L'agriculture est leur principale source de revenu.

Avant l'intervention d'IA, les latrines traditionnelles étaient construites avec des dalles béton carrées pour les familles ayant les moyens ou en bois pour la plupart des ménages n'ayant pas les moyens d'acheter des dalles bétons. Pour ceux qui achetaient le bois pour réaliser leurs dalles, cela leur coûtait 500 HTG. En général le trou de la fosse était fouillé de forme carrée et pour les ménages ayant les moyens, la fosse est maçonnée à l'aide de bloc ou de pierres. La fouille coûte 1000 HTG ou 500 HTG si le ménage n'a pas les moyens. Les trous n'ont pas une profondeur standard dans la zone.

Il n'y a pas de dépôt de ciment ou de matériaux dans la zone. Les ménages doivent s'approvisionner à Hinche. Par exemple, pour un sac de ciment l'achat et le transport à mulet coûte entre 670 et 675 HTG.

Formation des boss maçons

Tous les boss maçons ont reçu une formation pour la construction de dalles bombées de la part d'IA. Certains connaissaient déjà le métier de boss maçons via leurs frères aînés.

Intérêt des boss maçons à travailler pour IA pour la construction des dalles bombées

Certains boss maçons n'avaient pas de travail en cours pendant le programme d'IA, ils ont donc vu le programme d'IA comme une opportunité.

Certains ménages ont approché des maçons pour la réalisation de dalle bombées hors programme IA. Une dalle a été réalisé du côté de Hinche par un des boss maçons du Bas Juanaria.

Les boss maçons ne pourraient pas se déplacer pour travailler dans d'autres zones que la leur car il y aurait des conflits avec les boss travaillant dans cette zone.

Selon les boss, les dalles sont de bonnes qualités et respectent les normes.

Le maximum de dalle que les boss maçons peuvent construire en une journée est de quatre. Ainsi les boss peuvent gagner entre 750 et 1000 HTG par jour dépendamment du nombre de dalles qu'ils arrivent à construire. Cette somme leur convient.

Difficultés

Les boss n'ont pas vraiment de difficultés à réaliser les dalles. Les conditions sont en général respectées par les ménages.

Le principal revenu des ménages vient de la culture à deux périodes de l'année. Ainsi, les ménages arrivent à économiser pendant les récoltes et à payer les dalles.

Certains boss travaillent aussi dans la construction de maison. Par exemple le prix d'une maison

avec deux chambres est de 15000 HTG pour un mois de travail. Les boss serait prêt à vendre la dalle bombée 1000 HTG si le propriétaire apporte les matériaux sur place (sable, ciment, eau).

Les boss font appels les uns aux autres en cas de gros chantier. Il n'y a donc pas vraiment de concurrence entre les boss maçons. Ils travaillent alors comme journalier à raison de 750 à 1000 HTG.

Futur envisagé par les boss maçons à la fin des programmes d'IA

Les boss maçons pourront continuer à construire des dalles à la demande grâce notamment au matériels fournis par IA à la fin du programme. Leur formation leur permettra de réaliser ces dalles bombées s'il y a des demandes des ménages. En revanche, ils n'ont pas envisagé d'aller démarcher de futurs potentiels clients. Si toutefois il y a des demandes émanant d'autres zones, les boss maçons pourront se déplacer. Etant donné que la couverture en assainissement des localités à la fin du programme est importante, les nouveaux clients seraient des nouveaux arrivant dans la zone ou des ménages ayant cassés leurs dalles. Les boss souhaiteraient revendre les dalles 1000 HTG. Cependant, ils pensent que les ménages n'auront pas les moyens d'investir autant d'argent dans une dalle. Dans le Bas Juanaria, les ménages auraient peut-être plus les moyens que dans le Haut Juanaria où les boss pensent que les ménages pourraient payer 200 HTG pour une dalle.

Observation - captage de Los Kakaos
Observation en date du 26 novembre 2018

Généralités

Turbidité de l'eau en sortie de BF	Non visible		
Activités aux alentours du captage/Risque de contamination	Présence d'habitation	Non	Il n'y a pas vraiment de périmètre de protection du captage à proprement parlé.
	Présence d'élevage	Non	
	Présence de jardin	Oui	
Source protégée	Il y a beaucoup de boue aux alentours de la boîte de captage. De plus la boue présente à l'intérieur de la boîte de captage laisse penser que celui-ci n'est pas entretenu.		

Boîte de captage : Oui

Matériaux robustes ?	En béton
Présence de fouille ?	Oui au niveau de la boue
Présence de dégradation ?	Non, mais pas d'entretien
Présence de zone boueuse ?	Oui
Matériaux porte boîte de captage adapté ?	Métallique (présence de rouille)
Présence d'infiltration au niveau de la porte ?	Non visible

Adduction gravitaire : Oui

Matériaux de l'adduction adaptés ?	Pas de trop plein visible Le PVC pour la distribution ne semble pas adapté car il est facilement cassable. Or le tuyau passe à travers un champ, il peut donc facilement être endommagé.
Présence de fourreaux pour la protection de la conduite ?	Conduite enterrée
Position des tuyaux respectées - Vidange : au ras de la dalle - Adduction : 1/3 ou juste au-dessus de la vidange - Trop plein : juste au-dessus de l'adduction ou max 1/3 du niveau de l'émergence	Oui
Exutoire de la vidange et du trop-plein suffisamment loin du captage pour ne pas risquer l'érosion des fondations ?	Non
Présence de fuite ?	Probablement
Présence de zone boueuse ?	Oui sur la droite du captage

Brise charge : Non

Boite de répartition : Non

Réservoir : Non

Borne fontaine : Oui

Matériaux robustes ?	Oui en béton et protection du béton par de la roche au niveau des robinets
Présence de fouille ?	Oui
Présence de dégradation ?	Oui, PVC cassé
Présence de fuite ?	Il n'y a pas de robinets
Présence de zone boueuse ?	Oui tout autour de la borne fontaine

LE CAPTAGE EN PHOTO



Figure 1 : A gauche : boite de captage vue d'en haut ; A droite : boite de captage vue du dessus ; sur les deux photos la présence de boue est remarquable



Figure 3 : Borne fontaine avec présence de boue aux alentours et des tuyaux PVC cassés

Figure 2 : Intérieur de la boite de captage, visiblement non entretenu

Entretien avec l'animateur

Le captage de Los Kakaos a été construit en prévision de construire une extension jusqu'à Régalis pour pouvoir alimenter la localité de Régalis quelques centaines de mètres plus bas. Cependant, la communauté de Los Kakaos ne s'est pas beaucoup mobilisée et quand la communauté de Régalis a compris qu'il n'y allait pas avoir d'extension jusqu'à leur localité, ils ont abandonné leurs efforts.

Le comité n'entretient pas le captage.

L'animateur nous a rapporté qu'il y avait un gros problème au niveau de ce captage, plusieurs fois par :

- La casse d'un tuyau
- La mise en place de tissus sale dans la boîte de captage pour contaminer l'eau

Selon l'animateur il y a environ une trentaine de familles qui viennent s'approvisionner en eau à ce captage.

Observation - captage de Selpet
Observation en date du 26 novembre 2018

Généralités

Turbidité de l'eau en sortie de BF	Non visible		
Activités aux alentours du captage/Risque de contamination	Présence d'habitation	Non	Il n'y a pas vraiment de périmètre de protection du captage à proprement parlé.
	Présence d'élevage	Non	
	Présence de jardin	Non	
Source protégée	Le captage se trouve au milieu des fourrés		

Boîte de captage : Oui

Matériaux robustes ?	En béton, sans finition
Présence de fouille ?	Non
Présence de dégradation ?	Non (l'intérieur de la boîte de captage n'a pas pu être contrôlé)
Présence de zone boueuse ?	Non
Matériaux porte boîte de captage adapté ?	Métallique (présence de rouille)
Présence d'infiltration au niveau de la porte ?	Non visible

Adduction gravitaire : Oui

Matériaux de l'adduction adapté ?	PVC pour les trop pleins Les matériaux semblent adaptés.
Présence de fourreaux pour la protection de la conduite ?	Conduite enterrée
Position des tuyaux respectées - Vidange : au ras de la dalle - Adduction : 1/3 ou juste au-dessus de la vidange - Trop plein : juste au-dessus de l'adduction ou max 1/3 du niveau de l'émergence	Pas contrôlé
Exutoire de la vidange et du trop-plein suffisamment loin du captage pour ne pas risquer l'érosion des fondations ?	Oui
Présence de fuite ?	Non visible
Présence de zone boueuse ?	Non

Brise charge : Non

Boîte de répartition : Non

Réservoir : Non

Borne fontaine : Oui

Matériaux robustes ?	En béton, sans finition
Présence de fouille ?	Non
Présence de dégradation ?	Non
Présence de fuite ?	Il n'y a pas de robinets
Présence de zone boueuse ?	Non canal d'évacuation vers le ravin

LE CAPTAGE EN PHOTO



Figure 5 : A droite : la boîte de captage ; A gauche : les trop-pleins



Figure 4 : A gauche : Distance entre la BF et la boîte de captage (point rouge) ; A droite : borne fontaine

Entretien avec l'animateur

Comme pour Los Kakaos, l'animateur a fait remarquer que ce captage était à l'origine pour deux localités Dozepengue et Selpet. Cependant le comité d'usagers étant formé essentiellement par des personnes de Dozepengue lorsque la communauté a compris que l'extension n'irait pas jusqu'à leur localité, ils ont abandonné leur rôle. Ainsi ce captage n'est pas entretenu. D'ailleurs une brève entrevue avec le leader et l'agent captage de Dozepengue a permis de confirmer leur désintérêt pour le captage. Ils ont affirmé ne plus entretenir le captage. Selon l'animateur, ce captage serait assez bien utilisé car il est sur le chemin entre Régalis et Brisè, ainsi la population en profiterait pour prendre de l'eau lors de leur passage à proximité du captage.

Observation - captage de Démahague
Observation en date du 27 novembre 2018

Généralités

Turbidité de l'eau en sortie de BF	Non visible		
Activités aux alentours du captage/Risque de contamination	Présence d'habitation	Non	Il n'y a pas vraiment de périmètre de protection du captage à proprement parlé.
	Présence d'élevage	Non	
	Présence de jardin	Oui	
Source protégée	Des coulées de boues peuvent être observées sur la boîte de captage, le comité a acheté deux sacs de ciment pour construire un muret afin de protéger la boîte de captage. Cependant ce travail n'a pas été réalisé jusqu'à présent		

Boîte de captage : Oui

Matériaux robustes ?	En béton
Présence de fouille ?	Non
Présence de dégradation ?	Non
Présence de zone boueuse ?	Oui
Matériaux porte boîte de captage adapté ?	Métallique (présence de rouille)
Présence d'infiltration au niveau de la porte ?	Non visible, cependant les coulées de boue peuvent laisser imaginer que certaines particules peuvent entrer dans le captage

Adduction gravitaire : Oui

Matériaux de l'adduction adapté ?	PEHD pour la distribution PVC pour les trop pleins Ces matériaux semblent adaptés
Présence de fourreaux pour la protection de la conduite ?	Conduite enterrée
Position des tuyaux respectées - Vidange : au ras de la dalle - Adduction : 1/3 ou juste au-dessus de la vidange - Trop plein : juste au-dessus de l'adduction ou max 1/3 du niveau de l'émergence	Oui
Exutoire de la vidange et du trop-plein suffisamment loin du captage pour ne pas risquer l'érosion des fondations ?	Oui
Présence de fuite ?	Non
Présence de zone boueuse ?	Oui

Brise charge : Non

Boîte de répartition : Non

Réservoir : Non

Borne fontaine : Oui

Matériaux robustes ?	En béton et protection du béton par de la roche au niveau
Présence de fouille ?	Non
Présence de dégradation ?	Non
Présence de fuite ?	Oui au niveau des robinets
Présence de zone boueuse ?	Oui à l'exutoire de la borne fontaine

LE CAPTAGE EN PHOTO



Figure 7 : A gauche : boîte de captage avec les problèmes de boue énoncés ; A droite : intérieur de la boîte de captage qui semble être nettoyée



Figure 6 : Trop plein à quelques dizaines de mètres de la sortie de la boîte de captage



Figure 8 : Borne fontaine et son environnement

Entretien avec le président du comité d'utilisateur, l'agent captage et un leader

Le comité d'utilisateur a été fondé en 2016 avant la réalisation du captage. Le comité a été voté par « le peuple ». Il est composé de 5 personnes :

- Le président
- Le trésorier
- L'agent captage
- Deux membres

Le rôle de l'agent captage est de « faire la propreté ». Il nettoie la boîte de captage chaque 15 du mois. L'agent captage travaille gratuitement.

Le président fait le même travail que l'agent captage, il le soutient dans son travail.

La DINEPA est venu faire une journée de formation pour la signature du contrat de comité de point d'eau. Ce document est actuellement en cours de signature au niveau de l'OREPA Centre. Pour le comité d'utilisateur, la signature d'un tel document ne change pas beaucoup de chose.

Quelques désordres autour de la borne fontaine ont été rapporté par exemple les enfants ont arraché les têtes des robinets. Cependant personne n'a revendiqué être le propriétaire du terrain autour du captage ou de la source (en fait ce terrain appartient à l'agent captage).

Aucune cotisation régulière n'est demandée par le comité d'utilisateur pour les familles ayant accès à la borne fontaine.

Il n'y a pas non plus de règlement du point d'eau.

Les personnes interviewées ont rapporté qu'entre 60 et 70 familles utilisaient ce captage.

Observation - captage de Pisè bef
Observations en date du 27 novembre 2018

Généralités

Turbidité de l'eau en sortie de BF	Non visible		
Activités aux alentours du captage/Risque de contamination	Présence d'habitation	Non	Il n'y a pas vraiment de périmètre de protection du captage à proprement parlé. De plus la présence d'un cabrit pourrait contaminer la source
	Présence d'élevage	Une chèvre à côté de la boîte de captage	
	Présence de jardin	Oui	
Source protégée	Il y a présence d'hautes herbes aux abords de la boîte de captage		

Boîte de captage : Oui

Matériaux robustes ?	En maçonnerie de roche
Présence de fouille ?	Non
Présence de dégradation ?	Non
Présence de zone boueuse ?	Non
Matériaux porte boîte de captage adapté ?	Métallique (présence de rouille)
Présence d'infiltration au niveau de la porte ?	Non visible

Adduction gravitaire : Oui

Matériaux de l'adduction adaptés ?	PEHD pour la distribution PVC pour les trop pleins Ces matériaux semblent adaptés cependant les grilles utilisées sur les tuyaux de vidange et trop-plein sont rouillés. Les matériaux des grilles ne sont donc pas adaptés
Présence de fourreaux pour la protection de la conduite ?	Conduite enterrée
Position des tuyaux respectées - Vidange : au ras de la dalle - Adduction : 1/3 ou juste au-dessus de la vidange - Trop plein : juste au-dessus de l'adduction ou max 1/3 du niveau de l'émergence	Oui
Exutoire de la vidange et du trop-plein suffisamment loin du captage pour ne pas risquer l'érosion des fondations ?	Oui
Présence de fuite ?	Non

Présence de zone boueuse ?

Oui à la sortie des trop-pleins

Brise charge : Non

Boîte de répartition : Non

Réservoir : Non

Borne fontaine : Oui

Matériaux robustes ?	En béton et protection du béton par de la roche au niveau des robinets
Présence de fouille ?	Non
Présence de dégradation ?	Non
Présence de fuite ?	Oui au niveau des robinets
Présence de zone boueuse ?	Oui à l'exutoire de la borne fontaine

LE CAPTAGE EN PHOTO



Figure 9 : A gauche : boîte de captage ; A droite : cabrit dans le périmètre immédiat du captage



Figure 10 : A gauche : la borne fontaine vue de devant ; A droite : la borne fontaine vue de dessus



Figure 11 : A gauche : Intérieur de la boîte de captage, présence de rouille sur les grillages ; A droite : Evacuation de l'eau des trop-pleins

Entretien avec l'agent captage

Agent captage de Pisè Bef depuis 2018, précédemment il était agent captage dans une autre localité, cependant ce captage n'est plus fonctionnel par manque d'entretien. Le comité est composé de 7 personnes :

- Le président
- Le sous-président
- Le secrétaire
- Le sous-secrétaire
- Le trésorier
- L'assistant
- L'agent captage

Des élections sont organisées pour élire le comité. L'agent captage a accepté ces élections car il était « prêt » pour ce poste. L'agent captage dit avoir de grande responsabilité, il doit :

- Nettoyer le captage
- Surveiller le captage

L'entretien de la boîte de captage c'est-à-dire son nettoyage est réalisé chaque deux semaines en saison des pluies car il y a beaucoup de boue et chaque mois en saison sèche. Il a aussi précisé que l'eau de pluie rentrait dans la boîte de captage ce qui lui posait beaucoup de problème d'entretien. Parfois il a des problèmes avec la communauté qui ne respecte pas les principes en effet :

- Les femmes font la lessive à la borne fontaine
- Les gens se baignent à la borne fontaine

De plus certains animaux restent aux alentours du captage alors que ce n'est pas autorisé. L'agent captage a déclaré que le comité recevait 50 HGT pour la caisse à chaque saison de récolte, le trésorier garde l'argent dans une caisse. 13 familles contribuent à cet apport. Cet argent servira en cas de réparation.

- ZONE DE THOMONDE -

Entretien avec l'animateur Osmane et le boss maçon Ti Gabé – Balandri

Le 17 janvier 2019, entretien avec l'animateur Osmane, le boss maçon Ti Gabé en présence d'Emilie (responsable de programme HAE à Thomonde).

Expérience et recrutement du boss

Boss Ti Gabé travaille avec IA depuis avril 2017. Il vit dans la zone de Bento une localité de Balandri depuis 30 ans. Il compte rester dans la zone s'il trouve du travail après IA parce qu'il est marié, il a donc une famille à faire vivre. S'il quitte la zone pour du travail il reviendra quand même dans la zone pour sa famille. Avant, il travaillait dans la construction, il peut tout faire sauf le carrelage. Cependant c'est avec IA qu'il a appris à construire des dalles bombées, notamment grâce à la formation qu'il a reçu d'IA en avril 2017.

Motivation pour travailler pour IA

Le boss et l'animateur sont motivés pour travailler pour IA car ils aiment travailler d'une part et ils aiment la dalle bombée d'IA. Ils pensent que c'est une bonne chose pour la communauté. De plus, ils travaillent pour IA car les activités menées sont dans la zone. Etant donné qu'ils vivent dans les localités touchées, ils ont plus de capacités pour travailler avec IA

Salaire du boss

Au début boss Ti Gabé recevait 200 HTG par dalle, puis il a été augmenté à 250 HTG. Il peut réaliser 3 à 4 dalles maximum par jour. Que ce soit pour l'animateur ou le boss, leur salaire ne leur convient pas. Cependant, la combinaison du salaire d'IA et de l'entrée d'argent qu'il y a grâce aux jardins, ils peuvent sans sortir. Dans tous les cas il n'est pas facile de trouver du travail dans la zone. Ils cultivent donc pour nourrir leur famille et vendre le reste sur le marché. Ils font aussi de l'élevage d'animaux. La principale source de revenus est le travail de la terre. En effet, par exemple pour boss Ti Gabé, il peut passer 2 à 3 mois sans contrats avec IA, il préfère quand même toujours travailler pour IA que ne rien faire.

Typologie des latrines dans la zone

Boss Ti Gabé n'avait pas vraiment de latrine chez lui auparavant. Il y avait seulement un coin avec des roches et quelques morceaux de bois. Pour certaines familles, ils avaient des latrines traditionnelles construites en bois et un trou fouillé de manière non standard. Il n'y en avait pas beaucoup, sur 10 personnes seulement une famille avait une latrine. A l'arrivée d'IA, les personnes ayant une latrine traditionnelle avant l'intervention d'IA sont passées à la dalle bombée. Cependant avant l'intervention d'IA, certaines personnes ont bénéficié de latrines CLM. Les bénéficiaires CLM n'étaient pas aussi nombreux que les bénéficiaires d'IA. Ainsi, pour l'instant c'est les dalles bombées d'IA qui sont construites en majorité dans la communauté. Les ménages utilisant des latrines traditionnelles sont des nouveaux arrivants de la zone qui n'ont pas pu ou qui n'ont pas encore bénéficié du programme d'IA.

Les dalles bombées d'IA sont de bonne qualité et respectent les normes. Les ménages qui ont ce genre de latrine, disent que celle-ci a une grande importance. En effet s'il pleut ils ne peuvent pas se faire mouiller dans leur latrine. De plus, ils peuvent aller faire leurs besoins sans difficulté. Les ménages sont donc très contents de cette latrine. Cependant, il y a certaines personnes qui souhaiteraient mettre un siège, notamment pour les personnes âgées qui n'arrivent plus à s'accroupir.

Difficultés rencontrées par l'équipe

Les personnes parfois ne sont pas motivées pour recevoir le boss. Ainsi le plus souvent le

sable n'est pas prêt quand le boss arrive. Il faut donc refaire une sensibilisation pour montrer l'importance d'une latrine notamment pour les personnes dont les proches viennent leur rendre visites.

La plus grande difficulté rencontrée par l'animateur est la disponibilité des ménages. Il n'est pas facile de les réunir en groupe de 10 car chacun à ses propres activités. Il faut 75 % de participation pour réaliser les latrines sauf en cas de force majeure telle que les maladies, la mort ou les mariages. Cependant, la stratégie a évolué et même s'il y a moins de 75 % de participation IA accepte de réaliser la construction de latrine.

Les ménages de la zone ont beaucoup de demande : avoir un hôpital, avoir de l'eau potable, avoir un captage, avoir un marché, des routes ; il est donc très difficile de convaincre les gens de construire une latrine car ce n'est pas leur priorité.

Boss Ti Gabé lui rencontre des difficultés aussi en rapport avec la présence des ménages lors de la construction de la dalle. Ils ne vont donc pas chercher le sable ou l'eau, surtout dans les localités où l'accès à l'eau est difficile.

Il arrive que l'animateur passe plus de deux mois sans signer de contrat, surtout quand dans les localités les gens ne se font pas confiance entre eux, et qu'ils pensent que leurs voisins ne vont pas respecter le contrat et donc que la zone ne sera pas couverte à 80 % en vue de la construction d'un captage. Par exemple, dans la localité de Pourlayer, si les ménages avaient su qu'ils n'allaient pas bénéficier d'un captage, ils n'auraient pas construit de latrine car les efforts consentis étaient trop importants seulement pour une latrine. De plus ils ont vraiment un grand problème d'accès à l'eau

Ressentis par rapport à l'intervention d'IA

Dans la zone où Osmane travaille, les ménages apprécient le programme d'IA, et les ménages sont assez motivés malgré tout la zone n'est pas encore couverte à 100 %. Cependant, il pense que la couverture va bientôt être atteinte car les ménages sont intéressés. Osmane utilise la méthode de « 2 pour 1 » « c'est-à-dire qu'avant d'avoir ce qu'ils désirent vraiment ils doivent avoir une latrine.

Futur envisagé après IA

Boss Ti Gabé n'est pas intéressé pour aller chercher des clients pour la promotion des dalles bombées. De plus il ne savait pas s'il avait le droit de construire des dalles bombées hors programme IA. Si toutefois des clients viennent le chercher pour la construction de dalle, il les fera. Il a eu environ 5 demandes de familles qui connaissaient le programme d'IA. D'après les clients, ils peuvent payer 500 HTG pour faire la dalle bombée. Cependant Osmane et boss Ti Gabé ne sont pas convaincu, ainsi les dalles ne sont pas encore réalisées. De plus boss Ti Gabé ne voulait pas les faire sans l'accord de l'animateur et de la responsable de programme. Ti Gabé pense que les ménages doivent payer au minimum 500 HTG par dalle en apportant les matériaux. S'il prend tout en charge de la fouille du trou à la construction de la kay, il demanderait aux ménages de payer 5000 HTG minimum.

Il pourrait avoir un client potentiel qui a construit précédemment une latrine à 65 000 HTG qui s'est effondrée. Ce client voudrait reconstruire une latrine mais avec une dalle bombée. Selon Osmane, si des gens doivent construire leur propre latrine, ils dépenseront entre 400 et 500 HTG sans la main d'œuvre et la fouille.

Intervention d'autres organisations

CLM va intervenir de nouveau dans la zone en 2018. CLM a déjà réalisé des enquêtes basées sur les caractéristiques socio-économiques des ménages de la zone, afin de classer les ménages de la zone. Osmane va donc essayer de mettre en place une stratégie pour atteindre ces objectifs. Elle sera basée essentiellement sur la motivation des gens.

Entretien avec l'animateur Rénoli à Balandri

Le 18 janvier 2019, entretien avec l'animateur Rénoli en présence d'Emilie (responsable de programme HAE à Thomonde).

Expérience et recrutement de l'animateur

Rénoli est animateur depuis le 6 août 2015 pour IA, il a remplacé Anderson qui est devenu coordinateur. Il a fait des études classiques et est cultivateur. Il participe aux activités religieuses de sa localité. Ainsi, tous les mercredis à 3h et les samedis à 5h il est aux répétitions de la chorale de son église.

Il a passé des tests avant d'être recruté par IA. Puis il a reçu une formation de base avec le coordonnateur et une autre formation en équipe. A la suite de ces formations, il est parti sur le terrain pour réaliser des séances de sensibilisation en groupe et individuel portant sur l'hygiène, l'assainissement et l'eau.

Travail avec IA et autres activités

Il travaille 20 jours pour IA et cultive son jardin parallèlement. Quand il n'a pas le temps de cultiver son jardin, il peut embaucher des personnes grâce au salaire qu'il reçoit avec les activités d'IA. Dans la zone, ils cultivent principalement du pois.

Il souhaiterait rester à Balandri. Toutefois s'il ne trouve pas de travail après IA il sera obligé de travailler dans une autre localité.

Stratégie d'IA

Avant d'intervenir dans une zone, les leaders de la localité doivent rédiger une lettre de demande. Il réalise ensuite une réunion avec la communauté. Cette réunion consiste en la présentation des activités d'IA et des conditions pour participer au programme. Ensuite il partage aussi les informations récoltées lors de l'enquête initiale. Cette enquête vise à identifier les problèmes auxquelles est confrontée la communauté. C'est la réunion R2. Il doit y avoir 75 % de participation à cette réunion pour continuer. Cependant, aux vues de la fin du programme, on accepte un taux de participation de 70 %. A la suite de cette réunion, il y a une phase d'animation qui est divisée en 4 phases. A l'issue de ces animations, une planification pour la construction de latrine est réalisée, des groupes sont créés avec les gens de la communauté et une date est fixée pour l'apport des matériaux (date KONBIT). Il suit les localités un certain temps.

Difficultés rencontrées par l'animateur

Parfois, il peut se passer deux mois sans signature de contrat car la population n'est pas vraiment motivée.

Lorsqu'au sein d'un même groupe une personne n'est pas vraiment motivée ; la signature du contrat peut prendre beaucoup de temps et fragilise la motivation de l'ensemble du groupe. De plus, le plus souvent les gens doivent travailler dans leurs jardins afin de trouver de l'argent pour pouvoir payer leurs latrines. Cependant pour certaines familles, cet argent revient en priorité pour payer l'école et à manger. Ainsi la construction d'une latrine n'est pas leur priorité bien que l'animateur essaie d'expliquer par tous les moyens l'importance d'une latrine.

Il est difficile de réaliser des réunions, elles sont souvent reprogrammées car il n'y a pas assez de personne. Au bout de deux annulations, la localité est « abandonnée » et les ménages doivent se remanifester auprès d'IA s'ils veulent vraiment participer. Les réunions annulées pour cas de force majeure (maladie, mort, mariage...) ne sont pas comptabilisées.

L'apport des matériaux demande beaucoup de patience même si cela est réalisé en konbit. Certains groupes n'arrivent pas à effectuer ce travail, il faut que le groupe soit vraiment motivé. Ainsi, quand le konbit fonctionne tous les matériaux sont prêts pour le boss.

Les ménages vivant dans les localités de cette zone ne savent pas forcément qu'il est interdit de ne pas avoir de latrine. L'état étant inexistant dans cette zone, car ils n'ont jamais visité la zone, la pression de l'état ne fonctionnerait pas vraiment.

Une des « excuse » pour ne pas construire de latrine dans cette zone, est la perte des récoltes. Ainsi, la latrine n'étant pas une priorité pour eux, et qu'ils n'ont pas de moyens, ils ne construisent pas de latrine. Les 150 HTG sont alors vraiment difficile à trouver.

En revanche, le plus souvent ceux qui ne construisent pas de latrine, sont des personnes négligentes. Si la latrine était gratuite, ils en auraient tous une.

A Kajou Fran en particulier, 7 familles ne veulent pas construire de latrine ou recevoir l'aide d'IA car ils pensent que cette aide vient du diable. Malgré de nombreux efforts de l'animateur, il est très difficile de convaincre ces personnes.

Pour les personnes dont le problème est le fait d'aller chercher les matériaux, certains pourraient payer une augmentation de leur apport bénéficiaire pendant que pour d'autre cela sera difficile.

Motivation pour la construction de latrine

En général, dans une localité où le taux de couverture est élevé, les ménages n'ayant pas construit leur latrine reçoivent une certaine pression sociale afin qu'ils construisent leur latrine. Les personnes possédant une latrine ne veulent pas que les autres personnes de la localité continuent à faire leur besoin dans les rajè.

Les personnes ayant de la famille ou des amis venant de la ville leur rendre visite sont en général plus motivées à construire leur latrine.

Résultats dans la zone de l'animateur

A Benjamin la localité est presque couverte à 100 % car les personnes étaient très motivées, seulement une petite minorité n'ont pas encore réalisé leur latrine car ils ne sont pas intéressés. En général, ils ne sont pas motivés car ce sont leurs maisons secondaires.

Les localités qui posent le plus de problèmes sont Ubé, Grand-Ravine, Kajou Fran, Denisa. A Denisa, les maisons étant vraiment éloignées, il n'a pas été possible de réunir les gens malgré 2 à 3 essais.

Salaire

Ces derniers temps avec l'augmentation du prix des produits de base, il n'est pas possible de couvrir ces dépenses de bases avec le salaire d'IA.

Futur envisagé à la fin du programme

Il est difficile de trouver du travail dans la zone car il n'y a pas beaucoup d'ONG qui travaillent dans cette zone. Il faudrait donc aller en ville pour trouver du travail. Cependant, il n'a aucun diplôme et il pense qu'il sera donc difficile de trouver du travail en ville sans diplôme. Il espère donc aller à l'école normale pour devenir professeur car c'est le seul métier qui rapporte un peu d'argent dans la zone. En attendant, il aimerait que IA augmente son salaire.

Entretien avec boss Gesner de Balandri **Le 17 janvier 2019, entretien avec boss Gesner.**

Expérience et formation du boss

Boss Gesner a commencé à travailler pour IA en 2016. Avant, il travaillait dans la construction de maison, il a été formé par d'autres boss de la zone, mais il n'avait jamais construit de latrine. Avec IA il a donc appris à construire des dalles bombées suite à une formation. Cette formation avait été donnée par boss Josué de Bay Tourib. Il vit dans la zone depuis 23 ans et il compte rester dans la zone.

Motivation pour travailler pour IA

Boss Gesner était motivé pour la construction de dalle bombée car il aime ce métier de maçon et apprendre de nouvelles techniques. De plus ce programme étant dans sa zone de résidence, il était particulièrement motivé pour apporter ce soutien technique à ses voisins.

Salaire du boss

Il était payé 200 HTG au début de son contrat par dalle réalisée et son salaire a été révisé à 250 HTG. Ce salaire lui convient malgré qu'il ne soit pas suffisant pour couvrir tous ces besoins. Ce salaire et son travail dans les jardins lui permettent tout de même de vivre. Généralement, il garde une partie de sa récolte pour sa famille et vend le reste au marché. Etant donné qu'il passe parfois entre 2 et 3 mois sans contrat, sa principale source de revenu est issue de ses récoltes même en cas de mauvaise récolte.

Typologie des latrines avant l'intervention d'IA

Les latrines traditionnelles que les ménages réalisaient avant l'intervention d'IA étaient construites en bois posées sur un trou au dimension non standard. Sur 10 ménages, un ménage seulement possédait une latrine. Les personnes dotées de latrines traditionnelles avant l'intervention d'IA sont passés à l'utilisation de la dalle bombée. Auparavant, il y a aussi eu des latrines données par CLM avec des dalles carrées en béton.

Difficultés du boss

Il n'a en général pas de difficulté. Certains bénéficiaires ne préparent pas le sable comme il a été expliqué par l'animateur. Ainsi, quand ce genre de difficultés arrivent boss Gesner dit faire ce travail à la place des ménages, ce qui lui prend beaucoup de temps. Enfin, parfois les ménages ne sont pas motivés pour recevoir le boss et le repas du boss n'est pas préparé.

Futur envisagé par le boss maçon à la fin du programme d'IA

Boss Gesner pourrait aller travailler dans d'autres zones. Cependant, il aurait besoin des outils prêtés par IA. Il a déjà réalisé des dalles hors programme IA, à Mirebalais pour des familles vivant dans sa localité auparavant. Comme c'était des personnes de sa famille, il leur a fait payer 750 HTG à l'un et 1000 HTG à l'autre pour la main d'œuvre seulement, les matériaux étant apportés par les ménages. S'il construit des dalles dans la zone après le départ d'IA, il demandera :

- 2 500 HTG avec les matériaux
- 5000 HTG pour une latrine complète fouille, dalle, kay
- 1 500 HTG si le ménage apporte les matériaux

Si le client n'a vraiment pas les moyens boss Gesner pourrait consentir à travailler pour 1 000 HTG par dalle mais il ne descendrait pas plus bas.

Entretien avec l'animateur Fenel et le boss maçon Josué – Bay Tourib

Le 18 janvier 2019, entretien avec l'animateur Fenel et le boss maçon Josué en présence d'Emilie (responsable de programme HAE à Thomonde).

Expérience et recrutement de l'animateur

L'animateur Fenel travaille avec IA depuis 3 ans. Auparavant il était professeur à Bay Tourib. Il a aussi été président du captage de Bellamou I et a reçu des formations sur le traitement de l'eau à domicile. Il a démissionné de son poste de président du captage pour travailler avec IA afin d'éviter les conflits d'intérêt. IA n'aurait pas accepté qu'il occupe ces deux postes en même temps. Cependant, il intervient toujours en appui à l'équipe actuelle qui gère le captage. Il a aussi été agent de crédit pour une institution de microfinance sur le terrain. Il a intégré IA suite à la participation à une enquête réalisée par IA. De plus les objectifs d'IA l'intéressaient à l'époque où il y avait une montée de choléra. Il avait remarqué que les personnes n'avaient pas les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement et ils ne traitaient pas l'eau à domicile.

La première fois qu'il a postulé pour faire partie de l'équipe d'animateur, il n'a pas été retenu, mais il a réalisé des enquêtes pour IA pendant 2 ans avant d'être intégré au poste d'animateur.

Expérience et recrutement du boss maçon

Boss Josué a commencé à travailler avec IA en 2014. Il est boss maçon depuis 21 ans. Il a travaillé à Port au Prince et est revenu à Bay Tourib en 2012. Il a travaillé à cette époque pour CLM dans la construction de latrine. Il a aussi travaillé en tant que boss pour l'hôpital de la zone et certains captages réalisés par Oxfam.

Boss Josué et l'animateur Fenel vivent tous les deux dans la zone et pensent rester tant qu'il y a du travail dans cette zone. Ensuite ils seront obligés de quitter la zone.

Motivation, travail et salaire du boss

Bien que boss Josué ait travaillé avec CLM pour la construction de latrine et de maison, il est motivé pour la réalisation des dalles bombées car il aime la qualité des dalles. De plus, il aime ce métier de boss

Boss Josué peut construire entre 3 et 4 dalles maximum dans une journée. Il était payé auparavant 200 HTG par dalle réalisée et a été augmenté à 250 HTG. Ce salaire ne satisfait pas à ces besoins.

Motivation, travail et salaire de l'animateur

Fenel dit que travailler pour IA est un honneur. Cependant, le salaire est très faible mais comme il n'y a pas beaucoup de travail en Haïti, il continue à travailler pour IA. Si toutefois il trouve une autre organisation qui paye mieux, il irait travailler pour cette organisation.

Autres activités

Boss Josué et l'animateur Fenel travaillent aussi la terre en parallèle des activités d'IA. La principale source de revenus est celle issue de l'agriculture bien que le salaire d'IA reste la plus garantie. Boss Josué a aussi d'autres chantiers dans des zones plus éloignées qui lui permettent de répondre à ses besoins. Ils ont déjà eu des discussions avec la responsable de programme concernant le salaire.

Typologie de latrine avant et après l'intervention d'IA

Les latrines traditionnelles étaient en générale construite en bois avec un trou fouillé de forme carrée. Cependant peu de personne possédait une latrine, la majorité des ménages pratiquait

la défécation à l'air libre avant l'intervention de CLM.

Certaines latrines de CLM ne respectaient pas les normes de construction, c'est avec IA que boss Josué a appris les techniques de construction de dalle bombée.

Méthode de travail de l'équipe

Un planning est réalisé chaque mois avec l'animateur lors des réunions mensuels. Cependant ce sont les animateurs qui choisissent la zone dans laquelle ils veulent intervenir le mois suivant car ils connaissent bien les contraintes de chaque zone (jour de marché, konbit...). Les animateurs travaillent parfois le samedi et dimanche pour rencontrer les ménages qui sont, dans la semaine, souvent occupés dans les jardins.

Il y a certaines zones où les animateurs ne vont plus car toutes les activités ont déjà été réalisées (de la sensibilisation au suivi individuel et la réunion bilan final). Lors de la réunion bilan, toute la communauté est invitée afin de donner les résultats du programme sur la localité. Ensuite les animateurs sont obligés d'aller dans d'autres zones pour trouver de nouveaux ménages intéressés et les ménages qui n'ont pas pris leur chance à tant ne sont plus remobilisés faute de temps. En effet, par exemple pour le premier suivi individuel, l'animateur passe 45 minutes en moyenne et pour le second 30 à 35 minutes.

Toutes les informations figurant dans la base de données figurent aussi dans le cahier des animateurs. Ainsi, pour connaître le nombre de personnes touchées il suffit de regarder dans le cahier.

Relation avec la DINEPA

L'animateur Fenel a participé à une rencontre avec la DINEPA le 26 Juillet 2018. Lors de cette rencontre, des enquêtes réalisées par la DINEPA et un plan d'intervention des ONGs ont été présentées. Il a aussi été question des captages et de la constitution de comité. Les membres du comité doivent être choisis par la communauté, et ils doivent savoir lire et écrire et ne doivent pas avoir eu des problèmes avec la justice. L'animateur Fenel a pu aussi présenter les activités d'IA dans la zone de Bay Tourib. Cependant la DINEPA a demandé à IA d'arrêter de subventionner les latrines et de seulement motiver les ménages à construire eux-mêmes leurs latrines. En effet, si les ménages ont réussi à construire leur maison ils devraient être capables de construire leur latrine sans l'aide des ONGs.

A propos des enquêtes initiales et des motivations

Lors des enquêtes initiales, il n'y a pas de question relative aux raisons qui pourraient motiver les ménages à se construire une latrine. Cependant selon l'animateur et le coordinateur, une des premières motivations est une question de rang social, quand des invités de la ville arrivent dans les ménages, il est un peu honteux de ne pas avoir de latrine. De plus, les personnes ayant reçu une éducation plus avancée sont plus sensibles à la question de l'assainissement.

Freins rencontrés

Lors du programme du haut Juanaria, IA donnait des tôles aux bénéficiaires de la dalle béton. Cette zone étant proche de Bay Tourib, il a été difficile au début de ne plus donner ces tôles. Ainsi, dans un premier temps les ménages étaient moins motivés pour construire leur latrine. Cependant étant donné que ces zones sont plus proches de la ville, les ménages connaissent mieux les méthodes d'hygiène et d'assainissement.

Pour certaines localités, il ne semble pas avoir de réelles motivations pour la construction de latrine. Ainsi, ils ne rédigent même pas de lettre de demande.

La caution de 100 HTG perdues si un des membres du groupe ne respectaient pas le contrat

a aussi constitué un frein. En effet, les ménages ne se font pas forcément confiance entre eux et ils ne veulent pas perdre leur caution alors qu'ils ont respecté leurs contrats.

L'apport des matériaux est aussi parfois un frein, surtout quand ceux-ci sont éloignés de la zone d'habitation.

Stratégie pour motiver les ménages

Afin de motiver les ménages, l'animateur Fenel parle beaucoup du choléra. Il a aussi demandé l'appui des leaders et des notables pour aider à la sensibilisation.

Futur envisagé

Boss Josué souhaiterait continuer la réalisation des dalles après l'intervention d'IA. Il ferait payer 1 000 HTG par dalle et les ménages devraient apporter les matériaux. S'il construit la latrine complète (fouille, dalle, kay) il demanderait 5 000 HTG. En revanche peut-être des ménages pourraient payer 5 000 HTG dans sa localité, ses potentiels clients se trouveraient plutôt dans les villes comme Hinche, Mirebalais, Thomonde. Il aura quand même besoin des outils fournis par IA. Dans les zones moins isolées de Bay Tourib il y a aussi quelques demandes et ces ménages pourraient payer 500 HTG. Boss Josué a construit une dalle pour un ménage de Bay Tourib à la demande du chef de ménage qui à l'origine ne voulait pas construire de latrine suite à la visite de membres de sa famille pour les fêtes de fin d'année.

Entretien avec l'animateur Eranis et le boss maçon Polenus – Bay Tourib
Le 19 janvier 2019, entretien avec l'animateur Eranis et le boss maçon Polenus en présence d'Emilie (responsable de programme HAE à Thomonde).

Expérience et recrutement de l'animateur

L'animateur Eranis a commencé à travailler avec IA depuis janvier 2015. Auparavant, il a été enquêteur pour ZANMI LASANTE dans la zone de Cange puis animateur et moniteur sur l'alphabétisation à Cange. Il est aussi technicien agricole et a travaillé avec FAES sur le programme d'élevage de bœufs et poules pondeuses, il est aussi vétérinaire. Il a été CASEC et a une association de base dans la zone, notamment lors de la montée de cholera, il faisait la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement ainsi que les méthodes de traitement de l'eau à domicile.

IA a lancé un recrutement suite à une enquête de base (à laquelle Eranis a participé). Cependant, la personne en charge de l'affichage de cet avis de recrutement n'a pas été dans toutes les zones couvertes par le programme d'IA. Ainsi, Eranis n'était préalablement pas au courant de ce recrutement.

Expérience et recrutement du boss

Boss Polenus a commencé à travailler avec IA en août 2016 et a reçu une formation de la part d'IA le 23 avril 2017 avant cela il était apprentis de boss Josué (boss recruté par IA) car il vivait tous les deux dans la même zone. Il a travaillé en tant que boss avec d'autres maçons pour le crépissage ou alors la ferronnerie. Il est devenu boss sur le terrain, il n'est pas allé dans une école spécialisée. Il a aussi travaillé pour la construction de maisons ou de latrines à Hinche, Thomonde et Mirebalais.

Boss Polenus pense rester vivre dans la zone tant qu'il y a du travail, après il devra chercher du travail ailleurs.

Motivation du boss

Etant donné que boss Polenus travaillait déjà en tant qu'apprentis de boss Josué, quand IA a voulu le recruter, il était déjà motivé et connaissait déjà la technique de construction des dalles bombées. De plus l'objectif d'IA d'assainir la zone et donc de protéger la santé de la population de la zone le motivait particulièrement. Il a aussi accepté de travailler pour IA pour avoir une rentrée d'argent. Il est convaincu de la solidité de la dalle bombée.

A propos du travail du boss et son salaire

Boss Polenus peut réaliser 4 dalles par jour et 5 au maximum. En effet, il a décidé de rester dans les localités lorsqu'elles sont éloignées afin de pouvoir commencer et finir son travail plus tard.

Il était au début payé à 200 HTG par dalle et son salaire a augmenté à 250 HTG. Ce salaire n'est selon lui pas suffisant et ne lui permet pas de couvrir toutes ses dépenses. En effet, l'augmentation du prix des produits de base, il aimerait donc qu'IA augmente son salaire.

A propos du salaire de l'animateur

Eranis avait un salaire de 17 000 HTG quand il travaillait avec World Vision alors qu'avec IA le salaire est de 4 000 HTG. Il y a donc une grande différence avec son précédent salaire, ce qui ne le satisfait pas et ne répond pas à ces besoins. En effet, il dépense déjà entre 35 000 et 40 000 HTG par an pour l'école de ses enfants qui sont parties étudier en ville. De plus, cet animateur a une zone étendue qui ne lui permet pas toujours de prendre ses repas à la maison. Ainsi, il souhaiterait qu'IA dans ce cas précis lui donne une avance sur son salaire et même un per diem pour pouvoir s'acheter à manger.

Autres activités

Le boss et l'animateur, parallèlement à leur travail pour IA, cultivent aussi leurs terres. En revanche IA est une rentrée d'argent assurée pour l'animateur alors qu'avec le travail de la terre l'entrée est moins prévisible et dépend des saisons. En effet, il peut arriver que la récolte ne soit pas bonne. Toutefois leur principale source de revenu reste l'agriculture et l'élevage d'animaux.

Comme il est très difficile de trouver du travail en Haïti, l'animateur et le boss restent motivés pour travailler avec IA. Plusieurs réclamations ont été portées à la responsable de programme mais elle ne peut pas décider toute seule.

Avantage avec les autres organisations

L'animateur ayant travaillé 5 ans avec World Vision a reçu à la fin de son contrat 75 000 HTG. Avec ce bonus il a pu acheter des bœufs, une motocyclette et payer des personnes pour cultiver son jardin pendant qu'il vaquait à d'autres occupations (telle que les activités avec IA). Il a aussi acheté une pompe à eau afin d'arroser les champs en saison sèche. Il aimerait bien sûr qu'IA lui donne une prime de fin de contrat afin de rebondir et développer ses activités personnelles.

Motivation des ménages pour intégrer le programme d'IA

Dans certaines zones le manque d'eau est tel que les ménages ne veulent pas de latrine mais uniquement de l'eau. Ils sont alors frustrés lorsqu'un programme vient avec des latrines car cela ne correspond pas à leur besoin. Il souhaiterait plutôt la construction de réservoir pour pouvoir récupérer l'eau de pluie sur une certaine période.

Typologie de latrine avant et après l'intervention d'IA

Les latrines traditionnelles étaient construites en bois. Le trou était fouillé de forme carrée puis une dalle en bois était posée dessus. Ensuite à l'arrivée de CLM, il y a eu des dalles béton carrées et ensuite des dalles bombées carrées (utilisant la technique IA). Cependant sur certaines dalles bombées CLM ajoutait des sièges. En revanche, certaines dalles bombées CLM ont été détruites assez rapidement car la proportion des matériaux composant la dalle n'était pas respectée selon le boss et l'animateur. À l'arrivée d'IA dans la zone, les ménages ont souvent changé leurs latrines traditionnelles pour des dalles bombées.

Satisfaction des ménages

Selon le boss Polenus, aux vues du nombre de demandes des ménages pour l'acquisition d'une dalle bombée, les ménages sont très intéressés par ce type de dalle. Cependant, les dalles sans siège ne conviennent pas aux personnes âgées qui ne peuvent pas rester accroupies longtemps et ces personnes préfèrent donc les latrines de CLM avec siège intégrée.

Le boss Polenus ne sait pas s'il peut vraiment mettre un siège sur les dalles bombées au risque de fragiliser la dalle. Il ne préfère donc pas prendre le risque, l'image d'IA pouvant en pâtir.

Méthode de travail de l'équipe

Idem « entretien animateur Fenel et boss Josué »

Difficultés de l'animateur et freins

Il est vraiment difficile pour l'animateur de réunir les ménages pour les sensibilisations PHAST.

De plus, former des groupes de 10 personnes pour les contrats n'est pas toujours évident car les ménages ont peur qu'il y ait une personne du groupe qui ne respecte pas ces engagements et qu'ils perdent donc toute leur caution de 100 HTG.

Il y a aussi un problème de matériaux dans la zone. En effet, certains matériaux se trouvent à plusieurs heures de marche ou l'eau n'est pas toujours disponible proche de la maison.

L'animateur et le boss trouvent que les conditions d'IA sont trop dures avec les bénéficiaires et qu'il est donc difficile de couvrir les zones à 100 % (exemple de la zone de Dolagon). En effet, avec CLM en 2012 tout était gratuit, don de latrine et de bestiaux notamment. Il est donc à présent difficile pour les ménages d'accepter de fouiller leur trou, d'aller chercher les matériaux et de donner une caution de 100 HTG. Cela a pris vraiment beaucoup de temps et d'efforts aux animateurs pour convaincre les ménages de participer au programme d'IA.

De même pour le C-TED, CLM donnait des produits de traitement alors qu'IA ne réalise que la sensibilisation sans donner de produits. Ceci, est un nouveau frein au développement du traitement de l'eau à domicile.

Pour certains ménages donner 150 HTG est vraiment compliqué. Pour certains ménages cela représentent 2 jours de repas. Ils doivent donc aller travailler dans les jardins pour quelqu'un d'autres afin d'avoir du cash. Pour certains groupes trouver 150 HTG a pris 1 an, les animateurs ont donc dû passer souvent dans ces zones.

Il y a aussi certains ménages qui ne sont pas intéressés car la fouille leur coûterait déjà 1000 HTG et aucun membre de leur famille ne peut le faire pour eux (enfants trop jeunes, femme vivant seule...).

Certains ménages n'ont pas voulu participer au programme d'IA car ils pensaient que leur nom étant dans une liste de bénéficiaire, il ne pourrait plus voyager à l'étranger, surtout pour les personnes voulant aller au Brésil ou au Chili. Ils pensent qu'ils auront des problèmes lors de leur demande de visa dans les ambassades respectives car ils sont bénéficiaires de projet.

Les croyances évangéliques font aussi parti des freins que l'animateur Rénalis peut rencontrer sur sa zone d'intervention. En effet, ces personnes pensent que s'ils acceptent des dalles, ils ne pourraient plus aller au ciel le dernier jour de leur vie selon la bible.

Difficultés rencontrées par le boss

Le boss Polenus rencontre surtout des difficultés dans l'apport des matériaux. En effet malgré que l'animateur précise bien aux ménages la qualité des matériaux à apporter ainsi que leur devoir de fournir à manger au boss, la plupart du temps le sable n'est pas bien lavé et il n'y a pas de repas prévu pour le boss.

De même que l'animateur, le boss souhaiterait une avance de la part d'IA, afin de pouvoir se payer à manger dans les zones où ils restent dormir. Ainsi, même si les ménages ne respectent pas leurs engagements, ils pourraient quand même manger.

Futur envisagé par le boss

Boss Polenus serait intéressé pour développer ses activités de construction de dalles bombées dans la zone de Mamouth. IA n'intervient pas dans cette zone pour le moment et il y a beaucoup de construction en cours. Cependant, pour cela il aurait besoin que IA lui laisse les outils et un certificat de travail afin qu'il soit reconnu par la communauté comme boss ayant les capacités pour réaliser les dalles bombées.

Il souhaiterait vendre ces dalles entre 750 à 1000 HTG, les matériaux devant être toutefois apporter par les ménages. Pour une latrine complète (fouille, dalle et kay) il ferait payer aux ménages entre 5 000 et 20 000 HTG. Le nombre de ménages pouvant payer ce prix dans la zone est minime. En revanche, dans les villes comme Thomonde, Mirebalais, et Hinche, il y

aurait plus de demande. Pour les ménages vivant dans la zone de Bay Tourib, le boss pensent qu'ils pourraient payer 500 HTG une dalle bombée.

Entretien avec le directeur d'école de Kajou Fran
Le 17 janvier 2019, entretien avec le directeur de l'école de Kajou Fran M. Elor Luncik.
L'école possède les dalles, ils sont en phase de fouille des fosses.

Historique de la demande

Depuis 2016, le directeur de l'école est en relation avec Inter Aide. La première fois que le directeur de l'école a entendu parler des programmes d'Inter Aide était lors de son passage à Balandri. Cependant, les activités ont réellement commencé l'année dernière car le directeur de l'école était malade avant. Son remplaçant a quand même pu prendre le relai pour suivre le dossier.

Description de l'école

Dans l'école, il y a 210 élèves et 7 professeurs. Les frais d'inscription sont fixés à 500 HTG par élève et par an.

Il y a un comité à l'école qui est composé d'élève, de parent, de professeur et du directeur. Ce comité veille à ce que tout fonctionne dans l'établissement.

Motivation de la demande et construction

Le directeur de l'école a souhaité participer au programme d'IA car les élèves pratiquaient jusqu'à maintenant la défécation à l'air libre dans les rajè, l'école ne disposant pas de latrine jusqu'à présent. De plus, le directeur était très intéressé par la dalle bombée d'IA et le système de lavage des mains.

Les dalles bombées sont déjà construites et les mains d'œuvre fouillent un trou. Les matériaux ont été apportés par les parents d'élèves. Cependant, il y a eu quelques difficultés car il fallait aller chercher les matériaux assez loin. Ainsi, la participation de la communauté a été nécessaire. Les conditions d'IA pour acquérir une dalle n'ont pas vraiment posé de problème. L'école a seulement rencontré des problèmes de terrain. En effet, il y a eu un conflit foncier, les latrines étant prévu d'être installé sur un terrain de l'église. Ces derniers n'ayant pas accepté, la fouille de la fosse a pris quelque retard. La fouille des trois trous coûte 4 000 HTG, cependant l'argent pour payer les boss n'a pas encore été récolté.

Connaissance des messages d'hygiène et du TED

Les formations à l'hygiène ont été dispensés pour tous les professeurs. Plus particulièrement Inter Aide a formé les professeurs au lavage des mains, Inter Aide a aussi montré la technique et les moments opportuns du lavage des mains aux enfants. Des précisions ont été apportées sur le séchage des mains qui ne doit pas se faire avec un tissu. Il est aussi important de se laver les mains pour protéger sa santé. Le directeur connaît aussi les risques du non-lavage des mains. Maintenant les enfants se lavent les mains avant d'aller à la cantine, se lavage des mains se fait classe par classe.

Fonctionnement/Gestion des futures latrines

Trois latrines vont être construites :

- un compartiment pour les filles
- un compartiment pour les garçons
- un compartiment pour les professeurs et le personnel de l'école

L'entretien des latrines sera assuré par le gardien, son salaire sera donc augmenté. Cependant, le directeur ne sait pas pour l'instant comment il pourra trouver l'argent pour augmenter le salaire du gardien. La direction prévoit donc de trouver une solution. La direction a aussi prévu d'installer un système de lavage des mains car l'accès à l'eau est difficile à l'école. Cependant, la gestion n'a pas encore été définies. La personne en charge du remplissage du système de lavage des mains n'a pas encore été identifiée. Un parent pourrait se porter volontaire ou une cotisation aux parents d'élèves pourrait être demandée aux parents pour payer la personne en charge de cette tâche.

Entretien avec le directeur d'école Saint Marc de Bento

Entretien le 16 janvier 2019, avec le directeur de l'école Saint Marc de Bento M. BARTHELEMY Gardy.

L'école n'a pas encore de latrine, ils ont reçu les formations mais les dalles ne sont pas construites.

Description de l'école

Dans l'école, il y a 250 élèves et 7 professeurs.

Historique de la demande

Bien avant que l'animateur sur la zone (M. Renoli) passe à l'école, le directeur de l'école avait déjà entendu parler des programmes d'IA dans d'autres zones moins éloignées. Le directeur savait qu'Inter Aide intervenait sur des programmes d'agriculture et de santé.

Tout d'abord, le directeur de l'école a adressé une demande auprès des responsables d'Inter Aide. Ensuite l'animateur est venu visiter l'école pour faire un premier diagnostic.

Formations des professeurs et des élèves

Toute l'équipe des enseignants, et le gardien ont suivi les formations à l'hygiène avec l'animateur Renoli et le coordinateur Anderson. L'animateur nous a montré comment se laver les mains pour ne pas avoir de microbes et de maladie et plus particulièrement le choléra.

Motivation de la demande et construction

Les latrines avec dalle bombée me plaisaient ainsi que le système de lavage des mains. Les conditions pour participer au programme ne sont pas vraiment difficiles. Tout est expliqué dès le début, le directeur connaît donc les conditions pour bénéficier d'une latrine. Le plus difficile est d'aller chercher le sable, car il faut marcher pendant 90 minutes. De plus l'accessibilité à l'eau et les zones où l'on peut trouver du gravier sont aussi assez éloigné de l'école. Toute la communauté aide donc pour l'apport des matériaux.

Gestion envisagée

L'entretien des latrines se fera sûrement par le gardien. Cependant, le directeur et les professeurs n'ont pas encore mis en place de gestion fixe. Ils ne savent pas vraiment comment ils vont réaliser le remplissage du système de lavage des mains par exemple.

Entretien avec le comité de captage de Balandri

Entretien le 17 janvier 2019 avec le président MARCELUS Franco, le trésorier JOSEPH Sanier, un conseiller DUVALSAINT Léonès

Historique du captage

Les travaux de captage ont démarré en Juillet 2017. Cependant, il reste des travaux complémentaires car en saison des pluies le captage se met en charge.

Mise en place du comité

Une assemblée générale a été réalisée pour élire les membres du comité. Ainsi, la communauté a décidé d'élire tous ces membres, il était donc difficile de refuser de faire partie du comité. De plus, puisque les membres du comité voulaient vraiment le captage, il est donc normal qu'on fasse parti du comité. Il n'y a pas vraiment de critères ou d'exigences pour faire partie du comité. La communauté a choisi ce comité car tous les membres sont connus de la population et la communauté sait de quoi sont capables les membres du comité.

Le comité n'a pas encore de statut légal. Le comité existe seulement entre les membres de la communauté et Inter Aide. A la fin du captage, les responsables d'IA ont prévenu le comité qu'il faudrait qu'il s'adresse directement à la DINEPA en cas de problème. La DINEPA ou les TEPAC ne sont jamais venu visiter le captage et n'ont pas de relation avec le comité de captage.

Profil des membres du comité

Le président du comité travaille dans le domaine de la santé. Ainsi il a une bonne connaissance et a reçu plusieurs formation et sensibilisation sur l'hygiène. Il est aussi professeur.

Le trésorier quant à lui travaille la terre, il a aussi une formation dans la sécurité et pense protéger l'environnement.

Formation des membres du comité captage

Le trésorier a reçu une formation de la part des responsables d'IA pour ce poste. Globalement tout le comité a reçu des formations sûres :

- le rôle de chacun que ce soit au sein du comité ou par rapport aux personnes vivant dans la zone du captage
- la protection et la surveillance du captage
- la gestion du captage

L'agent captage a pour rôle de nettoyer le captage chaque mois. Le cadenas de la trappe de visite du captage étant endommagé, un fer remplace ce cadenas.

Motivations et difficultés

Toutes les conditions pour intégrer le programme ne sont pas difficiles. Cependant, l'apport des matériaux a été très compliqué. En effet, beaucoup de personnes se sont découragés au fur et à mesure, seule les personnes vraiment motivées et faisant parties du comité actuel ont continué a apporter les matériaux car ce captage était très important. Ainsi, il a fallu près de 2 ans pour rassembler tous les matériaux. La route pour aller chercher les matériaux était particulièrement difficile. Malgré tout le comité ne s'est pas décourager. Cinq personnes étaient présentes chaque jour pour accompagner les boss pendant les travaux. En effet, la manière de collecter l'eau auparavant n'était pas bonne pour la santé car l'eau était exposée à des risques de choléra ou d'autres microbes. De plus, même s'il n'y a pas assez d'eau pendant la saison sèche, la communauté est quand même satisfaite.

Il n'a pas été difficile d'atteindre la couverture en assainissement requise pour le captage. En effet, avant l'intervention d'IA, il y a eu une montée de choléra. Les ménages étaient donc intéressés par la dalle bombée. Le comité estime la couverture de la zone à 98 %.

Règle du captage et utilisation du captage

Il n'y a pas vraiment de règle concernant le captage. Les gens se baignent au niveau des trop pleins donc ça ne pose pas beaucoup de problème.

Le comité de captage estime qu'environ 90 familles utilisent le captage de Balandri. Le comité pense que le nombre de famille a augmenté depuis sa construction à plus d'une centaine de famille. En effet, il y a des personnes de loin qui viennent chercher de l'eau ici (Grand-Ravine, Tè kann).

Gestion technique

Il n'y a pour l'instant pas eu de problème avec le captage, tout marche bien. Au niveau de la borne fontaine il n'y pas beaucoup d'eau. Le comité a déjà prévenu Inter Aide de cette situation. De plus pendant la saison des pluies, l'eau remonte dans la boîte de captage, le captage est donc en charge. Inter Aide doit bientôt venir réaliser des travaux pour régler ce problème en ajoutant des tuyaux.

Gestion financière

Il y a une petite caisse mais il n'y a pas encore de rentrée d'argent. Les gens se cotiseront s'il y a un problème pour faire les réparations. Cependant pour le moment comme les gens n'ont pas encore cotisé s'il y a un problème c'est au comité de régler ce problème avec ses propres moyens.

Observation - captage de Balandri
Observations en date du 17 janvier 2019

Généralités

Turbidité de l'eau en sortie de BF	Non visible		
Activités aux alentours du captage/Risque de contamination	Présence d'habitation	Non	Il n'y a pas vraiment de périmètre de protection du captage à proprement parlé.
	Présence d'élevage	Non	
	Présence de jardin	Oui en amont	
Source protégée	Oui		

Boite de captage : Oui

Matériaux robustes ?	En maçonnerie de roche
Présence de fouille ?	Non
Présence de dégradation ?	Non
Présence de zone boueuse ?	Non
Matériaux porte boite de captage adapté ?	Métallique (présence de rouille) et cadenas cassé, difficulté pour l'ouvrir sans matériel approprié
Présence d'infiltration au niveau de la porte ?	Non visible

Adduction gravitaire : Oui

Matériaux de l'adduction adapté ?	Galva pour la distribution PCV pour les trop pleins non protégés Le PVC non protégé semble peu adapté car facilement accessible par la population et cassable
Présence de fourreaux pour la protection de la conduite ?	Non
Position des tuyaux respectées - Vidange : au ras de la dalle - Adduction : 1/3 ou juste au-dessus de la vidange - Trop plein : juste au-dessus de l'adduction ou max 1/3 du niveau de l'émergence	Non visible car boite de captage ne pouvant être ouverte
Exutoire de la vidange et du trop-plein suffisamment loin du captage pour ne pas risquer l'érosion des fondations ?	Oui
Présence de fuite ?	Non
Présence de zone boueuse ?	Oui à la sortie des trop-pleins et à la borne fontaine

Boite de répartition : Non

Réservoir : Non

Borne fontaine : Oui

Matériaux robustes ?	En béton
Présence de fouille ?	Oui
Présence de dégradation ?	Non
Présence de fuite ?	Pas de robinets
Présence de zone boueuse ?	Oui

LE CAPTAGE EN PHOTO



Figure 9 : A gauche : boite de captage ; A droite : ouverture de la boite de captage rendu difficile



Figure 10 : A gauche : la borne fontaine vu de dessus ; A droite : la borne fontaine vu de profil



Figure 11 : A gauche : adduction et trop pleins non protégés ; A droite : Evacuation de l'eau des trop-pleins

